l'unité

N° 299 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 9-15 juin 1978



De l'Onu à l'Afrique
LE DOUBLE LANGAGE DE GISCARD

La Société Générale en 1977

En 1977, le développement de l'activité bancaire a été freiné à la fois par le ralentissement de la croissance économique et le maintien d'un encadrement strict du crédit.

Malgré cette conjoncture médiocre, donnant la preuve de la vitalité de la Société Générale, le bilan s'établissait, au 31 décembre 1977 à 197 138 667 462 F contre 162 388 900 045 F, soit une augmentation de 21,4 %.

Activités en France

Au 3 janvier 1978, les dépôts de la clientèle ont atteint 90 069 millions de F contre 76 411 millions de F au 4 janvier 1977, soit un accroissement de 17,9 % contre 15,6 % en 1976.

De leur côté, les crédits accordés à la clientèle s'élevaient au 3 janvier 1978 à 80 072 millions de F contre 72 747 millions de F au 4 janvier 1977, enregistrant une progression de 10,1 %. Le développement du commerce extérieur a permis cependant une forte avance des crédits à long et moyen terme à l'exportation qui augmentent de 55 %.

Chef de file de l'emprunt d'Etat 8,80 % de 8 milliards de francs, la Société Générale a dirigé également en 1977 onze emprunts de sociétés privées.

Par l'intermédiaire de ses filiales **SogéService** et **Sogégarde** et par les filiales spécialisées dans les services informatiques **(SG 2, G.S.I., C.C.M.C.),** elle a poursuivi la politique de services rendus aux particuliers et aux entreprises.

Activité internationale

La Société Générale a accru son activité dans le domaine du financement des exportations de biens d'équipement et d'ensembles industriels. En matière de crédit acheteur, le volume de ses engagements a augmenté de plus de 80 %.

Dans le domaine des opérations de négoce international, la Société Générale a créé quatre sociétés spécialisées sous l'égide de **Sogexport.**

Elle a poursuivi enfin l'extension de son réseau mondial par la création de filiales bancaires en Corée du Sud, au Nigeria et en Egypte et par l'ouverture de succursales à Amsterdam et Francfort et de bureaux de représentation à Manille, Sydney et Stockholm.

Nouvelle augmentation de capital

Le Collège, dans sa séance du 31 Mai, a approuvé les comptes de l'exercice 1977 et les propositions du Conseil d'Administration pour la répartition des bénéfices.

Le bénéfice net de l'exercice 77 s'est établi à F 431 723 799,97 (dont F 122 492 289 provenant de profits exceptionnels d'exploitation étrangère) contre F 232 414 550,28 en 1976.

Après règlement de l'intérêt et du dividende complémentaire revenant aux parts bénéficiaires, le montant du bénéfice disponible a été affecté aux réserves à concurrence de F 404 120 000 et le solde reporté à nouveau.

Le Collège a, d'autre part, décidé de procéder, par prélèvement sur les réserves, à une augmentation du capital social de F 69 120 000 par distribution d'actions gratuites, à raison de deux actions nouvelles pour vingt-cinq anciennes.

Après cette opération, le capital s'élève à F 933 120 000, les réserves à F 1 000 000 000 et les ressources propres s'établissent à un milliard neuf cent soixante deux millions de francs.

Sur la base du cours coté en Bourse et sans tenir compte des profits exceptionnels d'exploitation étrangère, l'action capitalise moins de 3,3 fois le bénéfice net consolidé du Groupe en 1977, hors intérêts minoritaires.

Le total du bilan consolidé du groupe de la Société Générale au 31 décembre 1977 s'est élevé à 223 746 328 909,02 F.

Le bénéfice consolide de l'exercice atteint 794 946 115,98 francs dont F 661 753 546,91 revenant à la Société Générale.

BULLETIN d'ABONNEMENT ou de RÉABONNEMENT à l'UNITÉ

à retourner : 41, boulevard Magenta - PARIS X^e^

Nom de l'abonné : .....

Demeurant : .....

Abonnement d'1 an (135 F.) ☐ - de 6 mois (80 F.) ☐ - de soutien ☐

Montant de l'abonnement réglé par :

☐ Chèque bancaire libellé à l'ordre de « L'UNITE »

☐ Chèque postal ou virement à l'ordre de « L'UNITE » - C.C.P. 30.349.80 LA SOURCE

Prière de joindre le règlement à l'abonnement.

sommaire

France

4 — *De l'Onu à l'Afrique : le double langage de Giscard, par Guy Perrimond.*

6 — *Le fracas des armes, par Jean-Pierre Cot.*

8 — *Comores : les mercenaires et le « dictateur », par Véronique Neiertz.*

9 — *L'éditorial de Claude Estier.*

10 — *Entretien avec les trois bagagistes de l'hôtel Meurice, propos recueillis par Marie-José Bernardot.*

11 — *Chili : grève de la faim « pour la vérité ».*

Social

12 — *Renault : il y a tout dans cette grève !, par Christine Cottin et Michèle Kespi.*

13 — *Prix : la liberté selon M. Barre, par Guy Perrimond.*

Société

22 — *Villeneuve-d'Ascq : le courageux pari des socialistes, par Frédérique de Gravelaine.*

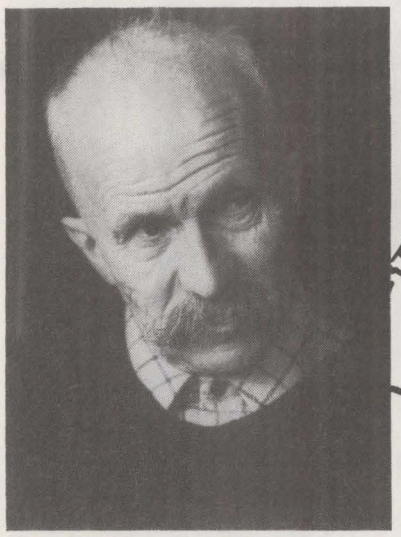
23 — *Les Corses contre E.d.f., par Dominique Antoni.*

24 — *Sport : le parent pauvre de l'Education, par Maryse Wolinski et Nicole du Roy.*

Les entretiens de « l'Unité »

28 — *Cette semaine Jean-Paul Liégeois s'entretient avec Henri Vincenot.*

Photos et dessins
A.f.p. (pages 7, 8), Barrigue (pages 7, 8, 14), Cagnat (page 27), Coureuil (pages 5, 12, 20, 31), Demoulin (pages 1, 10), Pym (page 25), Pascal Lebrun (pages 10, 11, 22, 26, 27, 29, 30), Solo (pages 13, 32, 33), Sygma (pages 4, 6, 12, 17, 21).





l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

Samedi 10 juin

Organisée par les sections socialistes du XIe arrondissement.

FETE DE LA ROSE

à l'hôtel Moderne, 8 bis place de la République à Paris.
Variétés avec : Mouloudji, Stéphane Reggiani, Pierre Tisserand et Roger Hanin
Allocution politique de Georges Sarre vers 18 h.

Samedi 10 et dimanche 11 juin

Organisée par la Fédération de l'Aude

FETE DU PARTI SOCIALISTE A LEZIGNAN

Variétés avec Joël Prévost, Suzanne Gabriello et Michèle Torr.
Grande fête occitane et régionaliste avec le Quintin Cabrera, Mans de Breich, le groupe basque Erobi et le groupe chilien Rosamundo.
Meeting politique avec Pierre Mauroy et Pierre Guidoni.

Dimanche 11 juin

Organisée par la Fédération du Bas-Rhin.

FETE DE LA ROSE

à la salle des Fêtes de Schiltigheim.
Avec des variétés alsaciennes, folkloriques et étrangères.
Allocution politique de Pierre Joxe.

• *« L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.*

De L'Onu à l'Afrique

LE DOUBLE LANGAGE DE GISCARD

En Afrique, la France giscardienne a choisi le passé et les armes

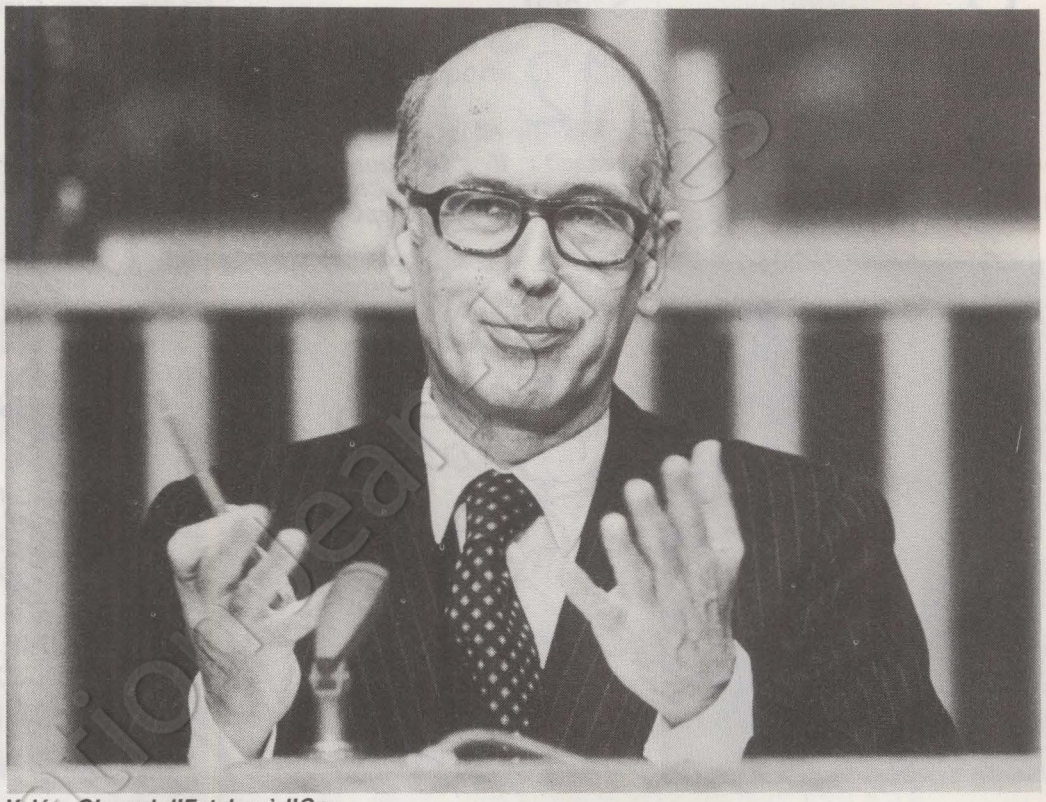
Après le Zaïre, le Tchad. Sans tambour ni trompette, sans déclaration fracassante ni gros titre dans la presse, l'« aide » militaire française au président Malloum s'est précisée. Aux unités constituées (voir « l'Unité » n° 297), aux coopérants militaires offficiels se sont ajoutés les « contractuels », des militaires mis en congé par l'armée française mais conservant tous leurs droits, qui ont signé un contrat avec le gouvernement tchadien. Au total, plus de deux mille hommes et un matériel important ont été mis au service d'un pouvoir usé, à bout de souffle.

Durant plusieurs semaines, cette intervention, plus importante que celle décidée lors des événements de Kolwezi, a été passée sous silence. Puis elle a été avouée : c'est que, très vite, des cercueils devront être rapatriés...

Car les combats engagés la semaine dernière dans la région d'Ati ont été importants, à la fois par les effectifs et le matériel employés et par l'importance stratégique de la zone. Ati est sur la route N'Djamena-Abéché : si Ati tombe, cette route, la seule goudronnée de la région, ne peut plus être utilisée. Or, la saison des pluies approche : en clair, cela signifie que si le Frolinat s'empare d'Ati, tout l'est du Tchad passe sous son contrôle. Malloum ne contrôlant plus alors que N'Djamena et ses environs. On comprend mieux la réaction des troupes françaises qui, visiblement, ont « mis le paquet. »

Officiellement, pour être fidèle aux accords de coopération, il s'agissait de défendre un centre d'instruction dont personne n'avait entendu parler. La presse, pour rendre compte de la bataille de Djada, petite ville située au nord d'Ati, a dressé un décor de carton-pâte, du sous-Joseph Kessel. Ce qui n'a pas été dit, c'est le nombre de morts français. A N'Djamena, des listes circulent, les plus fiables indiquant que plus de 50 militaires européens auraient déjà été tués ces dernières semaines. Le Frolinat, pour sa part, mettant l'accent sur le matériel détruit.

Car la « force de frappe » du Frolinat s'est sérieusement accrue : en particulier grâce aux fusées sol-air soviétiques, qui risquent de mettre un terme aux exploits des Jaguar — ou de les limiter. Si la logistique du Frolinat lui permet d'assurer l'approvisionnement en fusées, les pilotes français auront quelques difficultés à conserver la maîtrise du ciel. C'est dire si l'intervention française est à la fois décisive et aléatoire.



Valéry Giscard d'Estaing à l'Onu.

Décisive, car sans elle le régime Malloum n'aurait aucune chance de survie ; aléatoire, car dans l'état actuel du rapport des forces il n'est pas sûr qu'elle soit suffisante — l'aide libyenne étant loin d'être négligeable. Détail révélateur : rares sont les pays africains qui ont officiellement protesté contre cette aide, rares sont ceux qui ont dénoncé une ingérence, alors que, dans le cas du Shaba, bon nombre ont dénoncé, pêle-mêle, Angolais, Cubains et Soviétiques.

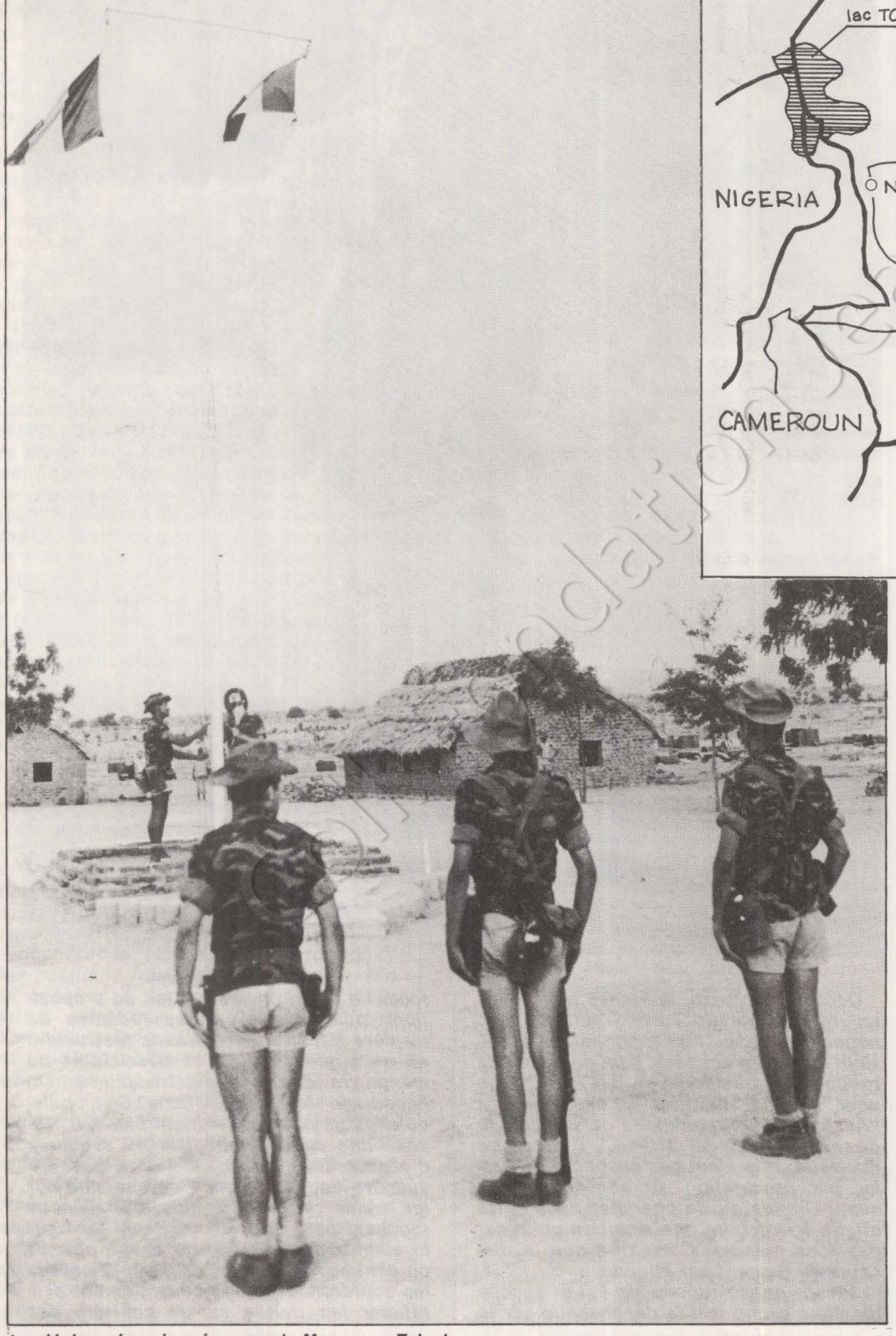
Une antenne médicale... armée

Pourtant, dans le cas présent, l'« expansionnisme » libyen ne semble faire aucun doute. Certes, le colonel Kadhafi aide le Frolinat. Mais il réclame une partie du territoire tchadien. Mieux, les événements d'Aouzou montrent que l'aide libyenne est loin d'être désintéressée : dans un premier temps, Tripoli a envoyé dans cette ville, située dans la zone qu'elle revendique une antenne médicale. Qui s'est trouvée un beau matin... fort nombreuse et armée. Il serait dommage que certains puissent un jour assimiler la Libye au Maroc : Rabat, pour du phosphate, a effacé une frontière. Faut-il croire que Tripoli est prêt à en faire de même pour de l'uranium ? La question mérite d'être posée.

De son côté, la France n'a jamais rien fait pour aider le Tchad à ne plus être un des pays d'Afrique où le système colonial est toujours en place. Pour le coton, par exemple, seule culture exportable, le vieux système fonctionne toujours : une surface imposée par paysan et une seule société collectrice. Il est vrai que celle-ci a changé de nom ! La France n'a jamais rien fait pour que ce pays, un des plus divers d'Afrique, permette à ses habitants du Nord de ne pas dépendre de ceux du Sud, qu'une ethnie commande, que les autres obéissent. Elle n'a rien fait non plus pour que le système des castes soit brisé.

Mais, le jour où les habitants du Nord ont pris les armes, où ceux du Sud sont venus les rejoindre, le jour où le régime en place n'a plus été capable de se défendre seul, elle a su envoyer des troupes, oubliant même qu'une initiative diplomatique pouvait être entreprise. Pis, elle a donné un prétexte pour qu'une conférence de réconciliation qui devait avoir lieu à Tripoli ne puisse être tenue. Tout comme au Zaïre, elle a choisi le passé et les armes.

Car, sur le plan militaire et diplomatique, il en est du Zaïre comme du Tchad. Le communiqué publié mardi par les hauts fonctionnaires américains, belges, britanniques, ouest-allemands et français réunis à Paris est à cet égard révélateur. Après l'intervention et en même temps qu'ils assurent le transport des troupes marocaines qui viennent relever les légionnaires, la seule question qui a intéressé les représentants des puissances



Les légionnaires dans le camp de Monzo, au Tchad.

occidentales fut celle de « l'aide qui permettrait à celui-ci (le Zaïre) de rétablir son économie ».

Or, au Zaïre, les problèmes ne sont pas « économiques » mais politiques. Certes, la dette extérieure est énorme. Elle n'est pourtant pas la conséquence de difficultés économiques mais de la politique aberrante de Mobutu. L'inflation dépasse les 100 % par an, les régions s'isolent, l'administration ne fonctionne plus, l'armée vit sur le peuple...

La route du cuivre est coupée

A tout cela s'ajoutent les difficultés dues à la politique extérieure de Mobutu. Son opposition au M.p.l.a., aujourd'hui au pouvoir en Angola, a eu des conséquences tragiques sur l'économie zaïroise... et zambienne : le cuivre, qui jusqu'alors transitait par l'Angola, a vu son circuit considérablement allongé. Ne pouvant plus être embarqué à Lobito, en Angola, les chargements suivent un long chemin qui majore les coûts. Ce qui explique que les Zambiens ne soient pas opposés à un changement d'équipe. Et ils ne sont pas les seuls. Or, l'opposition zaïroise a été suffisamment décapitée pour que seuls les vétérans, ceux qui depuis 1965 ont survécu en exil, apparaissent comme une solution — tel Gizenga, qui vit aujourd'hui à Luanda, ou Kamitatu, qui est retourné il y a quelques mois à Khinshasa.

→

LE FRACAS DES ARMES

PAR JEAN-PIERRE COT

Le fracas des armes couvre les travaux de l'Assemblée extraordinaire de l'Onu sur le désarmement. Les Jaguar pilonnent les colonnes sahraouies, cependant que les « coopérants » français investissent les oasis tenues par les Toubous au Tchad. Alors même que la session spéciale de l'Onu commence ses travaux à New York, le Conseil atlantique se réunit à Washington pour renforcer son potentiel militaire et dénoncer la pénétration soviéto-cubaine en Afrique.

Les auspices sont sombres. Pourtant, la réunion de l'Assemblée extraordinaire de l'Onu exprime la sagesse et l'espoir des peuples. L'idée exprimée par des pays non alignés fait lentement son chemin : il faut arrêter la folie des hommes, l'accumulation des armes ; sinon, le monde va à la catastrophe.

Le danger de guerre s'est singulièrement aggravé ces dernières années. Dix mille têtes nucléaires sont aujourd'hui entreposées sur le continent européen, prêtes à le ravager. L'arme d'Hiroshima ne retient même plus par sa démesure. La technologie a développé une « zone grise » dans laquelle il est impossible de distinguer au premier abord le conventionnel et le nucléaire. Enfin, une dizaine de pays sont aujourd'hui sur le point de posséder l'arme nucléaire. En dix ans, le nombre en a doublé et le risque d'emploi a crû d'autant.

Il faut réagir. C'est le sens de l'Assemblée de New York. L'Onu a réuni la plus importante conférence sur le désarmement tenue de tout temps. Les travaux dureront un mois et seront sans doute prolongés par une conférence ultérieure. Il ne faut pas en attendre des merveilles, mais une impulsion nouvelle donnée aux négociations sur le désarmement et un aménagement de leurs structures afin de les adapter aux conditions du monde nouveau. Si ses objectifs sont atteints, un pas important aura été franchi.

Pourtant, après dix jours de réunion, l'espoir ne luit guère. D'entrée de jeu, les grandes puissances limitent l'intérêt de la réunion. Le vice-président américain Walter Mondale annonce au monde l'intention de son pays de renforcer l'Alliance atlantique pour faire face à la menace soviétique. Plus habile, André Gromyko reprend le classique discours soviétique sur le désarmement général et conclut sans céder un pouce de terrain sur le fond. Paradoxe de l'événement, l'Union soviétique, qui aurait dû se trouver en difficulté, prend un petit avantage. D'autant que le ministre chinois des Affaires étrangères pourfend le « social-impérialisme » et conjure les puissances occidentales de ne pas désarmer sur le rideau de fer.



Dans ce contexte, la France peut jouer un rôle important. Elle réintègre les négociations sur le désarmement après vingt années d'absence. Elle délègue à la tribune le président de la République pour marquer l'intérêt qu'elle prend à l'Assemblée extraordinaire et, par-delà le désarmement, à l'Onu. Puissance nucléaire, elle n'est pas suspecte de parler par procuration au nom des deux super-Grands ou de chercher dans cette affaire à satisfaire une ambition qui n'est pas à sa mesure. C'est dire que le discours de Giscard est attendu.

Aussi, quelle déception ! Le succès d'estime cache mal la déconvenue sur le fond. Le plan français est fait de propositions pusillanimes, toutes rédigées de manière à limiter autrui, sans restreindre en quoi que ce soit les possibilités de manœuvre des armées françaises. On encourage les négociations Salt, puisqu'elles ne nous concernent pas. On propose une agence mondiale de satellites d'observation, puisqu'on n'en a pas. On suggère une conférence européenne sur les armes conventionnelles, qui ne nous touchera pas. On préconise une taxe sur le surarmement, qu'on ne paiera pas. Et on continuera, comme naguère, à bouder les conférences sur le désarmement et à refuser les traités sur le contrôle des

armements. La seule concession annoncée : la France examinera la possibilité d'adhérer au protocole 1 du traité de Tlatelolco portant dénucléarisation de l'Amérique latine. « Examinera la possibilité... », car une décision aussi audacieuse risque de priver la Guyane et la Guadeloupe de notre dissuasion nucléaire. Comme si elles étaient mieux protégées aujourd'hui que les îles Vierges !

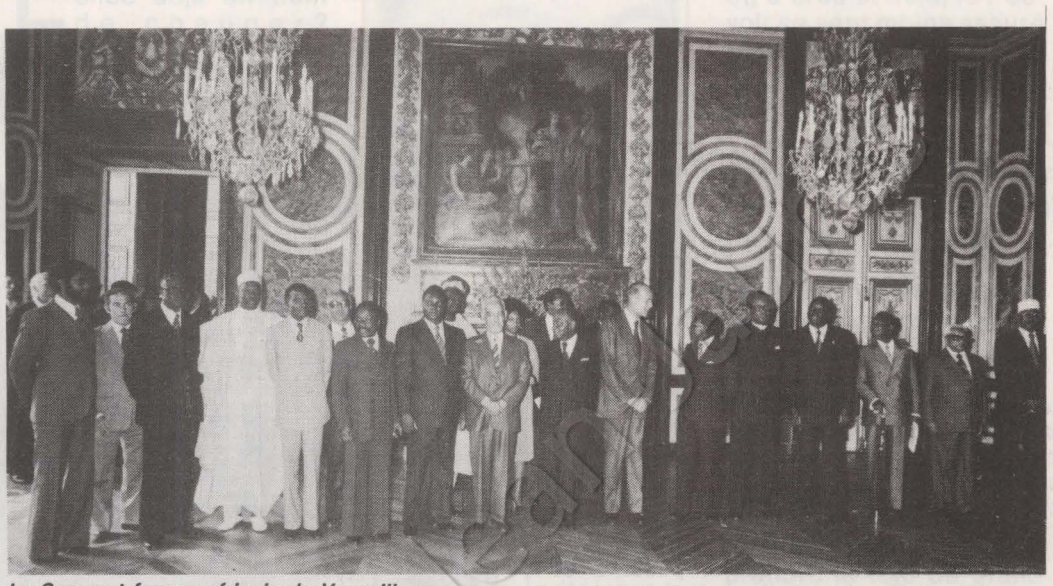
Pourtant, l'intérêt bien compris de la France est dans la voie du désarmement. Nous ne pouvons pas tenir le rythme de la course aux armements. Quand j'entends nos militaires rêver de « Mirv » et de « Marv », je frémis. Nous nous épuiserons rapidement à suivre les deux superpuissances dans la voie du perfectionnement technologique.

Le poids du lobby militaro-industriel dans notre pays devient considérable. Vingt-cinq milliards de contrats de vente d'armes signés en 1977, c'est une coquette somme. Plus que le montant du déficit commercial pourtant considérable de M. Barre. Le chiffre nous place largement en tête des pays vendeurs d'armes par habitant (les Etats-Unis ont conclu pour 55 milliards de francs de ventes avec une population quatre fois supérieure). Ils créent une dépendance économique à l'égard des ventes d'armes en général et de certains clients en particulier. Des rets se tissent, qu'on ne démêlera pas facilement. Ainsi, les accords que le gouvernement envisage de conclure avec les pays arabes comportent une coopération technologique à long terme qui nous engage pour l'avenir. Nous perdons progressivement notre liberté de décision au nom de l'indépendance nationale.

La véritable indépendance passe d'abord par la maîtrise de soi-même. C'est dans cet esprit que François Mitterrand a annoncé le dépôt d'une proposition de loi sur le contrôle des ventes d'armes qui doit rendre à la décision politique la primauté sur les considérations commerciales.

Incohérence, telle est la caractéristique des positions françaises. Il ne sert à rien de prêcher à New York la paix pour autrui, alors que l'on déborde ailleurs d'ambitions néo-coloniales et que l'on poursuit une politique qui tourne le dos à la recherche de la paix.

En face du palais des Nations unies, une manifestation pacifique rassemble, autour des maires d'Hiroshima et de Nagasaki, les survivants des explosions de 1945, mêlés aux poupées géantes du Bread and Puppet Theatre. Tous crient leur horreur de la guerre, leur horreur de la bombe. Puisse l'Assemblée extraordinaire des Nations unies se faire l'écho de ce cri, afin que se taise le fracas des armes !



Le Sommet franco-africain de Versailles.

Une première tentative de regroupement de l'opposition derrière les « vieux » avait eu lieu. Elle a échoué. Mais les ambassades occidentales — quelques-unes, tout au moins — ont suivi de près ces efforts. Car même les hommes d'affaires zaïrois semblent aujourd'hui penser qu'une équipe différente, composée de « vieux » que l'on connaît et avec qui l'on peut s'entendre, est préférable à la situation actuelle, à l'anarchie due à la montée des guérillas ou à une victoire d'extrémistes « inconnus » proches de l'Angola.

Il semble d'ailleurs que les « Katangais », s'ils avaient réussi à maintenir le calme à Kolwezi, aient voulu créer une autorité urbaine négociant avec la Croix-Rouge l'évacuation des Européens. C'eût été prouver à la communauté internationale leur force... et surtout la faiblesse de Mobutu. Dès lors, il suffisait d'étouffer économiquement le régime — ce qui fut fait en 1963 contre Tschombé — pour mettre en selle une autre équipe, un gouvernement de réconciliation nationale, composé de « vieux ». Ce scénario, Mobutu le connaît : en 1963, il était chef d'état-major d'une armée alors efficace et il a vu, sous les pressions économiques, un gouvernement se diluer. C'est dire si la tuerie de Kolwezi a dû le remplir d'aise : dans un premier temps, grâce à l'intervention française et à la politique africaine de l'U.r.s.s., elle le sauve !

Mais pour combien de temps ? Si, à Kinshasa, lui et les siens savent que pour durer il faut faire une autre politique, les uns et les autres sont incapables de la penser, puis de la mettre en œuvre. « C'est le vide qui permet la survie », reconnaissait un exilé. Mais le « vide » ne dure pas : il ne serait pas étonnant que, très vite, l'opposition à Mobutu — aujourd'hui encore divisée — arrive, sur le thème minimal du nationalisme, à une plate-forme commune.



Ce jour-là, la guerre du Shaba reprendra, mais étendue à tout le Zaïre. Car la politique française aura réussi à supprimer toute autre issue. Refusant les solutions politiques — il semble bien qu'au Zaïre les Belges souhaitaient aboutir à un tel compromis — la France impose aux peuples africains un choix dangereux : ne rien changer ou prendre les armes, pour, un jour... On connaît la réponse que les peuples ont donnée à ce dilemme. Car, aujourd'hui, il est facile, très facile, de trouver des armes.

GUY PERRIMOND

COMORES : LES MERCENAIRES ET LE "DICTATEUR"

Une cinquantaine de mercenaires français a suffi pour renverser le régime comorien. Aucune effusion de sang, le « dictateur » Ali Soilih ayant négligé de s'entourer de barbouzes dévoués à sa personne

Le propre des dictateurs de tout poil, qu'ils soient africains, arabes ou argentins, c'est d'assurer leurs arrières, je veux dire leur sécurité personnelle. On sait de quelle pesante et sempiternelle panoplie elle relève : l'armée, la police, la milice ; la milice, la police, l'armée. L'ampleur du dispositif a notamment pour effet de dissuader les puissances étrangères de toute tentative de « déstabilisation » intempestive.

Si l'on en croit Michel Debré, Ali Soilih était ce « dictateur » comorien dont la « tyrannie » avait « des conséquences si graves qu'il était prévisible qu'un homme rallierait autour de lui une population entièrement révoltée » !

Une cinquantaine de mercenaires français a suffi pour renverser le régime. Aucune effusion de sang, Ali Soilih ayant négligé de s'entourer de barbouzes dévoués à sa personne. Quelle imprudence pour un « dictateur » que de faire ainsi confiance à son entourage ! Quelle naïveté que de penser que la France serait fidèle à ses promesses de non-ingérence dans les affaires du pays ! Quel amateurisme que de traiter en quantité négligeable la rage des privilégiés dépouillés de leurs privilèges ! Ceux-ci auraient mieux compris le langage de la force. Mais la force exige le nombre. Et Ali Soilih était seul pour mener à bien sa révolution.

Les mudirias, une grande idée de Soilih

Condamné donc à faire confiance, même à ses adversaires. Désarmé. Incapable d'empêcher les bavures, les excès : il aurait fallu du temps pour former ses troupes, les politiser. Or, il s'appuyait sur les jeunes, les paysans, les femmes, catégories millénairement exploitées, à qui il demandait brusquement d'être responsables, autonomes, libérées... Une révolution culturelle — mais Mao avait derrière lui plusieurs générations de militants lorsqu'il lança la sienne. Il a peut-être manqué à Ali Soilih une ou deux guerres coloniales pour façonner la nouvelle race de Comoriens dont il rêvait.



Ahmed Abdallah et Valéry Giscard d'Estaing.



Ali Soilih, peu avant son exécution.

Mais venons-en à l'expérience qui démarra le 3 août 1976, jour où fut proclamée la révolution comorienne.

D'après Rachid Bourhani, porte-parole d'Ali Soilih à Paris, les principes en étaient simples :

1. — Le pays a besoin d'instituteurs, d'agriculteurs, d'auxiliaires médicaux. L'école française est incapable de les lui fournir. Repensons donc l'enseignement en fonction des besoins des Comores, ce qui suppose l'adoption du comorien comme langue nationale pour rendre cet enseignement accessible à tous.

2. — Le pays a besoin de riz, de viande et de poisson. Du temps où Ahmed Abdallah monopolisait le commerce du riz et grâce à la pratique très répandue des doubles factures, le kilo de riz était vendu dans les campagnes 150 francs C.f.a. (le revenu du Comorien est l'un des plus bas du monde).

3. — L'administration, pléthorique, centralisée, monstrueuse d'inertie et de mépris pour les paysans, est payée à ne rien faire. Il faut la mettre au service de la population.

4. — Les dépenses ostentatoires auxquelles s'obligent les familles comoriennes ruinent les chances de décollage économique du pays et les possibilités d'autosubsistance de ses habitants. Les grands mariages mettent en jeu des sommes parfois supérieures à 1 million de francs C.f.a. On a vu des familles retarder indéfiniment la mise en terre d'un mort parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'engager les frais énormes que cela impliquait.

5. — La religion musulmane, la sorcellerie entretiennent l'obscurantisme, et plus particulièrement l'état de servitude des femmes.

De ces constatations, poursuit Rachid Bourhani, naîtront quatre objectifs prioritaires : décentralisation, éducation, autosubsistance et émancipation de la femme, qui trouveront un débouché naturel à travers la grande idée d'Ali Soilih : les mudirias. Les mudirias, ce sont des unités de développement rural, installées près des villages, dont la fonction est de mettre à la disposition des habitants un bureau de justice et de banque, une infirmerie, une épicerie, un abattoir, un local frigorifique de conserve, une salle de cinéma et une ferme-école. l'Etat fournit les plans, le matériel et l'aide technique, la population

construit les bâtiments elle-même. Aujourd'hui, quarante mudirias sont achevées, seize sont en voie d'achèvement. « Ali Soilih attachait une telle importance à cette réalisation qu'il en formait lui-même les animateurs », rapports Saïdou Chachoi, originaire de la Grande Comore, en ajoutant que « dans chaque mudiria sont créées, avec les moyens du bord, deux classes du secondaire : les enfants s'assoient par terre, ils écrivent avec de l'encre fabriquée sur place comme dans les écoles coraniques ».

Pour ravitailler la population des campagnes qui meurt de faim, Ali Soilih importe la viande et le poisson de Dar es-Salaam et de Madagascar, et les fait distribuer dans chaque mudiria. Le kilo de viande est ainsi passé de 750 sous Ahmed Abdallah à 250 francs C.f.a.

Le retour du vieux potentat

Les fonctionnaires sont renvoyés dans leurs foyers, les femmes se dévoilent et participent à égalité avec les hommes à la construction des mudirias. Elles peuvent désormais choisir leur époux. Les cadeaux de mariage ne doivent pas entraîner de dépense supérieure à 10 000 F C.f.a. Toutes mesures qui, prises en chaîne, mal expliquées, maladroitement appliquées, ont provoqué l'indignation et la révolte de la bourgeoisie, du clergé musulman, des sorciers, des anciens fonctionnaires, des personnes âgées — mais curieusement ni des jeunes ni des femmes — et auraient probablement été appuyées par la masse paysanne si Ali Soilih avait eu le temps de réaliser sa réforme agraire. Peut-être aurait-il dû commencer par la redistribution des terres, avant de procéder à ce qu'il appelait « la consolidation de l'Etat ». Les anciens propriétaires auraient eu du mal à revenir à la tête du pays, s'ils avaient constitué une menace pour les nouveaux.

Le rapatriement des seize mille Comoriens de Majunga, l'éruption du volcan sinistrant toute une région, les menées conjuguées des « exilés » comoriens de l'ancien régime, des Français de la Réunion et de Mayotte, des activistes du Rpr et des correspondants de Jacques Foccart ont eu raison de la tentative d'instauration d'un régime progressiste aux Comores. De quoi inquiéter tous les régimes non fascistes de l'océan Indien...

Ahmed Abdallah, vieux potentat local compromis dans le monopole des importations de riz avant la révolution, est cet homme providentiel qu'a trouvé Debré pour « rétablir les libertés » aux Comores. Le 29 mai, le « démocrate » Ahmed Abdallah a fait assassiner le « dictateur » Ali Soilih. « L'Etat sauvage », aujourd'hui, se tourne aux Comores.

VERONIQUE NEIERTZ

l'éditorial de Claude Estier

FEU L'OUVERTURE



LES choses sont-elles déjà en train de changer? Moins de trois mois après que la droite eut sauvé de justesse son pouvoir sérieusement ébranlé, on assiste en tout cas à l'enterrement de la grande idée qui devait, nous disait-on, marquer le tournant du septennat de Valéry Giscard d'Estaing et qu'il avait lui-même baptisée « ouverture ».

L'idée était présentée de façon si séduisante que quelques-uns — les mêmes qui avaient déjà tiré des conclusions hâtives après l'élection présidentielle de 1974 — étaient de nouveau prêts à s'y laisser prendre. Prodigues de conseils, ils expliquaient une fois de plus que la gauche avait tort de s'enfermer dans une opposition systématique, que la seule voie possible pour elle était celle du dialogue avec Giscard.

Ce dialogue, nous l'avons accepté sans illusions. Et, lorsqu'il a été reçu par le président de la République à l'Élysée, François Mitterrand l'a conduit sans complaisance. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour en voir les limites : derrière les mots aimables, il y a la réalité d'une politique qui est bien la plus réactionnaire que la France ait connue depuis longtemps.

L'« ouverture sociale », c'est l'ordre donné à la police d'évacuer les ouvriers des usines Renault de Flins ou les hospitaliers grévistes de Sainte-Anne. C'est aussi l'annonce quotidienne de nouvelles fermetures d'usines.

L'« ouverture économique », ce sont les prix libérés à la grande satisfaction du patronat, ce sont les indices qui montent en flèche et sur lesquels le Premier ministre invite les Français à ne pas se « crisper » mais à payer l'addition.

L'« ouverture politique », c'est le refus obstiné de la majorité — une majorité dont chacune des deux composantes épie l'autre sans aménité — de tout partage avec l'opposition des fonctions de responsabilités dans les institutions parlementaires.

L'« ouverture culturelle », si l'on peut dire, c'est le projet de loi instituant des sanctions pénales contre ceux qui, face à la mainmise du Pouvoir sur l'expression audio-visuelle, s'efforcent de promouvoir de nouvelles formes de communication.

L'« ouverture internationale », c'est l'occasion manquée du discours présidentiel à l'Onu au moment où la France giscardienne s'empêtre dans de nouvelles aventures militaires en Afrique.

Ce ne sont pas là des procès d'intention, mais des faits dont les Français — y compris ceux que la désunion de la gauche a amenés à changer leur vote au dernier moment — prennent rapidement conscience, en dépit du relatif découragement qui a suivi l'échec électoral de mars. Plusieurs secteurs commencent à bouger et, d'ores et déjà, le Pouvoir se sent moins assuré qu'il croyait l'être il y a seulement quelques semaines.

Cette situation donne raison à ceux qui, au sein même du Parti socialiste, n'ont à aucun moment cessé de dénoncer la véritable nature du Pouvoir actuel et ont, en conséquence, refusé d'écouter le chant d'éphémères sirènes. Loin de réviser sa stratégie de rupture avec le capitalisme, le Parti socialiste doit, au contraire, l'accentuer et prendre la tête du grand rassemblement nécessaire des forces actives de ce pays.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de discuter à perte de vue sur le point de savoir si ce rassemblement doit se fonder sur une démarche de caractère programmatique. L'état des relations à gauche — du fait de la campagne-alibi que la direction du Parti communiste poursuit obstinément contre le Parti socialiste — ne permet pas, à l'heure actuelle, de déboucher sur ce plan. Mais, dans l'action, la perspective est différente. La volonté du Parti socialiste est précisément d'élargir au maximum ses initiatives, comme c'est le cas de la campagne de protestation qui vient d'être engagée contre le nouveau plan Barre. Le temps n'est déjà plus aux débats subalternes qui n'intéressent qu'un petit nombre de spécialistes, mais à l'unité et à la cohésion qui seules peuvent permettre au P.S. de tenir le rôle que des millions et des millions de Françaises et de Français attendent de lui.

LES VALISES ETAIENT TROP LOURDES

Ils se nomment : Moïse Azoulay (trente ans), Patrick Abraïni (vingt-cinq ans), André Behar-Kemaloff (vingt-sept ans). Ils étaient liftiers de nuit à l'hôtel Meurice. Ils ont été licenciés sans préavis ni indemnités pour avoir refusé de servir le vice-amiral Lambroschini et le capitaine Oliva, membres de l'état-major de l'armée argentine. Moïse, Patrick et André ont perdu leur emploi. Ils demandent leur réintégration, mais ne regrettent pas leur geste. Ils nous ont expliqué pourquoi.



Patrick Abraïni, Moïse Azoulay et André Behar - Kemaloff dans les locaux de « l'Unité ».

L'UNITE. — Que s'est-il passé exactement dans la soirée du jeudi 25 mai ? Votre geste a-t-il été une réaction épidermique ou une action mûrement calculée ?

MOISE. — Patrick avait pris son travail à 20 h et moi à 22 h. A 22 h 30, nous avons vu arriver quatre R 16 noires. C'était des voitures de la marine et de l'aviation françaises, précédées par des motards. Il y avait une trentaine de bagages. Une grosse arrivée... Nous étions dans le hall. Patrick m'a dit : « Tiens, ce sont des Argentins ! » On a demandé au réceptionnaire s'ils étaient civils ou militaires. Il nous a répondu : « Déconnez pas ! Vos opinions politiques, d'accord, mais pas dans le travail... »

Sur les bagages, il y avait leurs noms et partout le symbole du « Mundial ». Quand nous avons vu ça, nous avons dit au réceptionnaire : pas question de toucher à ces bagages... Le directeur est descendu : « C'est inadmissible que vous fassiez de la politique dans le travail. Il n'y a pas de discrimination à faire entre les clients. Moi, qui ai fait de la Résistance, etc. » Il nous a renvoyés immédiatement. Pour « faute professionnelle grave ».

ANDRE. — Ce soir-là, moi j'étais de congé. Quand je suis arrivé, le samedi soir, je pensais que les Argentins étaient partis. Le concierge m'a dit qu'ils étaient encore là. Je l'ai prévenu que je refuserais de les servir. A minuit et demi, il m'a demandé d'aller ouvrir la porte du 118. C'était la chambre du capitaine Oliva. Dans l'ascenseur, j'ai pensé à tout ce qui se passe en Argentine... et, arrivé devant la porte, je l'ai vu qui attendait avec sa femme. Et je suis reparti... Le concierge m'a dit qu'il ferait un rapport. J'ai été mis à pied.

— Aviez-vous déjà pensé à l'éventualité d'une telle action de « boycott » à l'encontre de clients émissaires de pays étrangers ?

MOISE. — Nous avons tous travaillé dans des palaces. Moi, j'ai longtemps été au Bristol, où descendent toutes les délégations officielles. Je n'ai jamais pensé à ne pas servir un client. Là, c'est différent... Ils arrivaient en grandes pompes toutes décorations dehors, la tête haute, harnachés comme des chevaux avant une parade. A la veille du « Mundial » et alors que l'on sait que la torture est devenue une méthode ordinaire en Argentine, c'est de la provocation. On a pensé à tout



Moïse Azoulay, Patrick Abraïni et André Behar-Kemaloff ont été reçus au Parti socialiste le jeudi 1er juin. Ils ont été accueillis par François Mitterrand et par les membres du groupe Entreprises du P.s.

La direction de l'hôtel Meurice avait réagi par un licenciement immédiat — sans indemnité ni préavis — au geste symbolique des travailleurs de son établissement. Or, ce geste était justifié par la présence sur le sol français de hauts responsables du régime militaire fascisant de l'Argentine venus en France pour y acheter des armes. C'est pourquoi le secteur Entreprises du P.s. salue le courage d'Azoulay, Abraïni et Behar-Kemaloff, appelle à se mobiliser contre la sanction si brutale qui les frappe et pour leur réintégration immédiate dans leurs fonctions. Il demande aux socialistes, aux sympathisants et à tous les démocrates de leur manifester leur solidarité matérielle et morale.

● Pour matérialiser la solidarité avec les trois liftiers de l'hôtel Meurice, un comité de soutien vient de se créer. Prière d'envoyer les dons à Anne Trégouet, Banque populaire, 170, rue de Lourmel, 75015 Paris ; compte n° 0417 200 1592.

ça, aux syndicalistes argentins torturés, aux familles des emprisonnés, à celles des vingt-deux Français disparus là-bas. Et on a dit non.

PATRICK. — Pour nous, il ne s'agit pas de droite ou de gauche, mais de défendre les droits de l'homme et de se montrer solidaires des peuples. C'est le gouvernement français qui a choisi de vendre des armes à des pays comme l'Argentine...

MOISE. — Le directeur de l'hôtel m'a dit : « Pourtant, vous êtes juif, et vous servez bien les Arabes ! » Pour moi, la solidarité ne se limite pas à l'Argentine. Il y a deux semaines, j'ai envoyé une lettre recommandée aux autorités soviétiques pour protester contre la détention de Chtcharansky.

— Vous semblez bien informés et politisés...

ANDRE. — Aucun de nous ne milite dans une organisation politique. A l'hôtel, la nuit, on a souvent l'occasion de lire les journaux. En gros, on a l'esprit « Libé » et on sympathise avec l'action d'Amnesty International.

PATRICK. — Nous sympathisons avec l'action du Coba pour le boycott du « Mundial ».

Est-ce que cela n'aurait pas été efficace si, par exemple, l'équipe de France avait refusé de se rendre à Buenos Aires ?

— Vous saviez que vous risquiez de perdre votre emploi. Est-ce que vous aviez prévu que l'on parlerait autant de votre geste ?

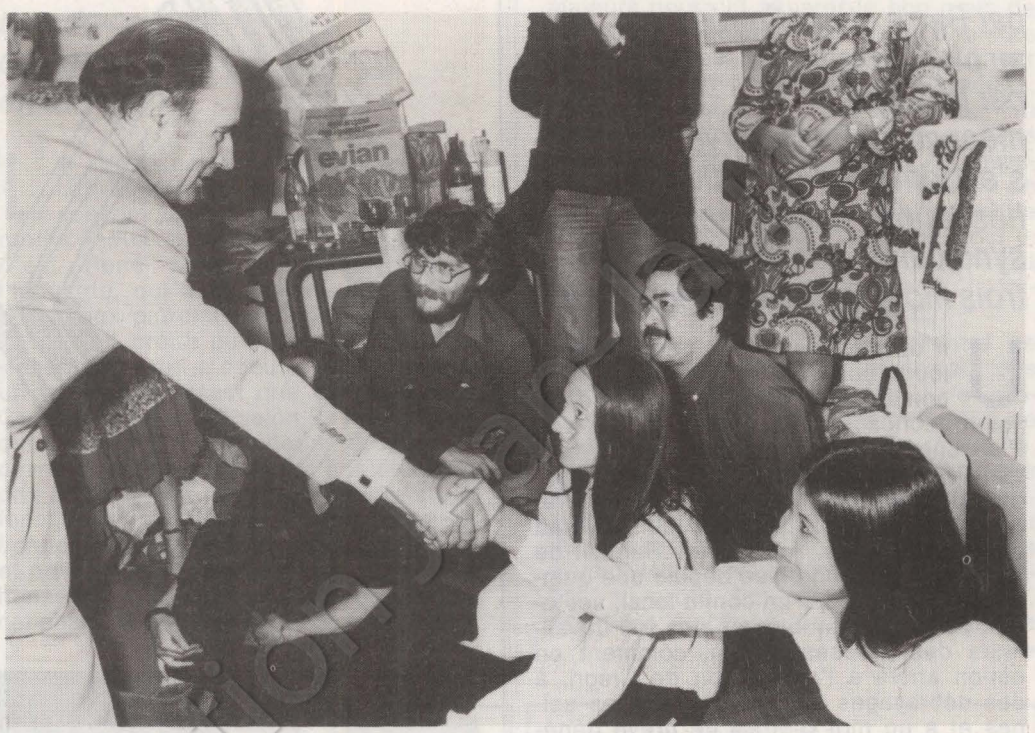
MOISE. — Quand on s'est décidé avec Patrick, on a pensé tout de suite au licenciement. Et on s'est dit : tant pis. On est libre : pas de femme ni d'enfant à charge. C'était plus facile pour nous que pour ceux qui ont une famille... Sur le moment, on n'a pas pensé à prévenir la presse. Le lendemain, on a réfléchi. On a pensé qu'en ne disant rien ce serait comme si on avait joué aux billes et notre action n'aurait servi à rien. Alors, on a téléphoné à « Libération » et on leur a raconté l'histoire.

PATRICK. — On ne veut pas être étouffés sous les éloges, les bravos et les envolées lyriques. On risquerait de devenir un peu les alibis de la bonne conscience française envers l'Argentine. Ce que l'on souhaiterait, c'est que cela encourage les gens à se mouiller un peu. Il ne suffit pas que des intellectuels signent des pétitions.

C'est pour cela aussi qu'avec le syndicat C.g.t. de l'hôtel — qui, dès le début, a pris position dans cette affaire — on se bagarre pour être réintégrés : pour que la direction (dont l'attitude jusqu'ici a consisté à relever ce qu'elle appelle une « faute professionnelle grave ») lève les sanctions.

(Le lundi 5 juin, la direction de l'hôtel faisait savoir que le cas des trois liftiers allait être « réexaminé ».)

Propos recueillis par
MARIE-JOSE BERNARDOT



CHILI : GREVE DE LA FAIM " POUR LA VERITE"

« Notre vie pour la vérité ». La grève de la faim entamée sur ce thème le 22 mai à Santiago du Chili par 140 membres de l'Association des familles des prisonniers politiques disparus aura permis que les victimes du régime de Pinochet ne soient pas trop oubliées, quand l'accent est mis, à l'occasion du « Mundial », sur la situation en Argentine. Les grévistes de la faim poursuivent un double objectif. D'une part, ils exigent que des réponses soient enfin apportées aux questions qu'ils ont posées l'an dernier sur le sort de leurs proches disparus — on en dénombre 567, rien qu'à Santiago depuis 1973. Ils dénoncent, d'autre part, les limites des récentes mesures d'amnistie. Alors que quelques dizaines de prisonniers politiques seulement ont été libérés, l'amnistie a surtout permis au régime de chercher à blanchir ses crimes. Les actions en justice intentées contre ses tortionnaires (policiers de la Dina, notamment) ont ainsi été interrompues... en raison de l'amnistie !

Le mouvement s'est rapidement développé. D'abord, à Valparaiso et à Concepcion. Près de 200 Chiliens (dont des religieux) font désormais la grève de la faim dans leur propre pays. L'action s'est ensuite étendue à plus de vingt pays à travers le monde, où quelque 586 Chiliens poursuivent cette même grève.

A Paris, des grévistes chiliens mènent depuis le 26 mai leur action dans l'église Saint-Hippolyte, avenue de Choisy, ainsi qu'à l'Unesco. François Mitterrand est allé les voir, le 6 juin, pour témoigner du soutien et de la solidarité du P.s. Deux pétitions circulent en France pour appuyer ce mouvement. L'une sera envoyée à Pinochet et l'autre à Kurt Waldheim, secrétaire général de l'Onu. Des télégrammes de soutien peuvent également être adressés au siège de l'Unicef (Isidora Goyenechea, 2322 Santiago du Chili). Une lettre a été adressée à Valéry Giscard d'Estaing pour qu'il intervienne auprès du gouvernement chilien. Une question d'actualité a été posée par les socialistes à l'Assemblée.

Pour l'instant, la junte chilienne reste muette. Combien de grévistes de la faim, devront-ils être hospitalisés avant qu'elle n'apporte enfin des réponses — même partielles — à leur horrible incertitude ?

RENAULT : IL Y A TOUT DANS CETTE GREVE !

Ligne dure, préconisée par Barre et appliquée au pied de la lettre par la Régie, mécontentement larvé s'exprimant avec difficulté, hésitations et divergences syndicales... le climat social trois mois après les élections !

Un ouvrier mis à pied pendant deux jours pour un simple retard. Des hommes qui, d'année en année, se voient condamnés à rester O.s. à vie. Plus une vague de chaleur qui, en rendant la température de l'atelier des grandes presses plus insupportable encore, provoque... la goutte de sueur qui fait déborder le vase. Aux usines Renault de Flins, tout était en place depuis une quinzaine de jours pour un conflit local, sectoriel, posant les problèmes des 900 travailleurs des presses. De là, comment en est-on arrivé à l'occupation de Cléon, à des débrayages dans la plupart des usines et à un mot d'ordre de grève générale ?

Flins, deuxième usine Renault avec ses 21 000 salariés, offre toutes les caractéristiques des usines où sont montés les véhicules : aucune qualification particulière n'y est requise. Les O.s. y représentent au moins 80 % du personnel. Parmi eux, plus de 50 % d'immigrés. Des arrivées et des départs incessants, une moyenne d'ancienneté assez faible, une main-d'œuvre assez jeune — « sur une chaîne, à quarante ans, on est vieux » — et, pour les syndicats, la tâche n'en est pas simplifiée.

Au départ, la revendication des O.s. des grandes presses est classique. Ils veulent de meilleures conditions de travail. Comme on le dit à Flins : « Que Barre vienne donc soulever des demi-caisses de voitures ! » La dernière-née, la R 18, mise sur les chaînes depuis le 14 avril, n'a rien arrangé : ses pièces sont encore plus lourdes, plus difficiles à manipuler que celles de la R 5. Le problème n'est pas nouveau. Déjà, en 1973, la grande grève des O.s. de la Régie dénonçait les conditions de travail désastreuses dans ce type d'atelier. A l'époque, la direction avait essayé de désamorcer le brûlot, et mis en chantier quelques expériences pilotes d'enrichissement des tâches... dans des secteurs bien limités.

A l'époque également, la promotion des O.s. à l'échelon professionnel avait été promise. Ou du moins avait-on juré de la faciliter. Aujourd'hui, on est loin du compte.

Les O.s. ont été rebaptisés « agents de production », nuance sémantique de la direction qui a cru, ainsi, se débarrasser du problème. Une poignée a réussi à sauter la barrière. Pour tous les autres, rien de changé. A un détail près, le plan Barre : coincés dans les basses catégories, bloqués dans leurs salaires, un horizon bouché sur toute la ligne. Le 23 mai, la grève démarre aux grandes presses de Flins.

« La Régie est tellement technocratique, centralisée, explique Frédo Moutet, responsable fédéral de la métallurgie C.f.d.t., qu'elle est incapable de répondre sur le terrain à ce genre d'action. » Elle ne profite pas non plus des négociations globales qui s'ouvrent entre les syndicats et la direction générale pour tenter de désamorcer le conflit de Flins. La grève de l'atelier demeure totale, et menace l'usine de paralysie complète.

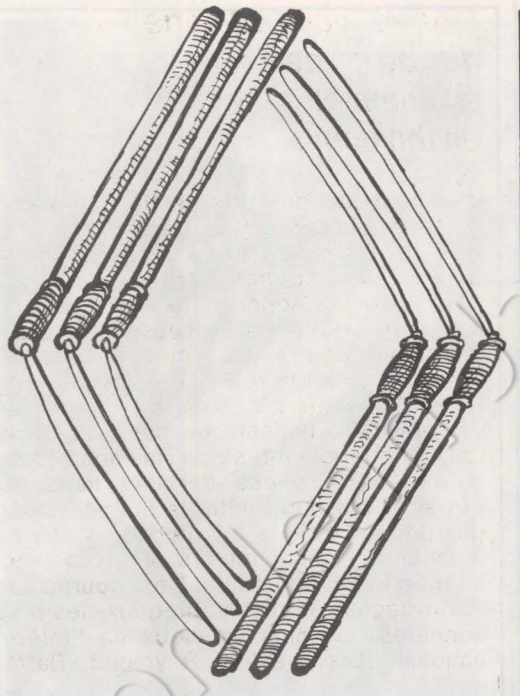
Dans d'autres usines de la Régie, aussi, on attend beaucoup de ces négociations. Elles s'enlisent : la direction impose calendrier de discussion et ordre du jour écartant soigneusement tout problème crucial (salaires, réduction du temps de travail, cinquième semaine de congés payés, etc.). A Cléon, les travailleurs débrayent, plusieurs fois, pour que les discussions deviennent sérieuses. Et, le 1er juin, l'équipe du matin (500 travailleurs) ne reprend pas le travail : l'occupation de l'usine est votée.

Cléon, située à 15 km de Rouen, est, avec Le Mans, un des bastions les plus combatifs de la Régie. Même stabilité des effectifs (8 000 personnes), même origine rurale des travailleurs dont la conscience de classe croît avec les années, même degré de technicité, même faible proportion d'immigrés.

Le mardi 5 juin encore, pas loin de 2 000 ouvriers reconduisent la grève de vingt-quatre heures avec occupation. Cela ne signifie pas que 2 000 personnes sont dans l'usine ; car, comme l'explique un délégué syndical, maniant précautionneusement l'euphémisme, « une partie importante des travailleurs n'appliquent pas concrètement la forme d'action pour laquelle ils se sont prononcés ». En clair, avec les beaux jours, on s'occupe un peu... beaucoup de son potager. Seul un noyau dur occupe effectivement l'entreprise.

Première réponse aux revendications catégorielles des O.s. de Flins, au malaise exprimé à Cléon : la rupture, le 2 juin, des négociations générales. « C'est ainsi, commente un syndicaliste, que la direction a donné à un problème sectoriel une dimension nationale. » Cette fois, les dix établissements Renault se trouvent concernés.

Les patrons de la Régie ne s'en tiennent pas là. A l'usine de Flins, le 2 juin à midi, les organisations syndicales reçoivent un communiqué du siège social : « Le personnel non gréviste étant dans





PRIX: LA LIBERTE —SELON M. BARRE—

l'impossibilité d'effectuer son travail, les séances de travail sont suspendues les 5, 6 et 7 juin. » Pour les syndicats, cela ne fait pas de doute, « c'est un lock-out ». Au nez et à la barbe des surveillants, une partie des grévistes occupent les locaux. Sans incidents. Et puis, la direction décide de poursuivre en justice, pour entrave à la liberté du travail, huit délégués de Cléon, et des salariés de Flins. Dans la foulée, elle demande l'évacuation par la force publique des deux usines occupées. Celle de Flins a lieu mardi à 5 heures du matin. A Cléon, le délai fatidique est fixé par le tribunal des référés au mercredi 11 heures.

Dès l'intervention de la police à Flins, les réactions sont vives. Le P.s. élève une énergique protestation, et « constate qu'une fois encore le choix délibéré du recours à la force est préféré à l'engagement de négociations portant sur les vrais problèmes posés par les travailleurs ». Il assure de « sa solidarité les grévistes de Flins et de Cléon ». Les responsables socialistes des sections et groupes d'entreprise de la Régie Renault décident de se réunir le samedi 10 juin.

Du côté syndical, on dénonce aussi unanimement le recours à la force. Et on s'interroge, tout ce conflit, depuis son départ, n'ayant pas été sans poser de problèmes tant à la C.g.t. qu'à la C.f.d.t. (F.o. ayant fait cavalier seul). Des propos aigres-doux ont même été échangés, la C.g.t. ayant pour sa part souhaité que la C.f.d.t. « s'engage plus résolument dans l'action des travailleurs ». Car la C.g.t. souhaite un conflit global, lui permettant de redorer son blason, un peu terni par les vicissitudes d'une campagne électorale. L'analyse de la C.f.d.t. diverge, et on n'hésite pas à y dire que la C.g.t., toujours dans le sillage du P.c., se livre à la surenchère. Après la rencontre intersyndicale Renault du mardi 5 juin, la C.f.d.t. a expliqué quelles dispositions lui semblaient opportunes : une grève générale de toute la Régie pour protester contre le recours aux forces de l'ordre. La poursuite de l'action sous des formes appropriées dans chaque usine, et en accord avec le niveau de mobilisation des travailleurs, est à l'ordre du jour. Rue Cadet, on est catégorique : l'occupation de Cléon est réalisée par un trop petit nombre de grévistes. La formule de grèves tournantes est préférable ; la C.f.d.t. s'est adressée dans ce sens, dès mercredi, aux salariés de Cléon.

Enfin, C.g.t. et C.f.d.t. vont rechercher ensemble comment obtenir des négociations sérieuses tant avec la direction de la Régie qu'avec les patrons de la métallurgie. D'ores et déjà, la suggestion de quatre heures de grève par usine et par semaine est envisagée.

CHRISTINE COTTIN et MICHELE KESPI

Liberté, liberté chérie
que de crimes
on commet
en ton nom !

« LA liberté des prix ne doit en aucun cas aboutir à une pénalisation des consommateurs et à la réalisation de profits indus au détriment de ceux-ci. » C'est René Monory, le ministre de l'Industrie, qui a cru nécessaire de conseiller aux patrons de « mettre la pédale douce ». A croire qu'il sait, lui, que cette « libération » qui a débuté le 1er juin aura un tout autre impact que celui annoncé. Car, théoriquement, selon Raymond Barre qui a dû relire ces derniers mois les ouvrages d'Adam Smith, la libération des prix permettant à la saine concurrence de fonctionner, les acheteurs pourront sanctionner les producteurs trop gourmands et privilégier les plus courageux, les plus honnêtes, les plus soucieux de l'intérêt national. Bref, selon Raymond Barre, grâce à la libération des prix les consommateurs pourront séparer le bon grain de l'ivraie. Et, récompensant les producteurs les plus sages, les consommateurs leur assureront, en choisissant leurs produits, une saine trésorerie et des bénéfices non indus. Bénéfices que de tels patrons transformeront, nul n'en doute, en investissements. Ces derniers permettant de créer des postes de travail, donc de résorber le chômage. En résumé, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil ; et grâce à Raymond Barre, la formule miracle a été mise au point.

Soyons — si le Premier ministre ne l'est pas — sérieux ! Au lendemain des élections, il était évident que le programme de Blois n'allait pas permettre de trouver une issue à la crise. En revanche, l'échec de la gauche, les questions que cet échec impliquait, la paralysie relative qui — selon les experts du C.n.p.f. et du gouvernement — allait gagner les syndicalistes devaient permettre de modifier, au profit des patrons, la situation. Avant les élections toute la stratégie de →





Raymond Barre tendait à freiner les hausses de salaires afin de répartir différemment la valeur ajoutée. Mais, compte tenu du rapport des forces, des échéances électorales, il lui était difficile de mener une attaque frontale.

Aujourd'hui, c'est fait. A la fois la pression sur les salaires demeure, et de l'autre côté on libère les prix. En résumé, les salariés paieront tout plus cher sans gagner davantage. Car qui croira que, grâce à la concurrence, certains prix vont baisser ? Où pourrait-on trouver, en France, un îlot protégé où la concurrence s'exerce ? Question à 1 franc : à l'exception — et encore — des marchands de marrons lorsqu'ils sont situés face à face, quel est aujourd'hui le secteur où la concurrence joue ? Les terrains ? Les loyers ? Les vêtements ? Les voitures ? Chacun sait que, dans la constitution d'un prix, la concurrence n'intervient qu'à la marge, alors que pour tous les prix de base — énergie, sidérurgie, etc. — existent des cartels, licites ou non, qui fixent les prix et parfois les quotas de production et les zones de vente.

Depuis quelques années, des expériences de ce genre ont été tentées ici et là. Les résultats en sont connus : les salariés ont fait les frais de telles opérations. Car l'inflation mesurée — qui, en règle générale, est inférieure à l'inflation réelle — a chaque fois été supérieure à celle que connaissaient les pays voisins mais moins libéraux. Au passage, les firmes les plus faibles ont disparu. Car la concurrence, la vraie, a joué. Pas celle qui porte sur les prix, mais celle qui est le résultat des actions publicitaires, du contrôle de circuits commerciaux, etc.

A moyen terme, la libéralisation des prix favorisera l'accroissement de la concentration et permettra aux grosses firmes de prendre le contrôle des plus petites ou tout simplement de les éliminer.

Quant aux investissements induits par les bénéfices ainsi réalisés, ne rêvons pas. Ces dernières années, si bon nombre de firmes ont connu des fins d'exercice difficiles, si des secteurs entiers de l'industrie française sont en perdition, il est des firmes — en règle générale les plus grandes ou celles qui travaillent à l'exportation — qui ont fait des bénéfices de taille. Ont-elles investi, créé des emplois ? Bref, se sont-elles conformées à la théorie remise au goût du jour par le Premier ministre ? Fort rarement. A l'exception de celles — nombreuses — qui ont investi à l'étranger, là où le marché est en expansion, là où les frais de main-d'œuvre sont faibles, en un mot là où l'investissement rapporte mais ne crée pas d'emplois dans l'Hexagone, la majorité des entreprises se sont contentées d'investissements permettant d'économiser de la main-d'œuvre. C'est dire que l'influence de ces investissements sur le marché du travail a été des plus réduites, pour ne pas dire négative.

Pourtant, le mélange liberté des prix - vérité des prix a, aux yeux d'une partie du patronat, d'autres avantages. Grâce au freinage continu des salaires et à la liberté des prix, ils accroîtront leurs bénéfices. Grâce à la vérité des prix, ils savent que le gouvernement aura fait payer aux consommateurs des dépenses que la collectivité prenait traditionnellement en charge et qu'il disposera ainsi de liquidités pour aider les industries performantes. C'est-à-dire celles qui travaillent à l'exportation, principalement les quelques groupes qui peuvent s'insérer dans le concert des multinationales, dans la nouvelle division internationale du travail qui est en train de se mettre en place. Car, au nom de l'équilibre de la balance commerciale, le gouvernement accroîtra ses aides — financières, techniques diplomatiques — aux firmes qui ont un avenir. Ce sera le terme logique du redéploiement industriel dont on parle depuis plusieurs années.

L'entreprise est ambitieuse. Elle ne pouvait pas être entamée avant les élections. Au contraire, à cette époque, le gouvernement pesait parfois sur les prix : souvenez-vous des croissants. Il lui fallait alors de bons indices. La vérité des prix des services publics fut repoussée au mois d'avril. Cette échéance passée, Raymond Barre, sûr de lui, décida de frapper un grand coup. En avril, l'indice des prix



a atteint 1,1 %, le nombre de chômeurs a crû et, si la balance commerciale n'accuse qu'un peu plus de 10 milliards de déficit, c'est que la facture pétrolière qu'aurait pu présenter l'Arabie saoudite, notre principal fournisseur, a été retardée. Mais il faudra bien l'honorer : les Saoudiens ont eu la gentillesse de ne pas exiger son paiement avant les élections, mais ils n'ont pas l'habitude de faire des cadeaux.

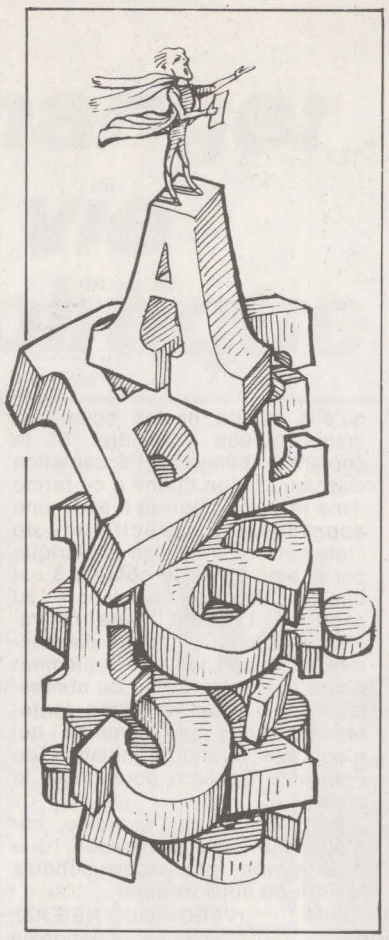
Le libéralisme de Raymond Barre n'a rien de nouveau. Il est gros d'affrontements sociaux, il implique un refus de toute négociation véritable, étant étranger à l'idée même de compromis.

Dans le patronat et une partie du personnel politique de droite, il soulève toutefois quelques inquiétudes. Car il y aura d'abord les firmes et les secteurs industriels qui feront les frais de l'opération. A-t-on déjà vu un patron accepter de se faire hara-kiri, fût-ce au nom des intérêts supérieurs de sa classe ? Puis il y a ceux qui savent que, si la gauche a perdu les élections, cet échec n'est pas une déroute ; ceux qui savent que, malgré leurs hésitations actuelles, les organisations syndicales sont puissantes et surtout que les salariés, après avoir espéré voir leur vie changer, en mieux, n'accepteront pas facilement de voir rogner sans cesse leur pouvoir d'achat.

Cela explique en partie la morosité, incompréhensible autrement, des chefs d'entreprise. Ceux qui travaillent pour le marché national savent que la remise en ordre des prix — euphémisme employé pour ne pas dire : hausses généralisées —, combinée au refus du gouvernement d'agir sur la conjoncture, entraînera l'économie française dans une « stagflation » — l'inflation et la stagnation conjuguées — dangereuse. Ils ont donc demandé des « mesures de soutien » adaptées. D'autres, sensibles à l'apathie de l'environnement international et désespérant de faire de belles percées, réclament... la même chose. Tous ont, déjà, des arguments qui risqueraient de les faire passer pour de dangereux agitateurs : ils affirment que, si le gouvernement ne modifie pas sa politique, le dernier trimestre sera marqué par « une hausse des prix soutenue, une activité déprimée, un chômage en rapide extension ».

Le cher professeur Barre n'en a cure. Aux téléspectateurs il a doctement expliqué qu'il ne fallait pas faire une fixation sur les indices. Sa ligne bleue des Vosges — le freinage de la consommation des ménages et la reconstitution des trésoreries — est connue. Elle a un autre nom : la lutte des classes. Et, là, le professeur-Premier ministre risque d'avoir quelques surprises.

GUY PERRIMOND



nos lecteurs ont la parole

Les débats que nous avons ouverts depuis plusieurs semaines dans les colonnes de « l'Unité » sur les causes de l'échec de la gauche, sur le fonctionnement du Parti socialiste, sur la place des femmes dans le Parti, nous valent un courrier de plus en plus abondant, dans lequel nous trouvons chaque semaine des textes qui témoignent d'une réflexion approfondie de la part de leurs auteurs. Nous sommes heureux de leur consacrer une large place, illustrant ainsi notre volonté que « l'Unité » soit de plus en plus le lieu de rencontre et de discussion des militants et sympathisants socialistes.

Le pouvoir au féminin

Un courant autonome de femmes à l'intérieur du Parti socialiste, c'est, pour moi, non seulement un recul par rapport à la lutte que mènent depuis des années les féministes du Parti, mais c'est aussi une idée réactionnaire. C'est renvoyer les femmes dans leur foyer, bien au chaud à l'intérieur de leur courant, avec leurs idées à elles qui n'auraient rien à voir avec celles des hommes. C'est rejoindre l'idéologie bourgeoise, et ce n'est pas nouveau.

Les femmes entre elles avec quelques hommes potiches pour servir de caution ? Est-ce cela que nous demandions au congrès de Nantes ? Remplacer une parole d'homme par une parole de femme ? Un pouvoir d'homme par un pouvoir de femme ? Non, ce n'était pas le but du mouvement féministe qui — tous courants confondus, et ce fut sa force — a su imposer à l'issue de ce congrès un secrétariat à l'Action féminine et une convention sur le droit des femmes. C'est ce mouvement qui a su forcer la porte du socialisme et l'ouvrir pour la première fois au féminisme. Ce fut une grande victoire ; il ne faut pas l'oublier. Ce n'est qu'un début, certes, et l'action à mener est rude, longue, parfois trébuchante comme pour les élections législatives. Elle demande aux militantes beaucoup de courage et de ténacité.

Mais ce mouvement des femmes socialistes, ce « mouvement de Nantes », est irréversible. Il a apporté à ce parti une façon démocratique d'agir qui mérite de servir d'exemple. Ce sont les femmes toutes ensemble qui ont lutté pour imposer leurs idées sur le féminisme dans le socialisme. Ce sont elles qui ont demandé à Yvette Roudy, à Colette Audry, à Marie-Thérèse Eyquem de les représenter, de défendre leurs idées dans les instances de direction du Parti où elles étaient. C'est cela, la démocratie dont on parle tant en ce moment.

Et c'est ce manque de démocratie, ce mépris des militantes de base que je dénonce, entre autres choses, dans le futur (?) courant 3 qui, pour l'instant, n'est que le courant des trois. Et pourtant, il existe une Commission nationale à l'Action féminine, où s'est formé le mouvement de Nantes (en particulier grâce à Maryvonne Dussault, de la fédération de la Seine-Maritime), commission qui se réunit tous les mois et à laquelle sont convoquées Françoise Gaspard et Cécile Goldet. Toutes les fédérations y sont représentées et toutes les camarades qui ont des projets à soumettre, des actions à proposer sont présentes. C'est une commission largement ouverte.

Pourquoi nos trois camarades ne sont-elles pas venues discuter avec nous ? C'est la grave question que je me pose. Le débat eût été fructueux et le procédé démocratique. Mais se réveiller un matin pour lire dans un journal (et ce fut le cas de tous, y compris Yvette Roudy) que Françoise Gaspard, qui jusque-là ne s'était pas intéressée aux problèmes des femmes — ce qui est son droit le plus strict —, crée un courant pour permettre aux femmes socialistes de faire de la politique, ce serait drôle — un bon canular d'énarque — si ce n'était pas révoltant de se servir des femmes pour les manipuler.

C'est vrai que nous sommes toutes en colère : c'est vrai qu'il est scandaleux de n'avoir qu'une seule femme député ; intolérable de n'avoir que trois « premières » fédérales. C'est vrai que nous nous sommes heurtées à la misogynie de la base. Misogynie des hommes et des femmes, il ne faut pas l'oublier. Et c'est vrai que cela ne peut plus durer. Mais, Françoise, dans ce combat tu ne nous a jamais aidées. Et maintenant, tu nous nuis.

Les femmes qui ont poussé la réflexion jusqu'à adhérer à un parti politique ne veulent pas être rejetées dans leur coin. Elles savent que les mouvements autonomes les mènent dans une impasse. Le droit à une culture de femme qui serait à créer, est-ce une stratégie pour un parti politique ? Sûrement pas. Et que devient l'identité du parti, et la lutte des classes ? Une « parole de femme », qu'est-ce que cela veut dire ? Aurions-nous la même que Mmes Veil, Saunier-Seïté ou Anne-Aymone ?

« Nous voulons parler en femmes de politique, de toute la politique... et nous avons des choses à dire sur l'éducation, la santé, l'urbanisme, le nucléaire... » C'est vrai, et c'est bien ce que nous faisons à la C.n.a.f. et avec un regard de femme ; nos sous-commissions travaillent sur tous les grands thèmes, sans oublier celui qui ne figure pas dans notre texte : le Travail.

La C.n.a.f. n'est pas un ouvroir et on voit bien que tu n'y es jamais venue pour déclarer au « Figaro » : « On en avait marre de traiter **uniquement** de nos problèmes de bonnes femmes. » Tu y aurais entendu parler du viol et de l'avortement, mais aussi du chômage, du Zaïre et de la vie quotidienne qui, elle aussi, est politique. On y parle aussi de démocratie, à laquelle les femmes sont particulièrement attachées : cette démocratie que nous ne voyons guère dans le courant 3, qui se constitue par le sommet.

La C.n.a.f. se réunit le 10 juin, et cette date est connue des camarades depuis plus d'un mois. Pourquoi le courant 3 avait-il choisi le même jour pour se réunir ? Je ne crois pas au hasard en politique. Je ne crois pas non plus à une parole de femme différente ou meilleure que celle des hommes.

Mais je crois à une lutte commune. Je crois que le féminisme est un apport dont le socialisme ne peut plus se passer. L'action féminine, imposons-la partout avec plus de force encore, sans faire œuvre de division, sans nous enfermer dans un ghetto. Il en est encore temps.

C'est avec les hommes que nous voulons construire une société socialiste. C'est avec eux que nous voulons participer au pouvoir. Mais le pouvoir, qu'est-ce que c'est ? Est-ce la représentation au Parlement, à la présidence de la République ? Est-ce paraître à la télévision et faire la « une » des journaux ? Ou est-ce la présence dans les organismes où s'élaborent les décisions, les commissions d'éducation nationale, de santé, de travail, par exemple ?

En tout cas, le débat est ouvert et nous nous proposons de l'animer : les femmes et le pouvoir.

(JANINE TILLARD
secrétaire de la Commission nationale à l'Action féminine)

Ghetto ou mouvement ?

Un ghetto ! Les femmes se construisent un ghetto, dit-on... « Désormais, on ne prendra plus les femmes au sérieux, on ne les laissera plus prendre la parole que sur les seuls thèmes « féminins », on se contentera d'en envoyer une au Parlement, pour la forme ; leurs textes, même majoritaires dans les sections et fédérations, n'apparaîtront même pas aux congrès, ce sera la catastrophe, avec le ridicule en prime. » Comment ? C'est déjà le cas ?

Bon, mais pourquoi un courant ? Ça a un projet politique, les femmes ? Et les handicapés physiques ? Et les Picards ? Ça a un sexe, la politique ?

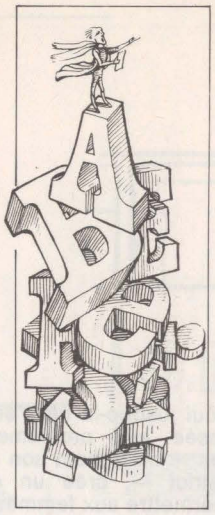
Si la politique avait un sexe, on ne verrait qu'un sexe prendre la parole dans les réunions, dans les congrès, à la télé ; on ne verrait qu'un sexe prendre les décisions, monopoliser la représentation du Parti dans les assemblées élues, etc.

C'est déjà le cas ?

Bien ; mais, alors, il ne faut surtout pas refaire la même chose !

D'accord, camarade ! Faire « autre chose », faire de la politique autrement, serait la principale raison d'être d'un troisième courant : ce parti s'étrique dans des pratiques d'appareils et des pratiques militantes d'un autre âge. Si les femmes se reconnaissent dans l'initiative qui a été lancée par trois d'entre elles, c'est parce qu'elles savent trop comment cette façon de faire de la politique les exclut, et qu'elles tiennent peut-être là l'espoir de vivre leur propre rapport à la politique.

Qu'est-ce que ça veut dire, « leur rapport à la politique » ? Toutes les femmes du Parlement



nos lecteurs ont la parole

qui rencontrent là les mêmes résistances qu'au travail, que dans leur famille, alors qu'elles s'y battent pour changer la vie, savent que les hommes de leur parti ne changeront rien du tout, que leur pratique politique elle-même leur interdit toute capacité innovatrice ou révolutionnaire. Sur la démocratie, sur les processus de décision, sur la division travail-loisir, production-non-production, sur la notion de représentation politique, les femmes ont une autre façon de voir les choses, une autre attitude face au pouvoir, qui tient essentiellement à leur expérience différente.

La prise en compte de cet autre point de vue, des autres points de vue d'une façon générale, est urgente et nécessaire. Urgente, parce qu'un parti qui s'enferme dans des pratiques militantes professionnelles, patriarcales, etc., perd rapidement toute sa force de courant innovateur et toute sa crédibilité ; nécessaire, parce que, s'il est toujours question de s'attaquer à la transformation des rapports sociaux, on voit mal comment, d'emblée, on se priverait, pour ce faire, de considérer la situation, l'expérience, les aspirations et les propositions de la moitié de la population.

Il reste qu'un courant de pensée qui rassemblerait des femmes ne peut pas, sous peine de contradiction, fonctionner comme les deux autres : c'est aussi en réaction au jeu des courants 1 et 2 qu'un certain nombre de femmes décident de placer leur espoir dans un troisième lieu ; celui-ci ne sera crédible que s'il apparaît comme un anti-courant, et si, au lieu d'être un appareil avec chefs historiques, leaders locaux, sélection et « professionnalisation » des représentants, il sait renouer avec ce qu'est un courant de pensée, une réflexion en mouvement.

(MONIQUE SAUVAGE
Commission nationale Femmes
15e section)

Dans quel but ?

J'ai appris par la presse, comme beaucoup de mes camarades, et avec surprise, qu'il existait à présent un courant « Femmes » dans le Parti : j'ai lu et relu les déclarations de Françoise Gaspard et je me demande comment ce courant peut être représentatif des femmes du P.s. Je suis en complet désaccord avec elle. Notre objectif est d'avoir notre place dans le Parti, celle qui nous revient, et des responsables de plus en plus nombreuses à tous les niveaux. Que va leur apporter ce courant ? Pas grand-chose, à mon avis, sinon les marginaliser, diviser les femmes, créer un malaise au sein des commissions fédérales et nous causer beaucoup de difficultés supplémentaires.

J'ai la désagréable impression que ce courant est né à propos du congrès. Dans quel but ? Sur un autre plan, je n'ai pas envie de voir le travail accompli par le secrétariat national et les équipes fédérales (travail politique) détruit par une décision de ce genre.

(YVETTE PRONOST
29200 Brest)

Courant ou entreprise sauvage ?

Articles, interviews, courrier des lectrices, la presse en est pleine, et pour la première fois j'ai l'impression que le débat sur les rapports houleux du féminisme et du socialisme a franchi les portes des cercles spécialisés. Le pavé lancé par Françoise Gaspard dans la mare socialiste — comme titre « le Matin » — fait, si je puis dire, des ronds dans l'eau. Depuis quatre semaines, « l'Unité » nous offre tribunes et courrier des lecteurs, « le Matin » charcute des plaies imaginaires avec délectation, « le Monde » ouvre à une entreprise encore bien légère ses très sérieuses colonnes (il est vrai que l'article est signé par le maire de Dreux), « Rouge » consacre une page entière à la parole d'une « réformiste bourgeoise », « le Figaro » dit ce qu'il peut, « Libé » se marre, et moi j'ai fortement envie de rire.

De rire, car la politique professionnelle ne nous donne pas tellement l'occasion de le faire. Au risque de choquer ceux et celles qui ne peuvent voir la politique qu'empreinte de gravité — gravité des enjeux et des choix — et j'en suis aussi, je maintiens qu'il est extraordinairement réjouissant de voir les femmes avoir droit de parole, et de recueillir les réactions ex abrupto de nos camarades à cette « incongruité » !

Mais là s'arrête mon envie de rire. Car, pour être totalement allergique à la dialectique des courants qui prévaut dans ce parti, je ressens les plus vives inquiétudes devant la stratégie qu'elle implique, les dangers qu'elle recèle et les comportements qu'elle engendre. Si le courant 3 obéissait à l'acceptation classique qu'on donne à ce terme dans le Parti, pourrait-il avoir une appréhension spécifique de l'intervention française en Afrique par exemple ? Si le courant 3 est une « entreprise sauvage » au sens où l'entend Irène Charamande, pourquoi parler de courant ? Il s'agit vraisemblablement d'une tout autre forme de contestation. Elle aurait le mérite d'intéresser toutes les femmes qui n'ont pas attendu l'initiative de Françoise Gaspard pour poser le problème.

Périlleux comme exercice, car n'oublions pas, camarades, que nous n'avons pas encore conquis le droit de nous tromper.

(VERONIQUE NEIERTZ
Commission nationale
Femmes P.s.)

Pour des structures parallèles

Mener une action spécifique en tant que femmes à l'intérieur du Parti est un problème qui se pose pour toutes les féministes socialistes.

En entrant au Parti, nous savions que nous y retrouverions les antagonismes de sexes et que nous devrions prendre part à la lutte des sexes qui s'y reproduit. Cependant, nous avons choisi de lutter aux côtés des hommes socialistes. Pourquoi ?

Tout d'abord, parce que nous concevons les rapports entre lutte de classes et luttes de sexes non pas en termes de priorité mais plutôt d'interdépendance. Par conséquent, nous pensons que les deux combats doivent être menés simultanément.

En effet, lutter contre le capitalisme, c'est lutter contre le mode sur lequel fonctionne aujourd'hui la société patriarcale ; (seule connue jusqu'à ce jour, quels que soient les antagonismes de classe du moment, les hommes ayant toujours détenu le pouvoir).

Et le projet autogestionnaire du Parti socialiste est, semble-t-il, le plus en contradiction avec la logique virile (basée sur la hiérarchie et l'opposition). Les féministes doivent donc s'investir dans cette entreprise pour faire en sorte qu'elle arrive à son terme : l'avènement d'une société vraiment nouvelle.

Mais de quelle façon doit s'organiser le travail des féministes pour être efficace ? Deux pièges guettent toujours les femmes : la marginalisation et l'intégration.

Il existe aujourd'hui des groupes autonomes de femmes, plus ou moins issus du M.l.f. Les femmes s'y retrouvent pour parler entre elles de leur oppression, et dans leurs luttes féministes elles font l'apprentissage de leur solidarité.

La plupart de ces groupes femmes, en particulier les groupes de quartier, ont éprouvé le besoin d'une référence théorique au socialisme. Les femmes affirment la liaison de leur lutte à un projet politique global. Elles tentent par là d'échapper au danger de marginalisation.

Réciproquement, les femmes qui ont choisi de lutter dans un parti politique doivent se référer à ces groupes autonomes qui symbolisent leur « conscience de sexe » afin d'éviter la dilution.

Car, effectivement, le problème c'est de se faire entendre et d'exister politiquement en tant que femmes, à l'intérieur du Parti, Entrer au Parti pour en utiliser la structure en la « subvertissant » de l'intérieur grâce à un « référent femmes » extérieur : voilà la tactique.

Par conséquent, créer un groupe autonome au sein même du Parti est non seulement absurde, mais aussi dangereux. La force du M.l.f. réside dans sa manifestation hors de tout parti. Un M.l.f. à l'intérieur du P.s., cela revient, par une action totalisante, à tuer l'efficacité et des groupes autonomes et des femmes socialistes qui se soutiennent dialectiquement.

Les femmes doivent lutter à l'intérieur de chacun des courants (qui sont l'expression démocratique du Parti), puisque la parole des femmes doit enrichir le projet de société.

Un courant 3 entrerait en lutte, par la force du vote, avec les deux autres courants ; autrement dit, les revendications féministes et le point de vue des femmes, au lieu de s'ajouter et de renforcer les projets politiques, entreraient en contradiction avec eux.

Ce courant « Femmes » serait donc bien plus distinct encore du P.s. que les groupes autonomes et, par conséquent, aboutirait à une scission grotesque.

Mais alors, comment se manifester dans le Parti, nous qui sommes minoritaires dans les deux courants ?

En créant et en développant des structures nouvelles parallèles. Les groupes femmes des sections, les collectifs femmes fédéraux et nationaux, le secrétariat à l'Action féminine — où se retrouvent des femmes des deux courants — exercent déjà des pressions sur les hommes et font progresser le féminisme dans le Parti.

Car il s'agit pour nous, féministes socialistes, de nous faire entendre en tant que femmes en développant la démocratie dans le Parti pour en renforcer la cohésion.

(RENEE FREGOSI
14e Plaisance)

changer la vie politique

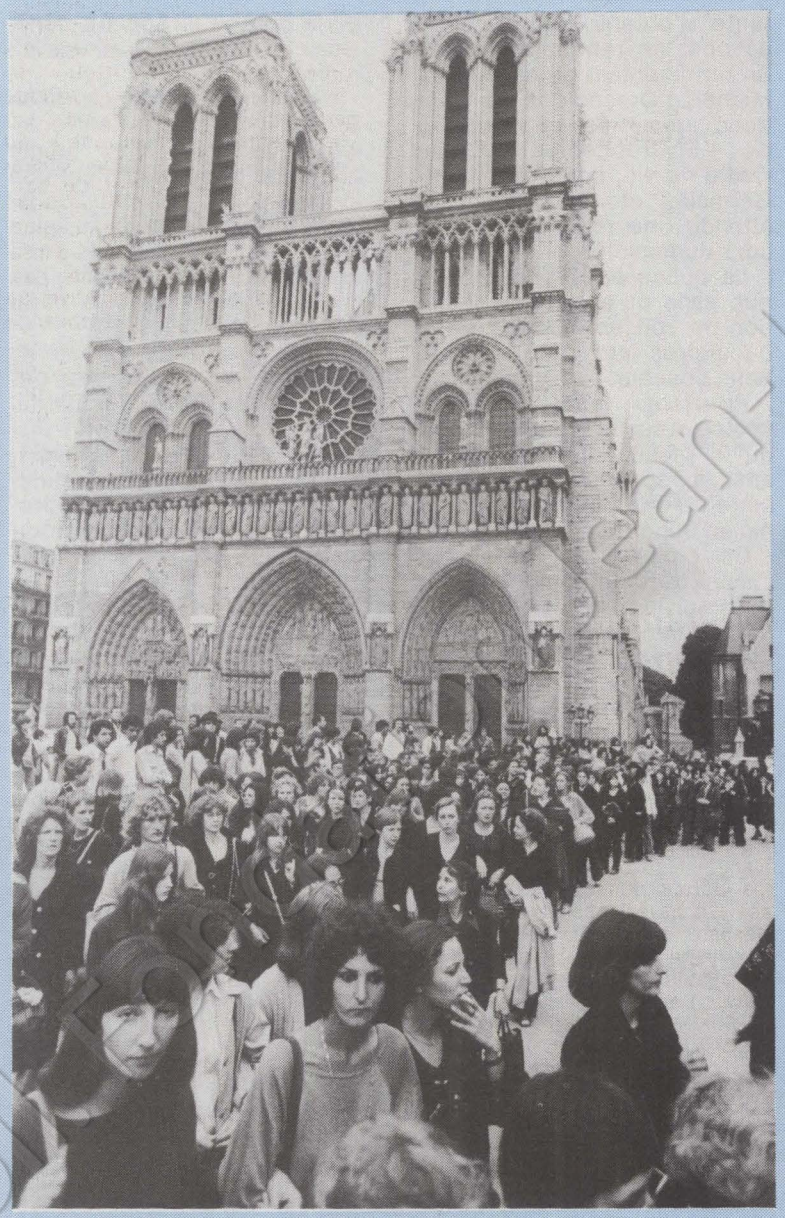
Les radios locales (suite)

Condamnée par le Parti socialiste, dont les députés ont voté mercredi contre le projet de loi du gouvernement, la répression qui s'abat sur les radios libres, comme Radio-93 et Génération-2000, continue d'agiter et de diviser la majorité.

La section du Mouvement de la jeunesse socialiste de Massy (Essonne) vient, pour sa part, de diffuser une émission de radio locale d'une heure consacrée à la situation en Argentine. Et à La Roche-sur-Yon (Vendée), la municipalité d'Union de la gauche, à direction socialiste, a adressé le 31 mai un message aux parlementaires pour qu'ils ne se prononcent pas « à la hate sur un projet de loi qui interdirait désormais pénalement la diffusion des idées et des informations par des moyens techniques issus d'un progrès qui appartient à tous... Elle souligne qu'aucun moyen d'information n'est plus utile ni moins coûteux que la radio locale et qu'il s'agit là du mode d'information le plus adapté à l'expression décentralisée d'une collectivité locale ». Un « collectif de soutien aux radios libres à but non lucratif » vient d'autre part de se constituer. Il a également fait parvenir une pétition aux députés et sénateurs pour les mettre en garde contre le texte gouvernemental. En outre, la direction des télécommunications du réseau international vient de confirmer que « les émetteurs de radio ne relèvent pas de l'autorité de l'administration des P.t.t. ».

De Buenos Aires à Notre-Dame

Le 6 juin, quelques heures avant que les footballeurs français affrontent les joueurs argentins à Buenos Aires, à l'heure où les rues de la capitale se vidaient et que de nombreux Français tournaient le bouton de leur poste pour regarder le spectacle du « Mundial », la section française d'Amnesty International avait organisé une manifestation sur le parvis de Notre-Dame. Une manifestation silencieuse d'un millier de femmes qui tournèrent pendant une heure, la plupart vêtues de noir, et se dispersèrent tout comme elles s'étaient réunies. Dans le silence.



Cette démonstration rappelait, selon le tract distribué par les militants d'Amnesty International, qu'à Buenos Aires, sur la place de Mai, des femmes, parentes des victimes, tentent ainsi désespérément chaque semaine d'obtenir de la part des autorités argentines des renseignements sur le sort d'un mari, d'un fils ou d'un frère.

A Paris, les parentes des disparus en Argentine étaient à la tête du cortège sous la banderole qui rappelait que, depuis le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976, il y a quinze mille disparus en Argentine.

Etaient présentes également des femmes socialistes, dont Yvette Roudy, secrétaire nationale à l'Action féminine et Françoise Gaspard, maire de Dreux.

Policiers inquiets

La Fédération autonome des syndicats de police (F.a.s.p.) a maintenu à peu près ses positions aux élections professionnelles du 26 mai, puisqu'elle a enregistré 67 % des voix (contre 69 % en 1973). Ainsi détiendra-t-elle 136 sièges sur 168 dans les commissions administratives paritaires métropolitaines, Présentant ces résultats, Henri Buch, secrétaire général de la F.a.s.p., s'est déclaré inquiet devant la situation actuelle. « Les policiers, a-t-il dit, risquent une fois de plus de se retrouver aux premières loges face aux travailleurs qui manifestent pour protester à juste titre contre la vie chère et la montée du chômage. » Après avoir sévèrement critiqué la politique menée aujourd'hui en matière de police, dans le droit-fil de celle des gouvernements précédents, Buch s'est prononcé pour une police sans bavures et au-dessus de tout soupçon, sans pour autant que soit mis en place un service de contrôle supplémentaire des policiers. Le projet en est dans l'air.

A propos des remous suscités par Jacques Chirac sur le montant de la participation financière de Paris au budget de sa police, Buch a parlé de « baroud d'honneur » du président du R.p.r. S'inquiétant à ce propos d'une éventuelle tentative de municipalisation de la police parisienne, Buch a réaffirmé l'hostilité de son organisation à tout ce qui pourrait rompre l'unicité de la police nationale. Quant aux contribuables parisiens cette querelle entre Chirac et le gouvernement a toutes chances d'aboutir à une forte augmentation de leurs impôts locaux. D'où le vote des conseillers de gauche parisiens contre le projet de budget imposé à Chirac... et à la population par le préfet de Paris.

changer la vie sociale

Les langues sont la meilleure et la pire des choses !

On voit la publicité partout dans Paris : l'Ecole Berlitz a cent ans ! Mais ce que la publicité ne dit pas, c'est que, malgré sa renommée, les conditions de travail sont parmi les pires pour une école de langues à Paris. Les professeurs sont obligés de travailler trente-sept heures par semaine et reçoivent pour cela un taux de base de 12,57 F pour un cours de quarante-cinq minutes.

La méthode Berlitz demande une attention permanente de la part du professeur, et il est évident qu'à la fin d'une journée de huit heures d'enseignement, il n'est plus capable d'assurer un cours au niveau requis, d'autant plus que la méthode ne brille pas par sa variété. Donc les élèves et les sociétés — dont beaucoup prennent des cours dans le cadre de la formation permanente — se trouvent dans une situation où leur déplacement et leur argent sont mal récompensés, étant donné que tout dépend du professeur, car il y a un manque de matériel pédagogique.

Le moral du personnel, déjà épuisé, est en plus atteint par la nécessité d'une lutte permanente pour défendre ses acquis perpétuellement mis en question par une direction qui n'a pas beaucoup appris, elle, depuis cent ans. Une lutte qui date déjà depuis cinq mois, pour une amélioration sensible des conditions de travail et pour des salaires adéquats, mais aussi pour avertir le public contre une image de marque qui cache un système d'enseignement vieux jeu.

Grève des géomètres

Les géomètres de l'Institut géographique national ont été en grève lundi 29 mai. Au cours de cette journée, ils ont tenté d'obtenir, entre autres actions, un rendez-vous avec un représentant du cabinet de Michel d'Ornano. Ils se sont donc présentés au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, boulevard Saint-Germain, et ont vainement attendu une réponse dans la cour du ministère.

La police est alors intervenue sans qu'aucune négociation ne soit entreprise, et les géomètres ont été évacués. Sans douceur.

Pourtant, les géomètres voulaient seulement rappeler qu'ils réclament, depuis huit ans, la reconnaissance financière de leur diplôme de technicien supérieur.

Ce diplôme est obtenu à l'issue de deux années d'études suivies de stages. Le recrutement se fait après le baccalauréat C. Un géomètre reçoit, au bout de dix années de carrière, un salaire de 3 170 F + 500 F de prime.

Un nouveau préavis de grève a été déposé pour le 9 juin.

Bronze industriel : la chape de plomb

Le 26 avril la direction du Bronze industriel — « transformation des métaux non ferreux, siège social 93000 Bobigny » — a annoncé au comité central d'entreprise, réuni en séance extraordinaire, 109 licenciements à raison de 69 pour l'établissement de Bobigny (Seine-Saint-Denis) et de 40 pour l'établissement de Suippes (Marne)

Parmi les 109 personnes licenciées, 30 peuvent faire valoir leur droit à la retraite anticipée.

D'autre part, du 1er janvier 1978 au 26 avril 1978, 74 suppressions de poste étaient déjà intervenues (4 licenciements individuels abusifs ; 24 démissions sans remplacement ; 46 intérimaires remerciés).

Cette décision intervient après le règlement judiciaire prononcé par le tribunal de commerce le 27 février 1978, suite à un refus de paiement de la part de la Société générale et de la B.n.p. envers un fournisseur.

En outre, seule l'entreprise Bronze industriel est en règlement judiciaire, alors même que cette entreprise n'est que le centre d'un groupe industriel : le groupe Loiseau, plus important, dont les autres entreprises semblent ne pas connaître de problèmes particuliers.

Selon des renseignements puisés à bonne source, l'entreprise Bronze industriel est « viable », puisqu'elle dispose, grâce à ses brevets, d'une position de quasi-monopole sur certains produits. Des entreprises importantes ont besoin de la production du B.i. (6 500 tonnes par an, en février 1978) : Dassault pour les trains d'atterrissage ; les producteurs de centrales nucléaires ; les pipelines des ports pétroliers ; les entreprises automobiles. Plus de nombreux contacts avec l'Etat (ministère de la Défense). Cela l'a amené à réaliser en 1976 22 % de son chiffre d'affaires à l'étranger.

L'entreprise a, d'autre part, réalisé récemment des investissements importants (fours électriques moyenne fréquence à induction).

Il est probable que la modernisation de cette entreprise et la vulnérabilité que présentait sa trésorerie excitent la convoitise d'éventuels groupes acquéreurs, et cela d'autant plus qu'est déjà intervenu un début de restructuration (183 suppressions de postes).

Luterma occupée au Havre

Fermeture de l'entreprise Luterma, au Havre, qui entraîne le licenciement de 484 personnes, dont plus de 300 femmes. Cette fermeture intervient dans une région très durement frappée par le chômage et alors qu'une étude détaillée menée par le personnel et ses représentants laissait apparaître une possibilité de maintenir l'activité de l'entreprise et l'emploi.

Cette situation a conduit les travailleurs de l'entreprise à occuper les lieux de travail.

Stagiaires laissés pour compte

Certaines réalités des contrats emploi-formation en ce qui concerne le paiement des stagiaires commencent à apparaître.

Il s'avère en particulier qu'à Boulogne-sur-Mer les stagiaires de la Fiduciaire de France (contrat jusqu'à la fin de juin et stage pratique en entreprise au début de juillet) connaissent d'importants retards pour le versement de leur rémunération, et ce depuis le début de leur contrat.

Ainsi, le 23 mai 1978, ces jeunes stagiaires, ayant pour quelques-uns charge de famille et loyer à payer, n'ont toujours pas touché leur mois d'avril.

Chirac et la Bourse du Travail

La commission administrative de la Bourse du Travail (C.g.t., C.f.d.t., F.o., Fen, C.g.c., C.f.t.c.) souhaite savoir ce qu'il advient des crédits votés pour les syndicats par le Conseil de Paris.

En effet, le 13 décembre 1976, le Conseil de Paris inscrivait au budget municipal d'investissement pour 1977 une autorisation de programme de un million de francs pour le financement du logement des syndicats non logés à la Bourse du Travail.

A l'époque, le rapporteur général du budget avait refusé de préciser à quels syndicats ils seraient versés.

Depuis, aucune affectation officielle de ces crédits n'a été rendue publique.

Les représentants des centrales concernées ont, à ce sujet, demandé une audience au maire de Paris. Elles souhaiteraient savoir quel sort est advenu de ces crédits. Ont-ils été répartis et à quelles organisations ?

D'autre part, l'U.d. F.o. a été amenée à préciser par lettre au secrétaire général de la

Bourse du Travail de Paris que, pas plus en 1976 qu'en 1977, elle n'avait reçu de subvention supplémentaire pour son fonctionnement. Alors qu'au procès-verbal de la réunion du Conseil du 17 août 1976 il est fait mention de crédits votés à F.o. pour l'acquisition de locaux estimés à 300 000 F.

La question est donc posée : le maire de Paris daignera-t-il faire savoir aux représentants des organisations syndicales C.g.t., C.f.d.t., F.o., Fen, C.g.t., C.f.t.c., membres de la commission administrative de la Bourse du Travail, ce qu'il advient des crédits votés pour les syndicats par le Conseil de Paris ?

Stages d'été

Même en été ! Le traditionnel mois de vacances ne durera que trois semaines pour les militants qui s'inscriront aux divers stages d'été organisés par le secrétariat national à la Formation du P.s. Leur quatrième semaine, ils la consacreront à compléter ou à dégrossir leur formation, en compagnie des nombreux responsables nationaux qui animeront ces stages.

On travaille beaucoup sur ces stages. Mais que chacun se rassure : ce n'est tout de même pas le bagne. Des « plages de détente » sont prévues tous les après-midi. Une garderie d'enfants est assurée partout. Et puis, c'est le lieu idéal pour rencontrer de manière détendue des camarades de tous les coins de France.

Comme il y a encore des places disponibles, on peut s'inscrire auprès du secrétariat national à la Formation (878-40-73).

• A Brioude (Haute-Loire), du 17 au 22 juillet, « Une action militante pour le projet socialiste ».

• A Saint-André-de-Sangonis (Hérault), la petite ville dont Gérard Delfau est le maire, du 21 au 27 août, « le Projet socialiste et la dimension internationaliste ».

• Au domaine de « la Clairière », à La Tremblade (Charente-Maritime), du 28 août au 3 septembre : « Une action militante pour le projet socialiste ».

• A Thonon (Haute-Savoie), du 28 août au 3 septembre, « Crise du capitalisme et projet socialiste » (stage à dominante théorique).

En revanche, le stage consacré à « la Communication politique » (Port-Cros, dans le Var, du 28 août au 3 septembre) est déjà complet.

Cet été également aura lieu le premier stage de formation entre militants socialistes de deux pays. Il s'agit d'un stage franco-belge, sur le thème : « Luttes, pouvoir syndical et droits des travailleurs en France et en Belgique. Analyse et positions des socialistes ».

Au programme : les luttes et les revendications ; le mouvement syndical en France et en Belgique ; les socialistes et l'entreprise : positions politiques du P.s. et du P.s.b. ; les formes non capitalistes d'entreprise : mutuelles, coopératives etc. ; l'élection au Parlement européen.

25 places sont offertes à des camarades français, autant à des camarades belges, pour ce stage qui aura lieu du 1er au 6 septembre à Oignies, en Belgique, près de la frontière ardennaise. S'inscrire de façon urgente au secrétariat à la Formation (878-40-73).

Elan Noir chez les « Lip »

Les Indiens sont parmi nous. Elan Noir, le chef sioux, est allé voir les « Lip » ; il est passé à Lyon, Saint-Etienne et Paris. Les Indiens sont aujourd'hui à la pointe du combat antinucléaire et de l'écologie en général. Ils ont passé dix jours en Bretagne pour constater les dégâts de la marée noire.

Pendant ce temps, la « longue marche » des Indiens aux Etats-Unis se poursuit. Elle doit arriver le 14 juillet à Washington pour protester contre l'« assimilation » que veut leur imposer le gouvernement américain.



dipapacéquoi par Piem

Le premier régiment de parachutistes s'était embarqué à bord du Ballon de Guebwiller. Il avait enroulé autour de sa nacelle blindée des kilomètres de ligne bleue des Vosges et, dans la nuit, en grand secret militaire, il avait reçu l'ordre de transporter cette relique vers d'autres horizons.

A son réveil, la France, qui depuis des lustres avait pris l'habitude de fixer cette ligne de conduite, se retrouva le regard perdu dans le vague. Valéry, comme chaque matin, regardait son pays au fond des yeux en se lavant les dents : il en eut un instant de vertige ; il en avala sa brosse et déclara avec un poil sur la langue : « il est urgent que les Français aient leur regard fixé sur un horizon patriotique. Larguez la ligne bleue ! »

L'ordre parvint au 1er Rep, alors qu'il survolait l'Argentine (appelée « l'Argent tinte » depuis les démêlés de l'équipe de France de foot avec ses soutiens publicitaires). La ligne des Vosges déroula ses longues volutes bleues sur le stade. La France menait un à zéro devant l'Italie. Encore secoués par l'affaire des Brigades rouges, les Italiens confondirent les Vosges avec les Apennins et, retrouvant l'odeur du sol natal, ils infligèrent à la France une odieuse défaite.

On remonte à la hâte ce que l'on peut sauver de la ligne bleue, et ordre est donné au 1er Rep de se rendre en Afrique.

Des vents contraires attirent le Ballon de Guebwiller au-dessus de la Bretagne à l'instant même où Valéry, ainsi qu'il l'a promis, s'y baigne en famille. Comme le veut la tradition dans la navigation montgolfiérique on largue la ligne bleue afin de rendre les honneurs au courage du premier des Français ; remontée à bord après cette cérémonie, elle deviendra la ligne noire des Vosges et, comme le vent de l'Histoire fait parfois bien les choses, c'est ainsi teintée qu'elle arriva sur l'Afrique de même couleur.

Il était 8 heures du soir sur le Tchad ; l'heure où les Cubains vont boire. L'effet de surprise fut donc complet et l'objectif atteint.

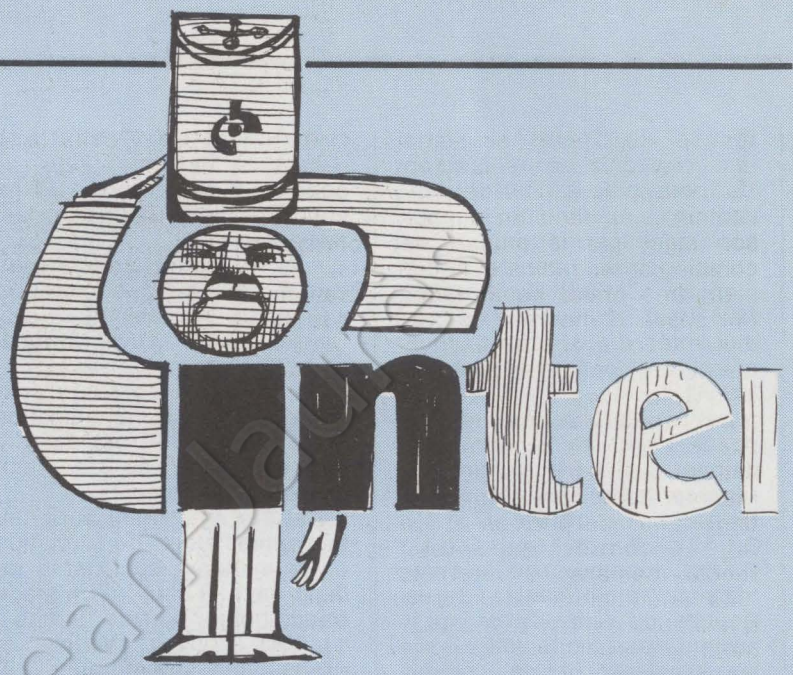
Lorsque ces mercenaires sortirent de l'état d'ivresse où les avait plongés l'ambition de leur chef, ils se retrouvèrent piqués en haut du Hartmannswillerkopf (956 m).

Le cœur de l'Hexagone se mit à battre des mains et le pays tout entier, les yeux de nouveau fixés sur la ligne noire du Tchad, retrouva des raisons d'espérer.

P.-S. Nous sommes heureux de saluer ici un tout nouvel humoriste de gauche en la personne de Jacques Martin dans les colonnes du « Matin ».

Ainsi, tout arrive. Ce n'est plus « le Matin de Paris », c'est le matin des magiciens.

changer la vie culturelle



Avignon sous le signe de Prague

L'été arrive. Et l'été culturel, c'est d'abord le Festival d'Avignon, le premier historiquement, celui qui servit de modèle aux autres. Ce Festival d'Avignon 1978 sera le trente-deuxième. Du 10 juillet au 7 août, le menu s'annonce copieux. Au Cloître des Carmes, Antoine Vitez monte quatre Molière, pas moins : « l'Ecole des femmes », « Tartuffe », « Don Juan » et « le Misanthrope ». A la salle Benoît-XII, Jean-Claude Fall met en scène « Têtes mortes », de Samuel Beckett, Jacques Lassale « Remagen », d'Anna Seghers, et Yvette Brind'Amour trois pièces de l'Acadienne Antonine Maillet (« Evangeline Deusse », « la Sagouine » et « Gapi »). André Benedetto joue « Saint-Féniant ou le Droit à la paresse », dont il est l'auteur, au parc Champfleury ; le Théâtre de l'Olivier y présente « Chronique d'un hiver », et Benedetto deux autres pièces sur Avignon : « le Minotaure avignonnais » et « Madame Lucia Popolo » ; enfin, lo Teatre de la Carriera « la Fille d'Occitania ».

De la danse dans la Cour d'honneur et au cloître des Célestins. Du théâtre musical dans la Cour de l'Oratoire, dans la Cour d'honneur et au Cloître des Célestins. Dans son église désaffectée, le Théâtre du Chêne noir crée un nouveau spectacle : « Virgilio, l'exil et la nuit sont bleus ». Le cycle d'orgue et le cycle de musique sacrée demeurent, immuables. La Cour d'honneur accueille Beno Besson, une nouvelle fois, pour une nouvelle aventure : « le Cercle de craie causasien », de Bertolt Brecht. Et le festival « off » réunit une bonne centaine de spectacles, selon une tradition née en 1969.

Mais le grand événement du Festival sera sans conteste « En attendant Godot », dans une mise en scène d'Otomar Krejca. Un nom qu'il fait plaisir d'entendre de nouveau : jusqu'en 1968, Krejca dirigeait le théâtre Za Branou, à Prague. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars du pacte de Varsovie, son théâtre fut fermé et Krejca mis au chômage. Il ne peut toujours pas travailler dans son pays, mais « on » l'a laissé sortir. C'est une première victoire. Le soleil n'en sera que plus éclatant en Avignon.

Ecoutez la ressemblance

On nous l'avait annoncé à grand tapage : France-Inter va changer. France-Inter a donc « changé » ! Jean-Louis Foulquier est passé de l'après-midi au soir. José Artur de la nuit à l'après-midi. Henri Gougaud et Jacques Pradel sont passés de l'après-midi au soir. Claude Villers et Patrice Blanc-Francard du début de la soirée au milieu de l'après-midi. Pierre Bouteiller est passé du milieu de la matinée au début de la soirée. Macha Béranger, Frantz Priollet, Michel Touret, Jacques Paugam, Lucien Jeunesse, Jean-Michel Damian et Jacques Chancel ont à peine bougé dans leurs tranches horaires : une petite heure par-ci, un petit quart d'heure par-là.

Quel changement, mes enfants ! France-Inter change pour ressembler à France-Inter : quelle subtilité !

C'est vrai, pourtant, le Québécois Jacques Houde est là. Il raccole dur de 11 h 30 à 13 h : on comprend que les Québécois ne le regrettent guère... Et Gérard Holtz est arrivé, charmant petit Zorro bronzé, entouré de treize dames charmantes (c'est lui qui le dit, il faut bien le croire), pour demander chaque matin aux auditeurs (auditrices ?) : « Voudriez-vous vivre avec Jean Lecanuet ? Avec Omar Sharif ? » Quelle audace ! Là, c'est vrai, ça change ! France-Inter commence à ressembler furieusement à R.t.l. et aux autres périphériques. Franchement, moi, je n'aimerais pas plus vivre avec Gérard Holtz qu'avec Léon Zitrone de R.t.l. ou Yves Mourousi de Radio-Monte-Carlo. Mais on devrait peut-être les faire vivre ensemble, sur une seule radio, qui aurait pour slogan : « Ecoutez la ressemblance »...

J.-P. L.

Foissy à Mâcon

Un auteur de théâtre à la tête d'un centre d'action culturelle ! Cela ne s'était jamais vu. Innovation, donc : Guy Foissy, dramaturge et collaborateur du secrétariat national à l'Action culturelle du P.s., est depuis le 1er juin directeur du C.a.c. de Mâcon.

Guy Foissy vient également d'obtenir le prix Courteline 1978, décerné par la Société des auteurs, « pour l'ensemble de son œuvre ». Car, dans le même temps où il travaille dans l'action culturelle, Foissy poursuit une carrière théâtrale internationale : au Japon, un théâtre porte son nom et joue uniquement ses œuvres ; et, récemment, en mai, une de ses pièces a été créée dans le cadre du Festival mondial du Théâtre universitaire.

Il n'y a pas que Cannes

« Le cinéma, ce n'est pas uniquement Cannes » : c'est le titre provocateur d'une programmation cinématographique donnée à Rennes par la maison de la culture jusqu'à la fin du mois de juin. Pour l'essentiel, les films proposés sont en 70 mm : « Tchaïkovsky », de Talankine, ce 9 juin ; « Guerre et paix », de Serge Bondarchouk, les 13, 14, 15 et 16 ; « la Vallée du bonheur », de Francis Ford Coppola, les 20 et 21 ; « Oliver », de sir Carol Reed, les 22 et 23 ; et « Funny Girl », de William Wyler, les 27 et 28.

Renseignements au 22-24-06.

Schubertiades en Alsace

Avec divers concours de l'Etat et des collectivités locales, Brigitte et Jean Massin organisent en Alsace des Fêtes Schubert un peu sur le modèle des « schubertiades » qu'affectionnait le grand compositeur : joie de chanter, joie du vin et joie des instruments, du partage de la musique. De multiples concerts auront lieu, dont nous donnons ici les lieux et les dates : Colmar (10, 11, 15, 18, 20, 21, 26 et 29 juin), Guebwiller (14 juin et 1er juillet), Sélestat (15 juin), abbatiale d'Ebersmunster (16 juin), église de Sundhoffen (17 juin), Munster (17 juin), Ribeauvillé (19 juin), Rouffach (22 juin), Barr (23 et 24 juin), Husseren-les-Châteaux (24 juin), Hunawihr (25 juin), Orbey (27 juin) et Niedermorschwihr (28 juin).

Pour tout renseignement : Atelier lyrique du Rhin, 24, rue de Verdun, 68000 Colmar. Tél : (89) 41-75-32.

P.S.: PRESENT SUR LE TERRAIN

La campagne de protestation du Parti socialiste contre la politique économique et sociale du Pouvoir a bien démarré, en dépit du silence observé à son sujet par la plupart des journaux comme par les radios et la télévision.

Un très grand nombre de fédérations ont passé d'importantes commandes de matériel national : affiches, tracts, modèles de pétition, et ont commencé à diffuser ce matériel en l'accompagnant d'initiatives répondant aux situations locales. Par exemple, la fédération de la Savoie axe sa campagne sur les problèmes de l'emploi, avec diffusion de tracts, meetings, prise de position du conseil général, rencontres avec les syndicats, rendez-vous avec le préfet, etc.

La fédération du Nord a tiré à un million d'exemplaires un tract qui est actuellement en cours de diffusion avec un modèle de pétition. Effort du même ordre dans les fédérations du Pas-de-Calais, des Bouches-du-Rhône, du Rhône, cette dernière ayant axé particulièrement sa campagne en direction des entreprises avec une semaine d'action consacrée à l'emploi des femmes.

Dans l'Isère, les sections d'entreprise ont pris également l'initiative d'un tract contre la politique du gouvernement Barre.

Un effort particulier est entrepris dans la région parisienne avec 100 000 exemplaires d'un tract fédéral déjà diffusés à Paris, un appel aux travailleurs tiré à 150 000 exemplaires dans l'Essonne, une affiche fédérale dans le Val-de-Marne, une série d'initiatives particulières dans les Yvelines, le Val-d'Oise, les Hauts-de-Seine, la Seine-et-Marne, etc.

Le plan textile

C'est dans le cadre de la campagne de protestation contre le plan Barre que se situe également la visite que François Mitterrand a faite vendredi dernier à Epinal, au cœur de ce département des Vosges où sévit une dramatique crise du textile.

Après un déjeuner avec les élus et les responsables socialistes du département, il a tenu une conférence de presse en présence des représentants de la presse locale et nationale et de délégations syndicales concernées (C.g.t. et C.f.d.t.-Boussac, F.o.-Textile, Fen, Montefibre).

Accompagné de représentants du secteur entreprises du P.s., d'élus départementaux, Pierre Blanck, maire d'Epinal, Christian Nucci, député de l'Isère, où se pose le problème de Rhône-Poulenc Textile, Christian Pierret, député de Saint-Dié, et Robert Bernard, premier secrétaire fédéral du P.s. des Vosges, il a tout d'abord évoqué la crise économique globale, la politique du Pouvoir, puis la situation catastrophique et préoccupante pour



François Mitterrand avec les travailleurs de Boussac et de Montefibre, à Epinal.

les salariés des entreprises du textile en général. Mettant en lumière la défaillance du Pouvoir face à la responsabilité patronale, François Mitterrand a tenu à assurer les salariés de Boussac et de Montefibre de la solidarité du P.s. et à affirmer que cette situation n'était pas sans solution. Il a rappelé les interventions de la fédération socialiste et de ses élus sur le terrain et à l'Assemblée nationale. Il a ensuite exposé les grandes lignes d'un « plan textile » de cinq ans proposé par le P.s. « Sauver ce qui existe déjà », « restructuration industrielle », « maîtrise du crédit et modernisation sociale » sont les données les plus importantes de ce plan, qui sera développé très prochainement mais dont on peut, d'ores et déjà, s'étonner qu'il ait provoqué une réaction extrêmement violente, et en l'occurrence particulièrement déplacée, de la C.g.t.

A l'issue de sa conférence de presse, François Mitterrand s'est d'ailleurs entretenu avec les représentants de toutes les organisations syndicales et les travailleurs présents de Boussac et Montefibre.

La campagne du Parti socialiste se développe aussi dans le cadre des fêtes du Parti. C'est ainsi qu'au cours du dernier week-end François Mitterrand en Gironde, Pierre Mauroy à Limoges, Lionel Jospin dans le Calvados et en Seine-Maritime, Michel Rocard dans le Gard, Claude Estier dans l'Allier, pour ne citer que quelques exemples, ont dénoncé la politique du Pouvoir devant des foules particulièrement nombreuses, venues exprimer leur sympathie et leur soutien à l'action du parti socialiste.

De nombreuses autres manifestations sont prévues pour le prochain week-end et pour le suivant, qui contribueront à préparer la journée nationale du 20 juin — précédant elle-même, rappelons-le, le rassemblement des maires socialistes des villes de plus de 20 000 habitants le 22 juin à Rennes.

A. V.

JEAN-MARC SALMON

ANDRE GLUCKSMANN – LE NOUVEL OBSERVATEUR

"Pavé antithéoriste et anti-parti dans la mare des commémorations... Le meilleur livre sur 1968 et la suite".

MAX GALLO – L'EXPRESS

"L'analyse de Salmon, fine, originale... Mai 68 : simulacre d'une révolution pour en finir avec l'idée traditionnelle de la révolution".

SERGE JULY – LIBERATION

"Un essai original sur ce «laboratoire des idées modernes» que fut Mai 68".



HOTEL DE L'AVENIR

PRESSES D'AUJOURD'HUI

VILLENEUVE-D'ASCQ : LE COURAGEUX PARI DES SOCIALISTES

Villeneuve-d'Ascq, ville nouvelle aux portes de Lille, s'interroge sur son avenir. Pour la première fois en France, la participation des habitants à la conception de leur cadre de vie se fait à l'échelle d'une ville entière et non plus seulement d'un quartier-éprouvette...

La ville nouvelle a aussi inventé une procédure de consultation qui espère changer bien des choses dans les relations habituelles entre population, commune et aménageurs. Ce sont les chartes d'aménagement de quartier. L'établissement public chargé d'aménager le périmètre de la ville nouvelle, l'Epale, présente d'abord ses projets. La municipalité les discute et les diffuse parmi les habitants, chez les coiffeurs, dans les cafés, par des expositions. Ensuite, des séances de travail sont organisées dans les quartiers. Y participent la municipalité, l'Epale, les associations et les comités de défense, ainsi que les membres des commissions extra-municipales. Municipalité et habitants se retrouvent finalement face à face pour une réunion de synthèse. Le conseil municipal arrête alors sa décision et signe une charte avec l'Epale, entendant bien faire plier les techniciens devant les revendications qui se sont exprimées.

Dans les réunions de quartier, on parle de tout. D'une placette à réserver aux enfants, d'une route à grande circulation qu'il faudrait détourner, d'un lotissement à construire, d'un centre aéré ou de crèches, d'un terrain à préserver. Selon les quartiers, les chartes ne concernent, en effet, pas le même stade d'intervention. Pour certains, il s'agit de proposer des finitions ; pour d'autres, de compléter les projets ; pour d'autres enfin, d'aménager entièrement des hectares encore vides...

C'est dans le quartier de Flers que la discussion est en ce moment la plus animée. Cet ancien bourg, avec son clocher du XVIe et ses vieilles maisons, a vécu l'arrivée de la ville nouvelle comme un traumatisme. Il a d'abord perdu son autonomie municipale pour se voir finalement encerclé par les immeubles et les maisons neuves. Dans un mouvement de repli compréhensible, les habitants crient aujourd'hui « non au béton ». La concertation a donc démarré lentement, la population oscillant entre deux sortes d'attitude : l'une pour demander le retour à un passé mythifié, avec le refus de proposer du neuf, quel qu'il soit ; l'autre se prenant très au sérieux dans son rôle d'aménageur, déployant gravement des plans, se fixant des carcans de rentabilité. L'utopie s'avère difficile : il est encore peu commun d'avoir l'occasion de s'interroger sur ses besoins. La démarche, visiblement, déroute...



Gérard Caudron et ses administrés.

« Notre problème est plus d'obliger les gens à prendre le pouvoir de décider plutôt que de limiter leurs décisions », constate Gérard Caudron, maire socialiste de Villeneuve-d'Ascq. « Notre démarche se heurte aux habitudes de passivité des gens, les comités de défense se battant en général contre un projet précis. La concertation, c'est en fait une étude de la décision. La population doit apprendre à proposer et admettre que participer à la décision, c'est faire un choix et donc prendre le risque de faire des mécontents. »

Dans cet apprentissage général de la concertation, la municipalité, elle aussi, a du mal à trouver sa voix. Ses rôles y sont complexes et multiples. Elle doit d'abord représenter les habitants et leurs revendications, parler pour les habitants à venir et défendre l'ensemble de la collectivité face aux intérêts des divers quartiers. Ensuite, elle doit imposer des contraintes aux techniciens et subir les contraintes financières...

C'est face à l'Epale que la municipalité joue son jeu le plus délicat. Entre techniciens et élus, c'est la guerre permanente, même lorsqu'elle est courtoise. « Nous devons avoir l'œil à tout ; à peine une décision est-elle prise qu'ils essaient de la tourner », raconte Gérard Caudron. Par exemple, dans le quartier de la Cousinerie, la charte avait demandé que la voirie soit large d'au moins 9 mètres. L'Epale s'est battu pour maintenir une petite phrase — « sauf exception » — sans succès. En fait, presque tous ses dossiers contenaient des exceptions... « C'est leur rôle d'être comme ça. C'est notre rôle de les contrer », explique avec calme Gérard Caudron.

Le tout est, en effet, pour les élus; de bénéficier d'un rapport de forces favorable. « Rien n'aurait été possible sans ce rapport de forces que nous avons créé dans les premiers mois de notre mandat », explique Jean-Michel Stievenard, premier adjoint. Elue en mars 1977, la nouvelle municipalité de gauche découvre une situation financière catastrophique. Sa « bataille du budget », elle l'engage immédiatement (voir « l'Unité » n° 251) et l'emporte grâce à un « chantage » : continuer la ville ou arrêter les travaux. La poursuite de la ville a été décidée après avoir obtenu des assurances financières sérieuses et la certitude de pouvoir intervenir sur le contenu des projets d'aménagement, ce qui n'était pas du tout le cas auparavant, l'Epale décidant seul. « Rien

CENTRALE DU VAZZIO: LES CORSES CONTRE E.D.F.

Une centrale électrique bien polluante dans une des plus belles baies du monde, c'était l'idée d'E.d.f. Les Corses ne sont pas d'accord. Le Président l'aura-t- il vu au cours de son voyage ?

DEPUIS que le ministre de l'Industrie a décidé de suspendre les travaux de construction de la centrale thermique du Vazzio, à 4 kilomètres d'Ajaccio, les milieux écologistes corses se montrent satisfaits. Cette première victoire est surtout un répit qui va peut-être permettre d'engager un véritable débat sur l'avenir énergétique de l'île.

Actuellement, la Corse est alimentée par quatre centrales hydrauliques qui produisent, ensemble, 60 MW et par trois centrales thermiques dont la puissance totale est de 100 MW. La centrale de Lucciana, au sud de Bastia, qui à elle seule représente une production potentielle de 88 MW (elle marche au fuel), ne fonctionne à plein qu'en hiver. Pour l'essentiel, la production d'électricité reste donc assurée, en Corse, par les barrages.

Les services d'E.d.f. font cependant remarquer que la consommation d'énergie augmente chaque année de 15 %, soit un doublement tous les cinq ans. Dans ces conditions, disent-ils, la fourniture d'électricité au moyen de centrales hydrauliques ne peut suffire, car l'irrégularité du régime hydrologique de l'île est considérable. Il faut donc pallier cette incertitude et assurer une production d'électricité suffisante en construisant une nouvelle centrale thermique.

Ainsi est née l'idée de construire l'ensemble du Vazzio, d'une puissance de 156 MW. Jusque-là, rien d'anormal ; seulement voilà : E.d.f. a cru pouvoir faire l'impasse sur l'indispensable dialogue avec la population. Elle a même regardé d'assez haut ce G.a.r.d.e. (Groupement d'Ajaccio et sa région pour la défense de l'environnement) qui venait lui poser quelques questions précises et gênantes. Mais le G.a.r.d.e. a tenu bon et la presse locale l'y a aidé : E.d.f. a dû lâcher du lest. Mais il était déjà trop tard. Trop tard, aussi, pour revenir sur les travaux d'infrastructures commencés un an... avant le lancement de l'enquête d'utilité publique, deux fois prolongée, et que les maires de la région ont demandé de reconduire une troisième fois. C'est que ce que l'on nomme déjà « l'affaire du Vazzio » pose deux problèmes cruciaux.

Le premier concerne l'aspect polluant de la centrale. Malgré les affirmations répétées d'E.d.f., il est à craindre que la faible hauteur de la cheminée (80 mètres au lieu de 150, à cause de la proximité de l'aéroport) et le phénomène d'« inversion des températures » pouvant provoquer, au-dessus d'Ajaccio, la concentration des rejets qui n'arrivent pas à se disperser, parce que les couches d'air supérieures, déjà réchauffées par le soleil et le manque de vent, s'opposent à leur dispersion, ne provoquent une pollution assez élevée, à base des rejets toxiques d'anhydride sulfureux. C'est toute l'économie d'une région, à la fois touristique et agricole, qui en souffrirait.

Le second problème porte sur les con-

→

ne se serait fait sans la volonté affirmée de reprendre le pouvoir », constate encore Jean-Michel Stievenard.

Ce rapport de forces est malheureusement fragile, et la bataille n'a été que provisoirement gagnée. « Le temps joue contre nous, explique Gérard Caudron. Plus on approche de la fin de la construction, plus nos moyens de pression s'affaiblissent. La menace à l'arrêt de la ville a marché, parce quun arrêt brutal aurait été insupportable pour les intérêts financiers en jeu. Mais notre pouvoir sur l'Etat va en décroissant avec la réalisation de la ville. »

Pour cette raison, la municipalité manifeste quelque impatience à voir se réaliser ses projets. Elle souhaite également tenir les délais qu'elle a fixés ou qui le lui ont été. « Il y va de notre crédibilité et de l'équilibre financier de la ville. » Certains habitants ressentent mal cette précipitation, accusant parfois la municipalité de vouloir bâcler la consultation... Dans une réunion de quartier, l'un d'eux a même parlé de « super-sprint ».

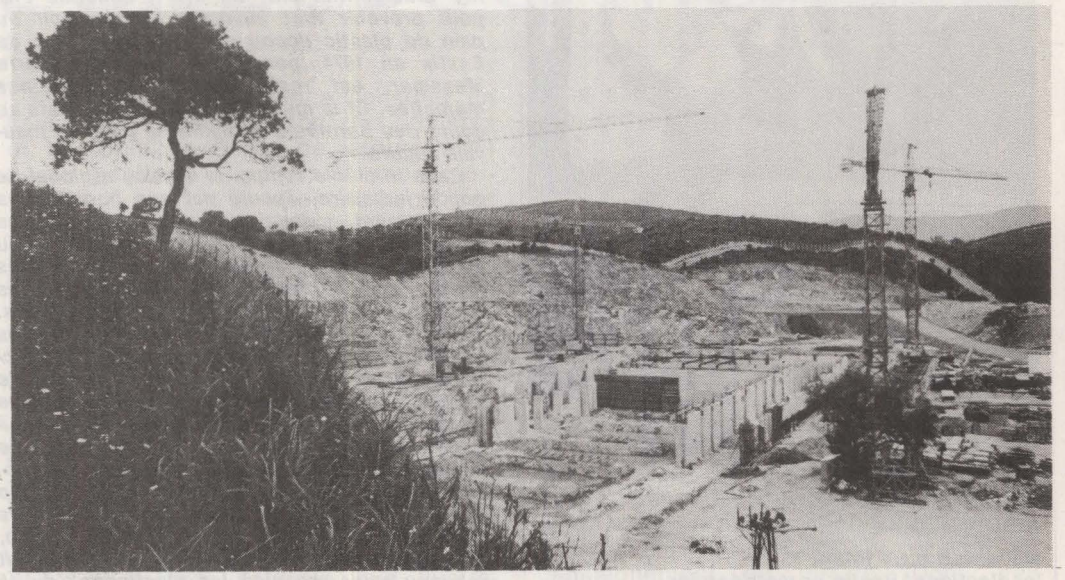
« En choisissant cette voie, nous avons pris le risque d'être contestés », raconte Jean-Michel Stievenard. Parfois, l'adjoint manifeste quelque amertume. « Ce que nous faisons n'est pas parfait, mais nous prenons des coups qui ne sont pas toujours justifiés. » Les habitants ne se défont, en effet, pas rapidement des habitudes de défiance. Et la municipalité, de son côté, ne parvient pas toujours à se démarquer suffisamment de l'Epale.

La situation politique au conseil municipal y est pour quelque chose. Depuis quelques mois, les communistes — qui y sont en minorité — développent une attitude oppositionnelle : ils jouent la carte des mécontents, contestant en public leurs collègues socialistes, intervenant dans les comités de défense qui s'opposent à la municipalité.

Il est encore une autre sorte d'opposition, celle des habitants des quartiers où il reste très peu à aménager, où presque tout a été fait ; et mal fait. Un habitant de Pont-de-Bois, par exemple, a refusé de participer aux réunions de quartier, se plaignant de n'avoir plus qu'à « décider de l'emplacement de la pâquerette ». Ce à quoi Jean-Michel Stievenard répond que même la pâquerette a son importance...

Les socialistes de Villeneuve-d'Ascq se sont lancés dans la concertation autour des chartes avec enthousiasme et détermination. L'enjeu en est en effet considérable. « Ou bien, dans cinq ans, nous serons une vraie ville, à laquelle ses habitants auront le sentiment d'appartenir, ou bien nos puissants voisins réveilleront leurs appétits..., prédit Gérard Caudron. Nous sommes condamnés à réussir ou à disparaître. »

FREDERIQUE DE GRAVELAINE



Le site du Vazzio.

tradictions de la politique énergétique engagée en Corse par le gouvernement. En février dernier, on s'est aperçu, en haut lieu, que la Corse, particulièrement ensoleillée, pouvait être déclarée « zone pilote » pour les recherches en énergie solaire.

On vient au débat de fond. Le G.a.r.d.e., pour sa part, a déjà ébauché une réponse. « Un plan, issu d'une véritable concertation, prendra en considération les ressources énergétiques propres de l'île et entraînera, à moyen et long terme, des solutions respectueuses du développement tant économique qu'écologique de l'île. » Exit la centrale du Vazzio ?...

La première leçon à tirer est claire : l'attitude constante des gouvernements de la Ve République à l'égard de la Corse. Décision unilatérale, refus du dialogue qui entraîne prise de conscience et mobilisation de la population, affrontement puis recul — tactique ou réel — du Pouvoir. En 1960, l'affaire de l'Argentella (1), le combat pour le maintien du chemin de fer en 1965, le refus du schéma d'aménagement qui prévoyait pour l'île un tourisme « baléarisé » (1971) ont déjà illustré ce scénario.

Mais la mobilisation contre la centrale du Vazzio intervient dans un contexte politique difficile. Au-delà de l'attentat commis par le Front de libération nationale de la Corse contre le siège d'E.d.f., attentat condamné par toutes les organisations syndicales et politiques de gauche, on ne peut oublier que la Corse s'est donné quatre députés R.p.r. en mars dernier. Cela ne l'empêche pas — bien au contraire — d'être secouée par une vague d'attentats quasi quotidiens : plus d'une centaine depuis le début de l'année. Situation paradoxale où le réflexe de peur devant la violence n'a fait qu'alimenter celle-ci.

Devant cet état de fait, les partis de droite, incapables de proposer une quelconque réforme régionale, se cramponnent à la prétendue « unité nationale menacée » et comptent sur la venue de Giscard pour redorer leurs blasons bien ternes. Ils refusent comme étant un « scandale » (dixit Michel Debré) le « droit à la différence » prôné dès 1974 par François Mitterrand.

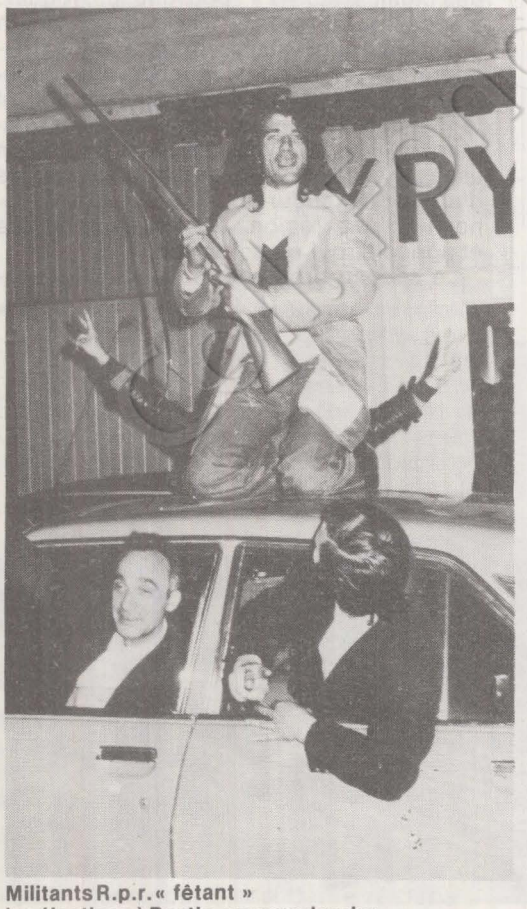
Devant ce blocage institutionnel de la situation, l'Union du peuple corse (autonomiste) bute sur la stratégie à adopter pour atteindre cette « autonomie » qu'elle n'a toujours pas définie avec précision, d'où sa perte d'influence et de crédibilité.

A gauche, le P.c. reprend à son compte le thème de l'« autogestion régionale » qu'il qualifiait encore, en juillet 1976, de « boursouflure verbale et d'idée fumeuse » quand le P.s. l'avait popularisé. Les radicaux, divisés entre Nord et Sud pendant leur congrès, tentent de se ressaisir après les mauvais résultats de mars. Et le P.s. ? Il est le seul à proposer une stratégie claire, fondée sur la proposition de loi portant statut particulier pour la Corse et sur celle portant décentralisation de l'Etat, confirmant ainsi une démarche particulièrement cohérente.

La fédération socialiste de la Haute-Corse vient aussi de lancer l'idée de nouveaux états généraux (les premiers s'étaient tenus en 1974 à l'initiative du P.s.), qui seraient préparés par une très profonde discussion à la base. Les résultats de ces assises pourraient servir de base à la contribution que les organisations locales entendent apporter au projet socialiste qui doit naître à l'automne.

DOMINIQUE ANTONI

(1) Le gouvernement a examiné à cette époque les possibilités de création d'un centre d'expérimentations nucléaires souterraines dans les mines désaffectées de l'Argentella, au sud de Calvi. Grâce à une intense mobilisation, le projet a échoué.



Militants R.p.r. « fêtant » les élections à Bastia, en mars dernier.

GISCARD ET SES "TOURISTES"

Prudent mais pas téméraire, Valéry Giscard d'Estaing, après avoir récemment annulé le voyage qu'il devait effectuer en Bretagne, a finalement maintenu sa visite en Corse, du 7 au 9 juin. Seulement, il s'est fait précéder dans l'île par près de deux mille « touristes » très particuliers. Une dizaine d'escadrons de gendarmes mobiles, une douzaine de compagnies de C.r.s., des dizaines d'inspecteurs de police et le service de sécurité présidentiel ont, en effet, quadrillé l'île pour prévenir tout incident. Le souvenir du pain de plastic découvert à la préfecture de Bastia en 1974, pendant la visite de Pierre Messmer, est resté gravé dans certaines mémoires. Et la multiplication des attentats au cours des dernières semaines a paru de mauvais augure.

Dans le même temps, le service régional de police judiciaire, épaulé par ses homologues du continent, s'est livré à une opération sans précédent contre les indépendantistes du Front de libération nationale de la Corse. Des armes, des explosifs, des mèches et des tracts ont été saisis au cours de perquisitions. De nombreuses personnes ont été entendues et près de trente interpellations ont été effectuées sur commission rogatoire de la Cour de sûreté de l'Etat. parmi les dix-neuf personnes gardées à vue à Bastia, et dont le transfert à Paris semblait imminent mardi dernier, se trouve Yves Stella. Arrêté le 1er juin, ce conseiller municipal de Morsiglia, village du cap Corse, est présenté comme l'un des leaders du F.l.n.c. De même que Jean-Paul Roesch, appréhendé le 2 juin à Paris et qui aurait reconnu avoir organisé les plasticages du 16 juillet dernier contre la sous-station S.n.c.f. d'Asnières et du 26 décembre contre la gare de Villepinte.

A également été arrêté — au palais de justice de Bastia — Me Vincent Stagnara, qui, avocat d'Edmond Simeoni, est connu pour ses sentiments autonomistes... ce qui prouve que la répression ne vise pas seulement les opinions indépendantistes.

L'identité de la plupart des autres personnes gardées à vue restait toujours inconnue à la veille de l'arrivée du président dans l'île. Non sans un certain scepticisme, les Corses se demandaient alors jusqu'à quel point ces actions auront suffi à démanteler le réseau clandestin du F.l.n.c. La poursuite des attentats les 4 et 5 juin indiquait d'ailleurs les limites du succès des policiers.

Craignant que Giscard d'Estaing ne vienne les mains trop vides pour apaiser le malaise croissant qui règne dans l'île, les quatre nouveaux députés R.p.r. de Corse lui ont adressé une lettre le 2 juin dont le contenu, insignifiant, a été rendu public dans une conférence de presse.

Sans illusion, les socialistes corses ont expliqué qu'ils n'attendent aucun résultat important de cette visite. « L'erreur à éviter, ont-ils expliqué, serait de développer la politique d'assistance au lieu de choisir résolument la carte d'un véritable développement économique créateur de richesses, d'emplois pour les jeunes et porteur de cette dignité humaine qui est encore aujourd'hui interdite aux Corses vivant dans l'île. »

J.-L. R.



SPORT: LE PARENT PAUVRE DE L'ÉDUCATION

L'éducation physique et sportive est devenue un luxe alors qu'elle devrait être une nécessité

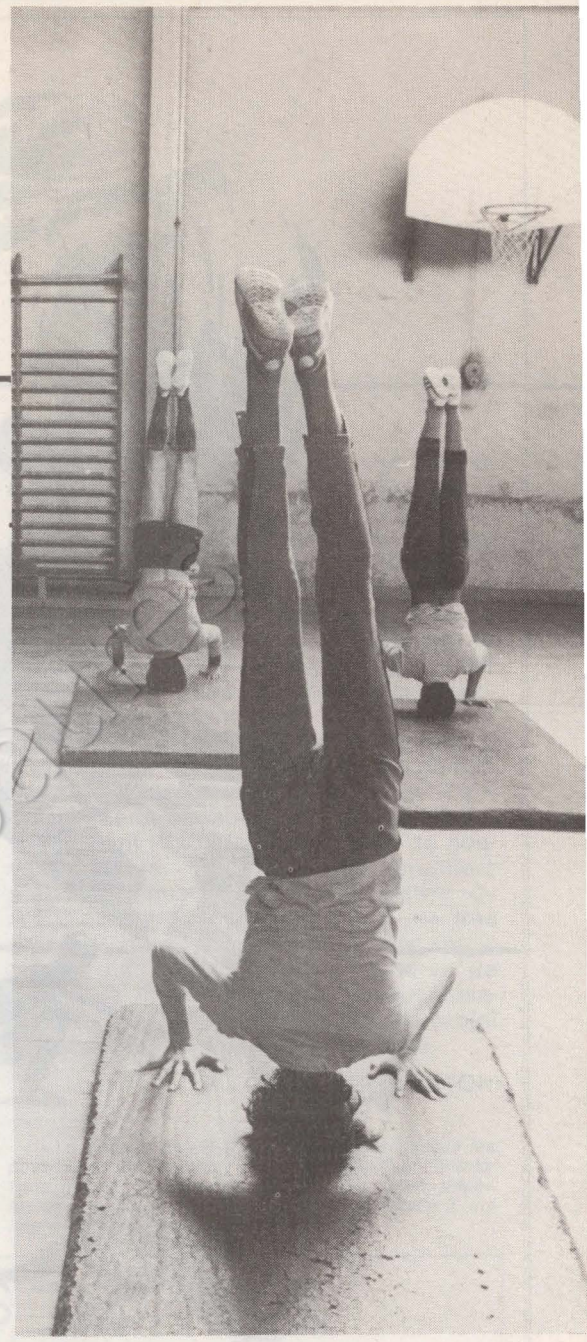
UN vendredi matin pluvieux, au C.e.s. des Essarts-le-Roi, dans les Yvelines. Trois classes, d'environ trente élèves chacune, sont réunies dans le hall d'entrée pour suivre le cours d'éducation physique. Ici, dans ces quelques mètres carrés, la seule gymnastique possible est la gymnastique au sol. Pour cela, quatre tapis sont disponibles. Quatre tapis pour un C.e.s. qui compte plus de cinq cent cinquante enfants. Il y a de quoi sourire !

Aux Essarts-le-Roi, on a construit un beau C.e.s., avec du gazon, des arbustes et, tout près, un théâtre de verdure, mais aucun gymnase, aucune installation sportive. Ce C.e.s. est un exemple parmi des centaines d'autres en France. A Paris, au lycée Lecourbe, onze classes n'ont pas eu de cours pendant une bonne partie de l'année : il n'y avait pas assez d'enseignants. Au lycée Joliot-Curie, à Aubagne, ce sont les 2es et les 1res qui ont été privées de « gym », faute de professeurs.

En France, l'éducation physique et sportive est devenue un luxe, alors qu'elle devrait être une nécessité. Selon le Snep (Syndicat national de l'éducation physique), cinq cent mille élèves du second degré ne pratiquent jamais l'éducation physique. Et la Fédération de parents d'élèves Lagarde souligne que quatre-vingts établissements n'ont pas dispensé une seule heure de gymnastique à une seule classe l'année dernière.

Pour dénoncer cette situation, aujourd'hui catastrophique, la Fédération de l'éducation nationale a organisé, pendant le mois de mai, et à l'occasion des championnats départementaux, des manifestations, rencontres et débats, dans l'ensemble du pays. Le 24 mai, des professeurs et professeurs adjoints ont exposé leurs problèmes devant les caméras de F.r. 3, au cours d'une « tribune libre » consacrée à la défense et à la promotion du sport scolaire et universitaire.

Les professeurs d'éducation physique en ont assez de travailler dans des conditions lamentables, assez de « bricoler », assez aussi d'être toujours pris pour des enseignants de l'inutile. Ils veulent un enseignement de qualité. Donc des →



→

moyens : des gymnases, des terrains de jeux, du matériel, des vestiaires et des douches. Mais aussi des créations de postes.

Parce que l'administration refusait de lui fournir toute information, le Snep a lancé cette année une enquête dans la capitale, pour connaître la situation réelle des équipements sportifs des établissements publics. Le bilan, qui porte sur cent huit établissements, est dramatique : 7 % seulement ont plus d'un gymnase, 15 % ne disposent que d'un seul gymnase et souvent du type le plus petit, tandis que 78 % n'ont rien du tout ou des locaux qui n'ont pas été conçus pour une éducation physique sportive moderne — des cours plantées d'arbres, des préaux, parfois même des réfectoires, des salles toujours trop basses, exiguës, en forme de couloir.

Les « reçus-collés » attendent des postes

Par ailleurs, dans l'ensemble de la France, sur les sept mille deux cents lycées et collèges, un peu plus de quatre mille comprennent un gymnase. Mais, pour un établissement sur deux, cette installation sportive est déficiente. Le ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs affirme, quant à lui, qu'il existe quelque douze mille gymnases, puisqu'il fait entrer dans ses calculs « tout ce qui est utilisé pour le sport et qui a un toit ».

Professeurs et élèves en sont donc réduits à s'entasser dans des halls d'entrée, au mépris des règles élémentaires d'hygiène, de sécurité et de santé, à jouer au football, à sauter ou lancer le poids sur des terrains qui ne sont parfois que des vestiges de plaine de jeux, de sautoir ou d'aire de lancer de poids. En outre, le manque de crédits de fonctionnement empêche l'achat et l'entretien du matériel et porte atteinte, bien sûr, à la qualité de l'enseignement.

Si les installations sont inexistantes ou déficientes, les professeurs, eux, sont depuis de nombreuses années en nombre insuffisant. Dans les Yvelines, par exemple, où des enseignants concernés ont mené l'enquête, il y a 380 professeurs pour plus de 89 000 élèves. Résultat : 369 classes, soit 9 500 élèves, ne reçoivent aucun enseignement, et 45 % des établissements ont une moyenne horaire hebdomadaire inférieure ou égale à deux heures. Il faudrait plus de cinq cents professeurs pour assurer l'horaire obligatoire prévu par les textes officiels de 1967, c'est-à-dire cinq heures. Cent pour assurer les trois heures obligatoires depuis la circulaire Haby de juillet 1977 dans le premier cycle. Au C.e.s. des Essarts-le-Roi, pour faire face à cette obligation, quatre professeurs sont nécessaires. Le C.e.s. n'a pourtant que deux enseignants. Malgré l'urgence des besoins dans ce département, quinze créations de poste sont prévues pour la rentrée !

Parmi les actions prioritaires du VIIe Plan, cinq mille postes devaient être implantés dans le second degré pour la période 1975-1980. Or, sur 900 postes décidés au budget de 1976, 600 ont été affectés. Sur 652 en 1977, 300 seulement l'ont été. Cette année, l'action menée par les syndicats, les enseignants et les parents s'est traduite par la création d'un millier de postes. Mais, en fait, à la rentrée de 1978, si la circulaire Haby est appliquée, ce sont quatre mille enseignants qui devraient entrer en fonctions.

Pendant ce temps, plus de deux mille étudiants en éducation physique, diplômés après quatre années d'études, se voient voués au chômage par le refus du gouvernement de créer des emplois. Ce sont les fameux « reçus-collés ». Cinq cent mille élèves n'ont pas d'éducation physique faute de professeurs ; mais, eux, ils attendent toujours.

Pour une « réhabilitation »

Face à la réalité catastrophique de l'éducation physique en France, le budget du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs diminue d'année en année. Il était, pour l'année 1978, de 6,74 % du budget de l'État, contre 7,10 % en 1977. Au cours de la campagne électorale, Jean-Pierre Soisson, comme d'ailleurs tous les porte-parole de la majorité, a reconnu

Le sport optionnel : une formule qui tourne rond

« A Vendôme, j'ai même rencontré des profs de gym heureux » Ainsi pourrait-on dire, après une journée passée là-bas.

Depuis douze ans, en effet, des enseignants passionnés par leur métier ont rodé une formule qui « tourne rond », mais qui demande une organisation rigoureuse et un optimisme à toute épreuve.

Il s'agit du sport optionnel, destiné aux élèves de la troisième à la terminale.

Deux heures de sport, choisi par l'élève, gratuit, obligatoire car inscrit à l'emploi du temps, qui viennent s'ajouter aux deux heures hebdomadaires d'éducation physique et sportive.

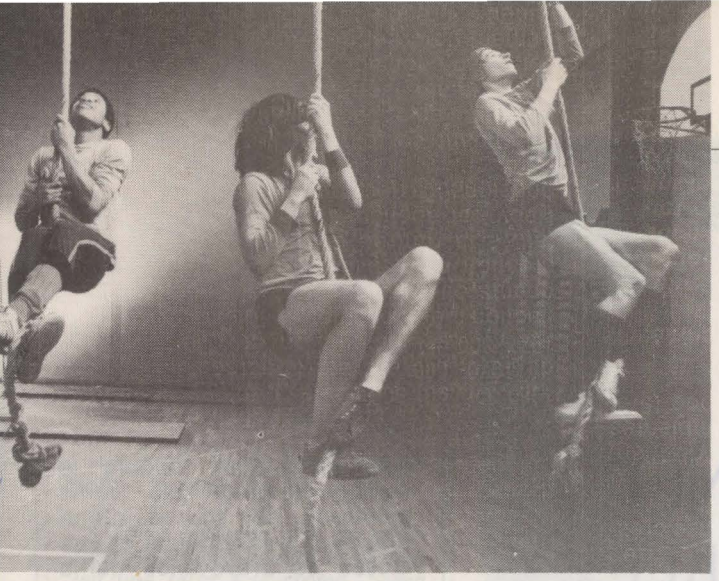
Tous les établissements scolaires sont concernés : le C.e.t. le lycée, les deux C.e.s. et le lycée agricole.

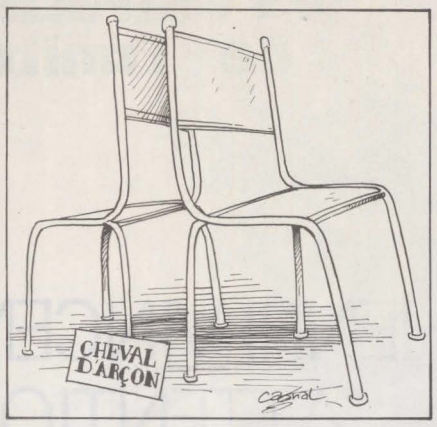
Ainsi, quelque 1 700 élèves, à Vendôme, pratiquent une vingtaine de disciplines collectives ou individuelles : football — au masculin mais aussi au féminin —, danse, canoë, escrime, tennis, etc.

Un planning impressionnant court sur le mur du bureau de Michel Boutaric, professeur d'éducation physique au C.e.t. et « inventeur » de la formule. Il a dû, pour réussir, obtenir dans un premier stade que les chefs d'établissement coordonnent leurs emplois du temps, afin de libérer la tranche allant de 16 à 18 heures. Convaincre ensuite la municipalité de réserver à ces heures-là, du lundi au vendredi, toutes ses installations au profit du sport optionnel. Quant aux enseignants, ils se regroupent en un collectif pédagogique, mettent leurs heures dans le pot commun et deviennent, en quelque sorte, polyvalents.

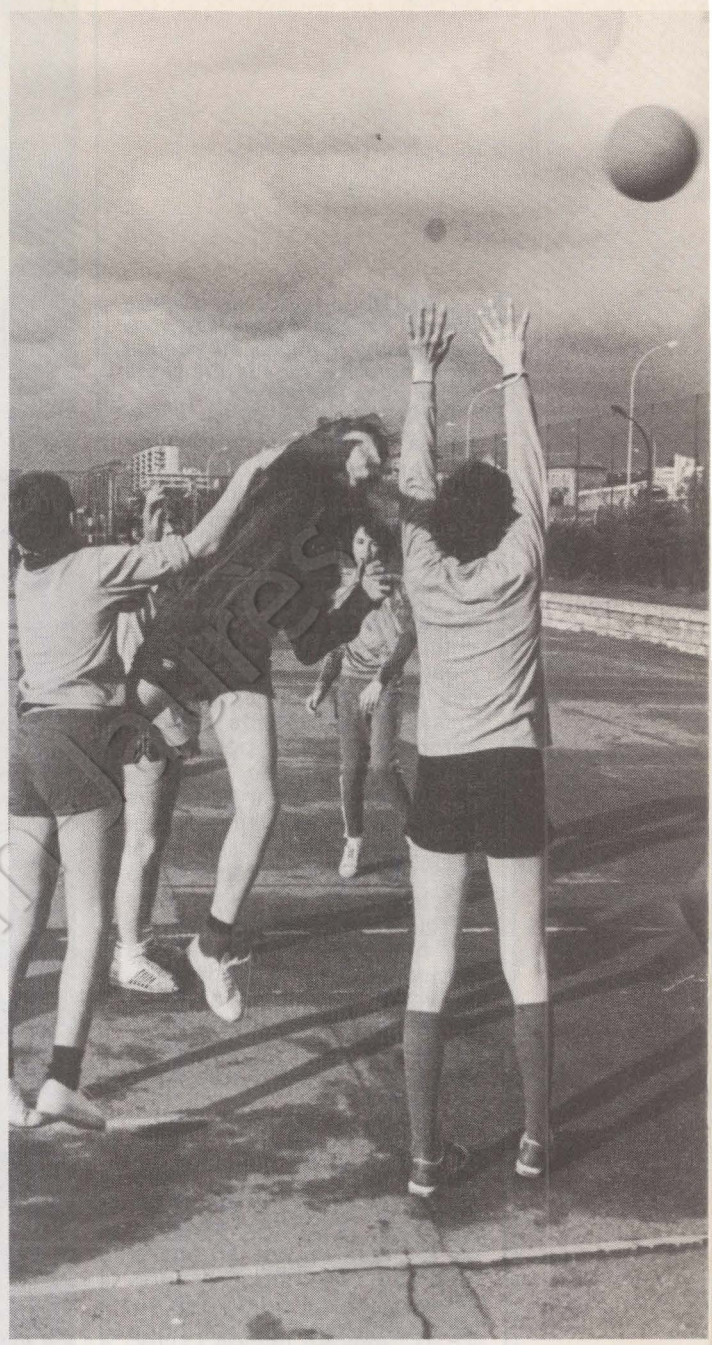
Enseignants, parents d'élèves, élèves eux-mêmes, apprécient cette organisation. Le ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs aussi, qui débloque à cet effet de nouveaux crédits.

Les syndicats, eux, pensent que c'est un bon moyen de faire oublier les cinq heures obligatoires de sport à l'école.









l'insuffisance des crédits de postes et du budget de la Jeunesse et des Sports. Il a proposé que deux mille postes supplémentaires soient créés en septembre et que le budget atteigne au moins 7 % du budget de l'État. Tiendra-t-il ses promesses ? Le ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, interrogé, ne sait encore rien !

En attendant, les enseignants exposent leurs revendications, légitimes. Ce qu'ils veulent : le rétablissement de la règle des cinq heures et le refus des réductions d'horaire de la réforme Haby ; la création d'au moins trois mille postes nouveaux pour la rentrée de 1978 et le doublement des crédits d'enseignement ; un plan de rattrapage d'équipement et l'interdiction de construire un établissement neuf sans installations sportives.

Mais ce qu'ils demandent avant toute chose, c'est leur intégration au ministère de l'Éducation. Les « profs de gym » refusent d'être les parents pauvres de l'enseignement, la « cinquième roue du carrosse ». Ils souhaitent devenir des enseignants à part entière et, de ce fait, ne plus dépendre d'un ministère qui ne soit pas concerné par l'éducation nationale, comme celui de la Défense, de la Santé, de la Qualité de la vie, ou de la Jeunesse et des Sports, auxquels ils ont appartenu au cours de ces dernières années. Le Parti socialiste a déjà depuis longtemps fait sienne cette revendication, et cela a été rappelé dans les « Propositions socialistes pour une politique sportive ».

« Nous serons toujours en retard par rapport aux besoins », dit-on avec fatalisme au ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. Aussi, l'action menée par les enseignants et les parents d'élèves pour la « réhabilitation » du sport à l'école risque bien de ne pas aboutir avant longtemps. Il faudrait, pour cela, changer aussi les mentalités.

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

La « gym » dans une école de campagne

Un village de Seine-et-Marne, non loin de Paris et cependant rural. L'école comprend une maternelle et une classe unique. La directrice, Madame V, raconte :

« Nous n'avons reçu aucune formation pour l'éducation physique. On nous indique quelques mouvements ; à nous ensuite de nous débrouiller ! Quant au matériel, il dépend du bon vouloir de la municipalité. Heureusement, ici, ce n'est pas trop mal. Même la maternelle dispose de tapis pour les enfants, ce qui n'est pas le cas partout... »

Madame V. ajoute qu'elle n'a pas été remplacée pour la « gym » l'an dernier, alors qu'elle était enceinte !

Interrogé sur les prévisions concernant l'éducation physique en maternelle et dans le primaire, le ministère répond qu'il a « en projet la mise en place d'un certain nombre d'éléments d'action dans des directions différentes ». Poussé dans ses retranchements (« Oui ; mais, concrètement, ça veut dire quoi ? »), l'interlocuteur parle de publication de nouveaux textes, de programmation, de formation systématique pour les instituteurs. « Quand, tout cela ? — Ah ! vous savez, l'insuffisance de moyens... Et puis tout de même, l'instituteur est appuyé par le conseiller pédagogique de circonscription ».

Madame V. ne l'a pas rencontré souvent, son conseiller pédagogique. Même s'il déborde de bonne volonté. Il en est prévu un pour cent instituteurs ; ce qui, déjà, n'est pas beaucoup. Il en existe, en fait, un pour quatre cents.

les entretiens de « l'unité »

HENRI VINCENOT : "ATTENTION ! CERTAINES DE NOS RACINES ONT ETE COUPEES, ELLES VONT NOUS MANQUER"

L'UNITE. — C'est d'abord comme écrivain du rail que vous avez touché le public, au moment de la diffusion de « la Princesse du rail » à la télévision...

HENRI VINCENOT. — C'est tout à fait logique. Dans ma vie personnelle, le chemin de fer a tenu une grande place. Dès mon enfance. Mon grand-père avait d'abord été ouvrier dans les ateliers du chemin de fer, puis chauffeur, puis mécanicien de locomotive, enfin mécanicien grande-roue, c'est-à-dire qu'il était l'une de ces gueules noires qui conduisaient les grands rapides européens. Mon père avait commencé comme dessinateur et avait fini par tracer les voies. Leur vie avait de quoi faire rêver un gosse. J'ai rêvé. Je suis moi-même entré au chemin de fer. Je me suis retrouvé à « la Vie du rail ». Ce qui m'a donné accès à une documentation considérable, qui venait enrichir les archives et les souvenirs familiaux. Ce qui m'a permis de concevoir très vite le projet d'une série ferroviaire.

Les deux premiers ouvrages de la série, « la Pie saoule » et « les Chevaliers du chaudron », m'ont servi de matériau pour « la Princesse du rail ». C'est, un peu arrangée, l'histoire de mon arrière-grand-père, qui quitta son village perché sur les monts de Bourgogne pour participer à la construction des premières voies ferrées. A travers lui sont racontées les aventures et les mésaventures de ces constructeurs : lutte contre les gens des fleuves et des canaux, bagarres à poings nus, incendies de chantier, etc. Et aussi la naissance du syndicalisme cheminot, vécue par un homme de la base. Et les grèves, bien sûr. Car les cheminots, comme les mineurs, n'ont jamais été des gars dociles. Le syndicalisme est une part importante de la vie des cheminots. C'est pourquoi on assiste, dans « les Chevaliers du chaudron », au premier congrès de la C.g.t. à Londres...

Il faut comprendre que la naissance des réseaux de chemin de fer a créé une gigantesque corporation qui a bientôt réuni 400 000 personnes. Ayant tous les mêmes intérêts, ils se sont serré les coudes et ont obtenu peu à peu des avantages sociaux exemplaires. Ce sont les cheminots qui, les premiers, ont inventé les sociétés de secours mutuel, obtenu le remboursement des soins médicaux, des bourses d'études pour leurs enfants et une caisse de prévoyance qui a été un modèle pour la Sécurité sociale. Certaines de ces mesures datent de 1850. Elles n'ont progressivement été étendues aux autres catégories d'ouvriers qu'à partir de 1936. Et, dans certains cas, les cheminots ont encore quelques bonnes coudées d'avance, Par exemple, depuis 1951. Ils partent en retraite à cinquante ans, pour les actifs, et à cinquante-deux ans, pour les sédentaires. Une autre mesure qui pourrait faire le bonheur de toutes les professions : les cheminots ont une caisse autonome de retraite qu'ils alimentent et gèrent eux-mêmes. Je me suis toujours demandé pourquoi ce système n'était pas généralisé à tout le pays... D'autant que l'Etat l'apprécie, puisqu'il lui est arrivé de se servir dans notre caisse quand il manquait de trésorerie ! Je reconnais pourtant qu'il y a un problème : avec la mécanisation il y aura bientôt moins de cheminots actifs que de retraités. Nous voilà déjà devant le progrès pris à son propre piège.

Je vais continuer à faire paraître ma série ferroviaire. Mais, bizarrement, le quatrième volume sortira avant le premier, parce que les Editions Hachette me l'ont réclamé. Il s'appellera sans doute « les Mémoires d'un enfant du rail ». Il portera sur la période allant de 1914 à 1946, c'est-à-dire jusqu'à la nationalisation des réseaux donnant naissance à la S.n.c.f. et jusqu'au début de l'électrification. Ce sera le roman de ma génération, et le cheminot-héros me ressemblera sans doute un peu. Il s'agira des Mémoires imaginaires d'un cheminot, mais écrites sur des bases réelles. Et il y aura des épisodes aussi dramatiques que dans les premiers livres. Car, pour nombre de cheminots, l'électrification a été un drame. Pour les mécaniciens surtout : ces hommes du fer et du feu, d'origine modeste, n'ayant pas toujours le certificat d'études, ont dû se reconvertir en électriciens. Cela s'est soldé par beaucoup de suicides, de lents suicides par l'alcoolisme la plupart du temps. Il faut comprendre :

Il dit volontiers : « Je vis en Bourgogne comme on y vivait au XIIe siècle. » Son œil brille. Il guette l'effet produit chez son interlocuteur, en souriant. Il ne manie la provocation qu'avec gentillesse. Sa moustache avoue tout : une broussaille complice. Car Henri Vincenot n'a rien d'un donneur de leçons. Il est simplement fier d'être bourguignon : c'est un refrain connu, mais qu'il fredonne à sa manière. Avec une verve très personnelle.

Au fond de lui-même, Vincenot est manifestement déchiré par le double héritage qui est le sien : de son arrière-grand-père maternel, qui fut bourrelier à Commarin, petit village bourguignon, il a reçu le goût du terroir et des plaisirs campagnards ; de son arrière-grand-père paternel, ferronnier-ferrant devenu constructeur de voies ferrées, il a attrapé la passion du rail. Le train a sonné la charge du progrès et participé activement à la désertion des campagnes. Nous sommes tous plus ou moins dans son cas : nous avons presque tous des aïeux paysans et nous sommes en majorité devenus des citadins. La ville nous a attrapés sans nous demander notre avis. Et, dans la plupart des cas, nous nous en accommodons. Pas Henri Vincenot.

Certes, il a fait H.e.c. Certes, il a quitté sa Bourgogne natale pour entrer au P.l.m. Puis il est devenu journaliste à « la Vie du rail ». Mais il n'a pas attrapé le virus parisien pour autant. Et, dès qu'il a été en retraite, il est retourné vivre dans la maison ancestrale des bourreliers de Commarin. Son œuvre d'écrivain, pour l'essentiel, reflète cette vie écartelée : d'un côté, « la Pie saoule » et « les Chevaliers du chaudron » (1) constituent le début d'une épopée du chemin de fer, que complète « la Vie quotidienne dans les chemins de fer au XXe siècle » (Hachette) ; de l'autre, « la Vie quotidienne des paysans bourguignons au temps de Lamartine » (hachette), « le Pape des escargots » (Denoël) et « la Billebaude » (Denoël), qui vient de paraître, renvoient à la Bourgogne.

En 1969, il a adapté lui-même son épopée ferroviaire, pour en faire un feuilleton télévisé que réalisa Henri Spade : « la Princesse du rail ». Ce fut son premier grand succès populaire. En 1978, il y a quinze jours, il a fait un retour remarqué au petit écran, à l'émission Apostrophes... pour son ouvrage bourguignon « la Billebaude ». Et « le Pape des escargots » est en préparation pour la télévision. Même ses livres pour enfants avouent la double veine de son travail d'écrivain : chez Nathan il a fait paraître « le Chef de gare » et « le Boulanger ». Finalement, il n'a pas choisi : il est cheminot et bourguignon. Ce qui nous vaut une œuvre assez unique et un personnage haut en couleur.

En des temps où la « qualité de la vie » est à l'ordre du jour (« Pas trop tôt ! », dirait-il), l'écrivain Henri Vincenot nous interpelle : le progrès n'a peut-être pas toutes les vertus... Nous devrions peut-être rapprendre l'art de vivre de nos ancêtres... Récupérer une part d'héritage oubliée n'est peut-être pas aussi passéiste qu'on voudrait nous le faire croire...

J.-P. L.

(1) Parus respectivement en 1956 et 1958, ces deux livres ont récemment été réédités chez Denoël, dans la collection « Relire ».

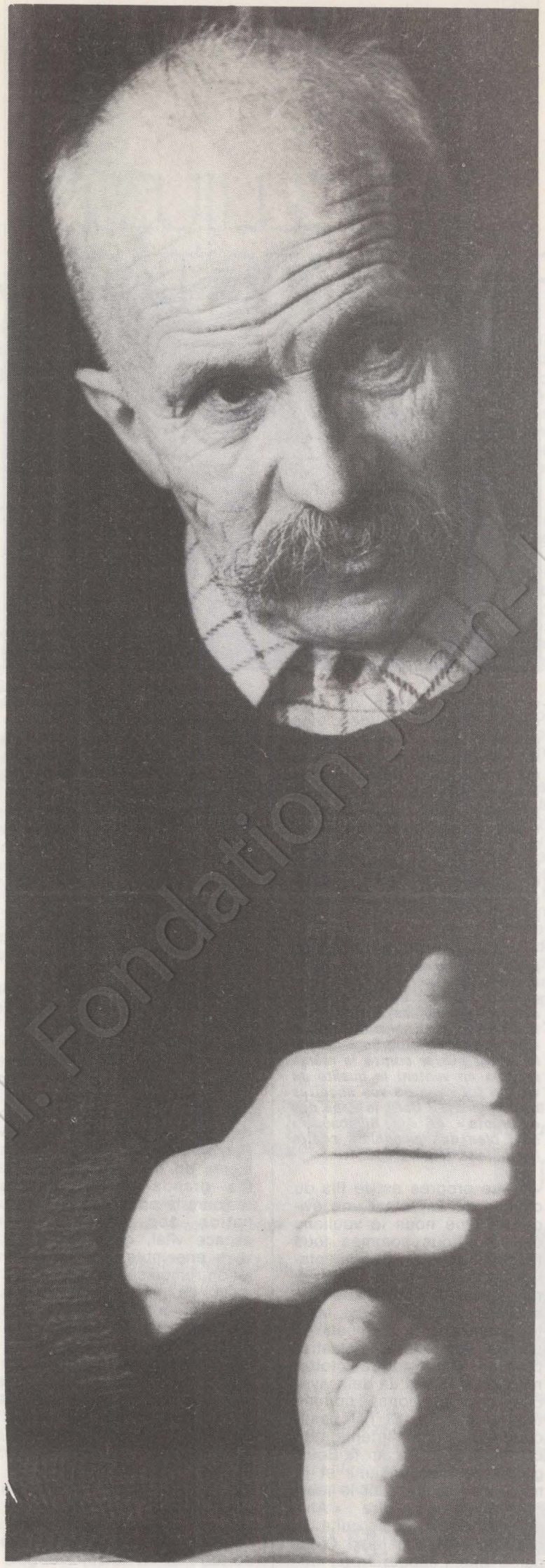
l'électricité a tué en partie la poésie du rail.

— On a souvent parlé de cette «poésie du rail ». On en a un peu fait une tarte à la crème. Selon vous, de quoi s'agissait-il ou s'agit-il encore ?

— Le chemin de fer, d'entrée, a fasciné. Les impressionnistes ont peint beaucoup de trains et gares. On était alors en plein romantisme du progrès industriel. On a parlé du « panache de fumée », du « cheval d'acier ». Et les cheminots ont eux-mêmes activement participé à l'élaboration de cette mythologie. Ils parlaient volontiers de leur locomotive comme d'un animal doué d'une force prodigieuse. Ils y ajoutaient un côté sensuel : ils comparaient leur loco à une femme, ils disaient « elle » et lui donnaient un prénom féminin : Margot, par exemple. Grillés par la chaleur du foyer, gelés par le vent et la vitesse, ils n'en personnifiaient pas moins leur machine. Dans la locomotive à vapeur, ils voyaient presque un humain qui halète, qui peine, qui pousse des soupirs, qui a chaud, qui a froid, qui fait des caprices... Avec les machines électriques, le charme est tombé.

Mais la mentalité des cheminots en est à jamais marquée : leur outil de travail est sacré pour eux, ils y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux. Il y a même là comme une forme d'esclavage. Globalement, avec des nuances, les cheminots ont toujours été socialistes et ont toujours clairement signifié dans leur vie syndicale qu'ils ne céderaient devant aucun patron ; mais, paradoxalement, ils se sont donnés pieds et poings liés à leurs machines.

J'en cite dans « la Billebaude » un cas saisissant. Celui de mon grand-père. Au moment de la Commune, il était soldat, cantonné à Versailles et donc versaillais malgré lui. Son cœur était avec les communards, et il aurait facilement fraternisé avec eux. Mais son enthousiasme est tombé le jour où il a vu, dans un dépôt, les communards détruire les organes vitaux d'une locomotive. Des années après, il disait encore : « J'étais vraiment de leur côté ; mais, en cassant cette machine, ils ont fait dans mes bottes »...



— Vous auriez pu être autre chose que cheminot ?

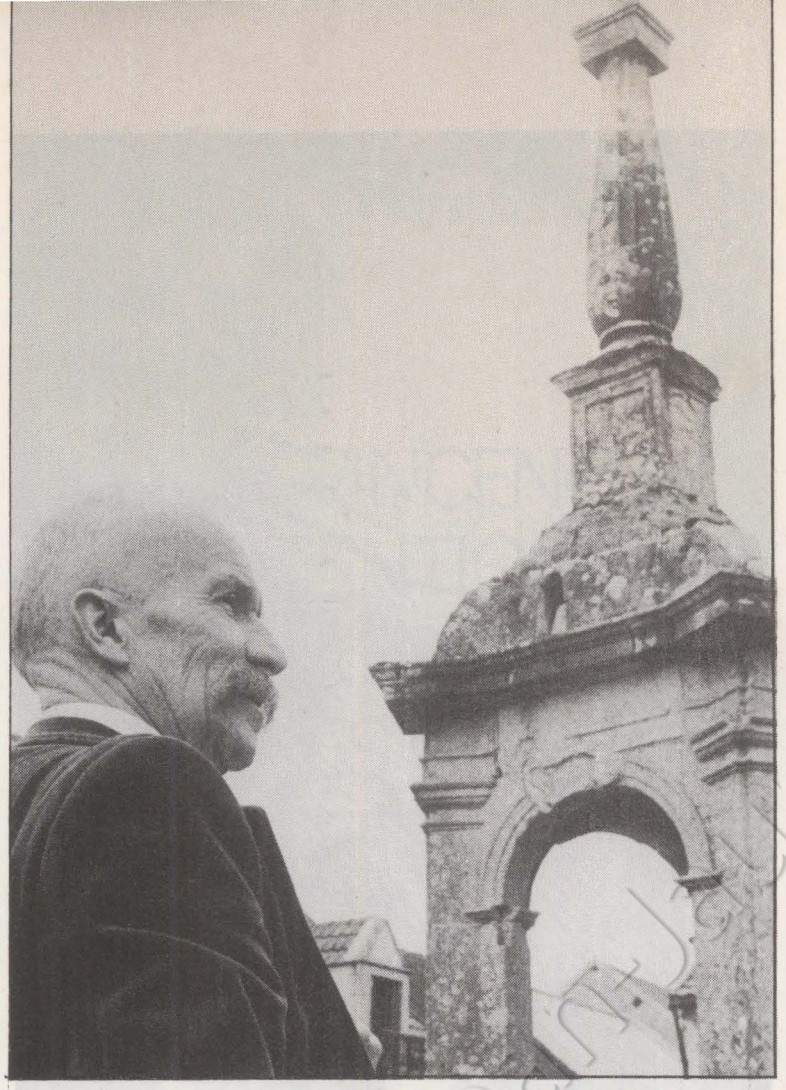
— Du temps de ma jeunesse, les enfants de cheminots devenaient eux-mêmes cheminots. C'était une tradition. Elle avait sa loi : le fils entrait au chemin de fer par une plus grande porte que son père. Généralement, le père commençait comme homme d'équipe, ou poseur, ou gratte-tube (il sortait des centaines de kilos de tartre), c'est-à-dire manœuvre. Le fils, lui, devenait ouvrier spécialisé dans les ateliers et finissait chauffeur ou mécanicien. Et le petit-fils entrait dans les bureaux. C'est ce qui s'est passé dans ma famille. Mon grand-père, mécanicien, a dit à mon père : « Je fais un beau métier sur ma loco. Mais, regarde, je suis emphysémateux, je souffre d'artériosclérose... Ne fais pas comme moi. Entre dans les bureaux. » A l'appui de son argumentation, il y avait le cas d'un ancêtre, devenu cheminot, qui était mort à soixante-treize ans. Ma grand-mère disait : « Ce pauvre Alexandre nous a quittés à la fleur de l'âge. » Car dans la famille on ne meurt jamais avant quatre-vingt-dix ans. La longévité est telle que dans mon enfance j'ai connu onze de mes aïeux ! Certains avaient vécu sous l'Ancien Régime...

Mon père était donc entré dans les bureaux, devenu un « mossieu ». Il a voulu que je sois ingénieur. Il n'y avait pas d'orientation scolaire. J'ai fait H.e.c. un peu par hasard, parce qu'un copain m'en avait parlé. Et je suis entré au chemin de fer. C'était mon destin.

— Mais, en devenant journaliste à « la Vie du rail », vous êtes devenu un cheminot un peu particulier, presque un écrivain déjà...

— J'ai d'abord été versé dans la branche commerciale du réseau : gares, vente des billets, commercialisation du kilomètre, etc. Cela me déplaisait souverainement. Je m'intéressais à d'autres choses. J'écrivais pour moi, sans rien montrer à personne. Alors que j'étais affecté à la gare de Louans, en Saône-et-Loire, je suis allé dans les fermes de la Bresse pour voir comment étaient élevées et préparées ces volailles dont on expédiait deux trains chaque jour. J'ai pris seul l'initiative de faire mon petit journaliste. j'ai illustré mon reportage de quelques dessins et

→



→ je l'ai expédié au bulletin paroissial du chemin de fer de l'époque : « Notre métier ». C'était un peu la bafouille du singe, où le directeur général présentait chaque année ses vœux accompagnés de recommandations très paternelles...

Je ne m'attendais pas aux retombées. Un beau jour, Roger Ferlet, écrivain et ingénieur au chemin de fer, m'a convoqué pour me dire : « On m'a chargé de rénover le bulletin. Je veux en faire un magazine indépendant, qui puisse vivre de ses ventes. Il servira à la fois pour la formation technique des cheminots et pour l'information du public. Il montrera la peine des hommes. Votre article sur la volaille de Bresse prouve que vous pourriez être un excellent journaliste. Venez donc travailler avec moi. » C'est ainsi que je suis entré à « la Vie du rail », où je suis resté jusqu'à ma retraite.

— Mais comment êtes-vous devenu vraiment écrivain ?

— Au collège déjà, pendant les heures de mathématiques, j'écrivais des romans. A quinze ans, j'écrivais à la manière de Dickens. A seize ans, je copiais Erckmann-Chatrian. Avant, à six ans, j'avais inventé mon théâtre, mes décors, mes personnages ; j'écrivais mes pièces et je les jouais devant mes copines ou leurs poupées. Jusqu'à l'âge de quarante ans, j'ai continué, alternant pièces et romans. J'ai fini par parler de mes pièces à des collègues... Il existait une troupe de théâtre amateur de cheminot, l'Equipe (elle existe encore). Ils se sont dit : « Il faudrait innover, créer une pièce écrite par quelqu'un de chez nous. » Mon nom a été prononcé. Je leur ai proposé de leur lire deux ou trois pièces. Ils m'ont arrêté à la fin de la première. Ils l'ont montée. C'était une pièce sur Jésus — pas le fils de Dieu, mais l'homme du peuple, le juste. Le spectacle a obtenu le premier prix du concours du Théâtre universitaire et aussi celui du concours des Jeunes Compagnies. Dans le jury d'un des concours, il y avait notamment Gabriel Marcel et Jean-Louis Bory. Ils sont venus, à la fin de la représentation, féliciter la troupe et ont demandé à voir l'auteur. Ils m'ont dit : « Vous devez bien avoir quelques manuscrits dans vos tiroirs, envoyez-nous-en un ou deux. » J'en avais une pleine armoire. J'ai envoyé « Je fus un saint », que je considérais comme à peu près achevé. Robert Kanters m'a bientôt prévenu que mon contrat n'attendait plus que ma signature chez Julliard. Pour des raisons personnelles, Kanters est passé chez Denoël. Je l'ai suivi et j'ai signé pour sept livres...

— A l'heure actuelle, vous avez publié une quinzaine d'ouvrages. Le chemin de fer y tient une grande place. La Bourgogne aussi. N'est-ce pas un peu contradictoire ? Pouvez-vous à la fois faire l'éloge du progrès à travers le rail et pester contre le même progrès en vantant la qualité de vie qui fut celle de vos ancêtres bourguignons ? Car « le Pape des escargots » et « la Billebaude » sont bien des pamphlets contre les méfaits du progrès...

— Le progrès est le fils du chemin de fer, c'est une évidence. Que nous le voulions ou non, nous sommes tous fils de cheminots. Sentimentalement, je ne saurais renier le rail, Il a eu des conséquences sociales positives, aussi. Mais le progrès qu'il a amené a parfois des allures catastrophiques. C'est contradictoire, mais c'est la vie. Je dois vivre ces contradictions, comme tout le monde. Si j'ai beaucoup écrit, si j'ai l'intention de continuer à écrire sur la Bourgogne de mes anciens et le mode de vie qui était le leur, ce n'est pas pour dire : « Ah ! de mon temps... », ce qui a un côté tout à fait gâteux. C'est parce que j'écoute trop souvent : « Oh ! aujourd'hui, tout est tellement merveilleux... » Là, je dis : doucement les basses ! Quelques merveilles ont quand même été oubliées en route !

Nos anciens savaient vivre. Et bien vivre, même dans la pauvreté. Leur façon de vivre était pratiquement un art. Ils savaient faire joie de tout. Quoi qu'on puisse en dire, ils possédaient une science du confort. Leurs costumes (les grand-mères mettaient trois jupons et de longues jupes chaudes), le bois (ils le cueillaient et les forêts étaient entretenues), l'âtre, le fourneau, les chaufferettes, la literie, le tout parfaitement adapté, en attestent.

Les maisons étaient grandes aussi : les vieux pouvaient vivre avec les jeunes. Personne ne parlait de « problème du troisième âge ». Et les grands-parents étaient toujours là pour aider à l'éducation des enfants. Cet espace vital, cette façon de vivre ensemble, par quoi les a-t-on remplacés ? Par rien. Et c'est ce qui commence à manquer à tout le monde. Quand on m'a demandé d'écrire « la Vie quotidienne des paysans bourguignons au temps de Lamartine », je me suis dit : « Ça va ennuyer, c'est d'une banalité... » Eh bien, les lecteurs se sont jetés sur le livre et m'ont écrit : « Comme c'est original ! » Les gens ne savent effectivement plus rien de ce qui est vital. Ils crèveraient entre un champ de pommes de terre et un champ de haricots ! Ils ne savent même plus le geste le plus primitif : allumer un feu.

Et, quand je dis cela, je ne vise pas seulement les citadins. Les campagnards ne savent plus choisir le bois qui convient pour tel ou tel usage : l'épine blanche pour faire durer, le frêne ou l'acacia pour avoir de la flamme, le chêne pour avoir de la braise. Plus personne n'utilise le droit d'affouage, c'est-à-dire la répartition des bois communaux. Chaque famille d'une commune peut profiter annuellement d'un lot. A Commarin, sur tout le village, nous ne sommes plus que deux à payer la modique somme de trois francs pour ramasser notre bois. Les autres préfèrent être à la merci des restrictions de fuel...

Je ne parlerai même pas de gastronomie : avec une betterave et un hareng-saur, on faisait cuire un plat de luxe dans la chambre à four ; en gardant les vaches, on se faisait un lièvre à la royale au milieu des prés ; avec quelques œufs, des escargots et des orties, on composait une omelette de rêve. Ce n'est pas être nostalgique que regretter de ne plus voir ces agapes à la portée de tous. Ce n'est pas être chauvin que de dire que cela se passait en Bourgogne. Parce que je sais que dans les autres provinces on savait vivre avec le même plaisir.

C'est pour cela que j'écris mes « livres bourguignons », pour dire aux gens : « Voilà ce que vous avez perdu. Réveillez-vous ! Il peut être encore temps de sauver l'essentiel. » En écrivant « la Billebaude », je n'ai pas voulu faire de « bourguignonnisme » ; j'ai seulement voulu, à travers le cas de cette province que je connais et que j'aime, dire : « Attention ! Certaines de nos racines ont été coupées. Elles vont nous manquer. Et si nous nous en apercevons trop tard, ce sera irréversible. »

— Au fait, la billebaude, qu'est-ce que cela signifie ?

— Chasser à la billebaude, cela veut dire entrer dans un bois au hasard sans avoir vu de traces de gibier. Par extension, billebauder, c'est vivre librement, sans contraintes. Sans les contraintes que nous impose le progrès, par exemple.

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

FEUILLETON: UN PLAT RECHAUFFE

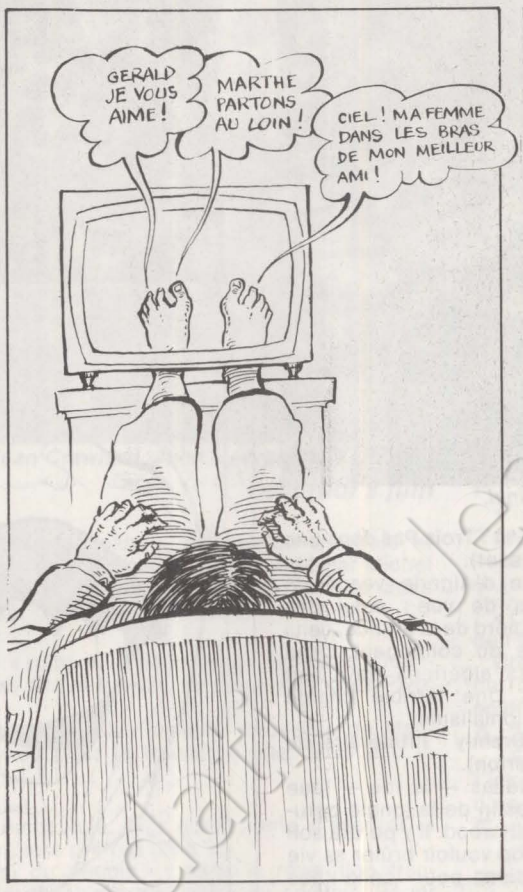
Prenez une belle doctoresse, mélangez avec un chirurgien chaud lapin, ajoutez une pincée d'érotisme, liez avec un père noble, laissez mariner douze heures ; servez tiède. C'est la recette du feuilleton télévisé. Inratable !

DIRE : « C'est du feuilleton », n'a jamais passé pour un compliment. Pourtant, d'Eugène Sue à Georges Simenon, d'Alexandre Dumas à Gaston Leroux,le genre a fait fortune en littérature, offrant aux scénaristes une mine d'or qu'ils ont parfois exploitée avec bonheur. Souvenez-vous de « la Poupée sanglante » ou du « Loup blanc », voilà des succès populaires au sens le plus noble du mot. Quand elle s'adresse à de bons fournisseurs, la télévision tient honorablement son emploi de conteuse. Un peu rétro, sans doute, un tantinet vieux jeu, mais cet air de flûte tranche agréablement sur les grosses batteries des séries américaines.

Malheureusement, le petit écran nourrit parfois des ambitions qui le dépassent. Il entend se mettre au goût du jour... comme s'il savait ce que c'était. Qui choisit, en dernier recours, les œuvres que l'on nous servira saucissonnées en épisodes ? On imagine quelque troglodyte, garanti apolitique, inodore, incolore, insipide, examinant d'un œil blasé les projets qui défilent devant lui.

« Attention, l'avertissent ses conseillers, la mode est à l'érotisme ! » Aucun problème, il a ce qu'il faut en rayon, une coproduction franco-suisse sur les frasques d'une belle doctoresse, éprise d'un chirurgien chaud lapin. Ajoutez une Allemande droguée, une héritière sentimentale, un père noble, une mère déchirée, et vous aurez « Erika Werner » le lamentable mélo d'Antenne 2 (à partir du 2 juin, durant six vendredis, à 20 h 40). La gaudriole et l'hôpital ont toujours fait bon ménage, imposant l'image du grand patron qui, d'une main masse un cœur, de l'autre pince une fesse ; le tout est de ne pas se tromper. Ce genre de spectacle vous dégoûte ? Vous assomme ? Tant pis pour vous. Si vous n'aimez pas l'hémoglobine, n'en dégoûtez pas les autres. Rabattez-vous plutôt sur le feuilleton de T.f. 1.

Il s'agit cette fois du « Mutant », une histoire de science-fiction, ou du moins correspondant à l'idée que quelque vétuste fonctionnaire se fait de la science-fiction. Un prix Nobel de biogé-



nétique a réussi à fabriquer en éprouvette un superman, doté de toutes les qualités, sauf le sens moral. Conscient des risques que présente le gaillard, son père (encore un cavaleur : décidément, ces savants sont incorrigibles !) le garde sous clef.

Mais c'est compter sans la curiosité d'une jeune assistante et sans la vigilance des « Légionnaires de la paix », qui disposent de soixante jours pour sauver le monde. Grâce à leur machine à laver les cerveaux, ils espèrent mettre les hommes au pas, et d'abord, retrouver le monstre qui échappant à la vigilance paternelle, rôde dans la nature.

Ainsi résumé, le scénario sent son fond de tiroir. Dommage qu'il en soit sorti pour occuper la première chaîne, six semaines consécutives (à partir du 15 juin à 20 h 30). Le dialogue, entrecoupé de grincements de portes et de dents, charrie quelques perles du genre : « Ce sera un nouveau Messie sans l'Eglise, un nouveau Marx sans le Parti » ; ou, sur un mode plus familier : « Le ménage, c'est pas un travail d'homme. Si ma pauvre femme ne m'avait pas quitté, jamais je n'éplucherais moi-même les patates. » Pauvre machine à laver les cerveaux qui broie le vide, au nez des téléspectateurs endormis !

« Pas tous, nous affirme-t-on. Il y a un public qui raffole de ces calembredaines. » Argument fatidique, qui justifie les descentes aux abîmes de l'imbécillité. Mais, cette fois, on a forcé la dose, franchi les limites tolérables, et les masos eux-mêmes risquent de se révolter.

Puisse leur colère atteindre les responsables de tels programmes et les faire tomber du cocotier où les rive la léthargie, à croire qu'ils ont l'imprudence de visionner les feuilletons qu'ils choisissent.

GABRIELLE ROLIN

LE DANTEC

"...Un livre qui m'a touché..."
Raymond Aron - L'Express

"La densité d'un livre se mesure à la richesse des échos qu'il éveille. C'est le cas pour «Les dangers du soleil»".
Claude Courchay - Le Monde

"Les Brigades rouges sont-elles les enfants de Mai ? En aucune façon. Sans doute y a-t-il eu de tout en Mai 68... Plus tard, il y aura les maos, la Nouvelle Résistance prolétarienne et la Cause du Peuple. C'est l'un d'entre eux, Jean-Pierre Le Dantec, qui s'est le mieux expliqué à ce sujet".
Jean-Daniel - Le Nouvel Observateur

PRESSES D'AUJOURD'HUI

LES DANGERS DU SOLEIL



au risque de vous plaire

livres

Romans français

*** Jean-Charles Rémy : la Nuée de Sarah (Denoël).**

Amour merveilleux et intrigue criminelle sont ici étrangement mêlés. L'écriture hésite entre le réalisme et l'onirisme.

*** Guy Authier : le Sourire du chat (Guy Authier éditeur).**

« Un jeune éditeur qui est aussi un grand écrivain » : c'est Guy Authier qui se tresse ainsi des couronnes sur la couverture de son roman. Pour mégalomanes !

*** Frances Gadstone : le Portrait de son père (le Sagittaire).**

L'auteur est américaine, mais elle a écrit son livre directement en français. Elle y raconte l'apprentissage de la vie que fait une petite juive new-yorkaise : chasse aux sorcières, racisme...

*** Guy Lagorce : Marie en plein soleil (Julliard).**

Un royaume de douceur en Dordogne, du côté de Sarlat. Le royaume de Marie. Arrive un « marginal » qui va rompre l'harmonie et les demi-teintes...

*** Nicole de Buron : Vas-y maman (Flammarion).**

Le « réveil » d'une femme. Sur ce ton humoristique et un peu léger, cher à l'auteur des films « Erotissimo » et « Elle court, elle court la banlieue ».



Marie Cardinal.

*** André Stil : Trois Pas dans une guerre (Grasset).**

La guerre d'Algérie vécue de trois points de vue : celui des ouvriers du nord de la France, celui des soldats du contingent, celui des ouvriers algériens travaillant en France. Une terrible charge contre le colonialisme.

*** Serge Bramly : l'Itinéraire du fou (Flammarion).**

Francis Hélias — le fou — joue avec son destin de la jungle péruvienne à Hollywood. Il y perdra son identité à trop vouloir brûler sa vie sans attention pour celle des autres.

*** Hortense Dufour : la Marie-Marraine (Grasset).**

L'univers des chantiers, avec ses Portugais, ses Turcs, ses Algériens, ses contremaîtres français, avec leurs gosses à tous, leurs femmes, leurs roulottes et leurs engins. Un univers à la Zola. Un roman qui dénonce les conditions de vie actuelles des travailleurs immigrés en France.



Hortense Dufour.

*** Marie Cardinal : Une vie pour deux (Grasset).**

Une grande fête narrative, où il serait bien impossible de faire le tri entre le vécu et l'imaginé. Une fête battue par la mer. La fête sensuelle et généreuse d'un couple où chacun vit pour l'autre, non de l'autre ; où la liberté de la femme s'épanouit avec l'homme, non contre lui.

*** Danielle Pinault : le Sable et les étoiles (Denoël).**

Retour sur le sol ancestral de deux jeunes juifs. A chaque rencontre qu'ils font, c'est un nouveau morceau de la diaspora qui se grave dans leur mémoire. Un beau livre de paix.

*** Tudor Eliad et Daniel Pennac : les Enfants de Yalta (Jean-Claude Lattès).**

« En 1945, après la conférence de Yalta, eurent lieu les Jeux olympiques du Vatican »... La parodie sert de repoussoir à la tragédie de l'Histoire.



Nicole de Buron, vue par Solo.



André Stil.

*** Georges Blond : Julie des Arques (Julliard).**

Un roman d'amour et d'aventure au début de la Révolution française. Une liaison à rebondissement entre Julie, fille de la pauvreté, et le comte de Cousserans, hobereau du Quercy.

*** André Dhôtel : Bonne nuit Barbara (Gallimard).**

Un conte de fées pour grandes personnes. Dhôtel imagine un homme des villes et du métro qui aurait horreur de la campagne et de la nature. La suite est désopilante...

*** Patricia Finaly : Tropique du valium (Julliard).**

Le roman le plus impudique de l'année. Le plus délirant aussi. Il met en scène Jean-Luc Godard, Bernadette Laffont, Antoine Bourseiller et d'autres : tout ce petit monde du « tout-spectacle » qui a réellement été témoin des amours impossibles de l'auteur avec un certain Labarthe...

*** Maurice Chavardès : le Partage (Albin-Michel).**

Une histoire d'amour en Italie. Bruno-Marie se noie. Claire et Pascal ont-ils une responsabilité dans ce drame ?

à ne pas manquer

Les dons de Picasso au Louvre

Pablo Picasso aimait passionnément la peinture, pas seulement la sienne, celle des autres aussi. Sa vie durant, il a acheté ce qui lui plaisait, il a engrangé. Et ses héritiers, Jacqueline Picasso en tête, ont donné ces trésors à l'Etat. Ils sont maintenant rassemblés et exposés au Louvre, au Pavillon de Flore.

Une belle caverne d'Ali Baba, éclectique en diable, foisonnante et étonnante : des Matisse, quatre Douanier Rousseau, un Braque, un Derain, deux Miro de 1919 et 1921, un Vuillard, des Van Dongen, onze Degas, un Chardin, un Courbet, des Corot, un Gauguin, un Modigliani, des Le Nain, des Renoir, etc. Manquent une colombe de la paix et un raton laveur ; mais nous savons où les trouver ! Manque surtout un Ingres, des Juan Gris, des Laurens, un Cranach et des Braque : qu'en a fait la famille Picasso ?

Les contes populaires des provinces françaises

Le « rétro » a parfois du bon : les Editions Gallimard viennent de lancer une nouvelle collection intitulée « Récits et contes populaires des provinces françaises ». Six volumes sont déjà parus, qui rassemblent les contes de cinq régions : Auvergne, Bretagne, Cévennes, Languedoc (deux tomes bilingues), Pyrénées. Les autres régions suivront, puis les pays francophones. Six volumes, cela représente déjà plus de cinq cents contes recueillis au magnétophone, par des chercheurs, auprès de conteurs locaux ; ce travail est en cours depuis trente ans et il se poursuit actuellement sous la responsabilité de Jean Cuisenier, conservateur du musée des Arts et Traditions populaires et directeur de recherches au C.n.r.s.

Les livres de Gallimard sont remarquablement illustrés par des cartes, des photos et des gravures diverses. Ils nous ramènent à l'aube de notre civilisation, aux racines de notre vie.

disques

Musiciens français

*** Debussy - Poulenc - Satie - Roussel : par l'English Chamber Orchestra, direction Aviva Einhorn. Un disque Ensayo, Eny 812.**

Une femme chef d'orchestre, c'est trop rare ! Aviva Einhorn excelle avec le merveilleux English Chamber dans le charme du jeune Debussy et les beautés méconnues de Satie. Sans oublier la très forte « Sinfonietta » de Roussel qui suit sa Troisième Symphonie.

*** Maurice Ravel : « Don Quichotte à Dulcinée. Le Tombeau de Couperin. Ma mère l'Oye. Pavane pour une infante défunte ». Philippe Huttenlocher (baryton), orchestre de chambre de Lausanne, direction Armin Jordan. Un disque Erato, Stu 71126. De Maurice Ravel également : « Histoires naturelles. Chansons Madécasses. Don Quichotte à Dulcinée. Mélodies Hébraïques ». Jean-Christophe Benoît (baryton), Bernard Ringeissen (piano), Henri Virlojeux (récitant). Un disque Adès 10002.**

Impossible de résister à l'Orchestre de Lausanne et à l'orchestration de pièces primitivement écrites pour piano. On est en pure poésie, encore que le mélo enfantin perce parfois. Dans « Don Quichotte », dernière œuvre de Ravel, prévue pour le cinéma, sur des textes de Paul Morand, la version Huttenlocher est préférable à celle de Jean-Christophe Benoît. Les « Chansons Madécasses » — d'origine malgache — provoquèrent en 1925 un scandale, au moment de la guerre du Riff. Ravel musicien anticolonialiste ! En tout cas, ici, d'un très fort lyrisme, sinon érotisme, renforcé par un accompagnement où l'on a voulu voir un hommage à Schœnberg.

Surprenant encore, ce Ravel s'intéressant l'un des premiers au folklore juif.



Maurice Ravel, vu par Solo.

*** André Jolivet : « Songe à nouveau rêvé. Poèmes intimes », pour soprano et orchestre. Colette Herzog (soprano), Orchestre philharmonique de Strasbourg, direction Alain Lombard. Un disque Erato Stu 71120.**

Afin d'être entendu de tous, doit-on relâcher ses propres recherches d'écriture ? Vaste question et générale, qui vaut également pour André Jolivet, musicien français mort en 1974 et dont nous avons ici la gravure de l'une de ses dernières œuvres. « Songe à nouveau rêvé » sur des poèmes du critique musical Antoine Goléa, chanté par l'épouse de ce dernier.

L'autre face du disque remonte à une création de la fin de la guerre, dont c'est ici la première pour accompagnement d'orchestre.

*** Charles-Camille Saint-Saëns - Gabriel Pierné : « Morceau de concert pour harpe et orchestre op. 154. Fantaisie pour harpe en la mineur op. 95. Concerstück pour harpe et orchestre op. 39. Impromptu-Caprice en la bémol op. 9 ». Catherine Michel (harpe), Orchestre symphonique de Radio-Luxembourg, direction Louis de Froment. Un disque Vox 36046.**

La première œuvre de Saint-Saëns n'a rien d'impérissable. La Fantaisie, célèbre, se laisse entendre. Mais Saint-Saëns, c'est bien la fixité bourgeoise de la musique ; par comparaison, le romantisme a une autre nécessité. Peu à dire des pièces de Pierné, lequel — jusqu'à plus ample informé — fut surtout à la tête des Concerts Colonne de 1910 à 1934 et y milita en faveur de la musique nouvelle de l'époque.

→

télévision

L'association française des critiques de télévision a désigné Alain Bombard comme « Homme de télévision de l'année ». Le prix du « Meilleur Magazine d'actualité » est revenu à Bernard Pivot. Nos félicitations aux lauréats.



Ion Chaney, Joan Crawford, John George dans « L'inconnu ».



Stéphane Audran, vue par Solo.

vendredi 9 juin

T.f. 1

« Boudu sauvé des eaux », en version théâtrale et avec Henri Tisot pour succéder au rôle créé par Michel Simon, clochard incomparable dans le film de Jean Renoir (20 h 30).

A. 2

Auteurs de « romans vrais », Jorge Semprun, Jean-Pierre Chabrol, André Lacaze se retrouvent chez Pivot (21 h 40).

« Yvette », une des plus cruelles nouvelles de Maupassant, diffusée pour la troisième fois. Mais elle le mérite (23 h).

F.r. 3

Eglise, on embauche. Mgr Marty tente d'assurer la relève des derniers prêtres (20 h 30).

« Un ennemi du peuple » : sous la révolution française, un curé gauchiste se heurte au pouvoir. Roger Planchon — en soutane — sauve presque cet exercice de style (21 h 30).

samedi 10 juin

A. 2

« Le Pain et le vin » : Pierre Desgraupes enquête sur un soulèvement paysan, dans l'Indre, en 1847. Le procès généreux d'une société (20 h 45).

F.r. 3

« Le Trouvère », de Gluseppe Verdi, avec l'Opéra national de Vienne (20 h 30).

dimanche 11 juin

T.f. 1

« Comment réussir quand on est con et pleurnichard », film de Michel Audiard avec Stéphane Audran : un pitoyable voyageur de commerce séduit les femmes. Si vous avez le rire facile... (21 h).

« Symphonie n° 5 », de Beethoven, avec Herbert von Karajan (22 h 20).

F.r. 3

Chaval : portrait d'un merveilleux humoriste noir qui dénonça la connerie des oiseaux (20 h 30).

« L'Inconnu », film muet de 1927 : un crime dans un cirque fait trembler la divine Joan Crawford (22 h 35).

lundi 12 juin

T.f. 1

« Chiens perdus sans collier », film de Jean Delannoy tiré du best-seller de Gilbert Cesbron. Un juge au cœur tendre s'efforce d'apprivoiser de jeunes délinquants (20 h 30).

Questionnaire : Giovanni Agnelli, maître absolu de Fiat (22 h).

A. 2

« Bonjour docteur » : après les grands patrons, Pierre Desgraupes rend visite aux médecins de campagne (21 h 45).

F.r. 3

« Tobrouk », film guerrier d'Arthur Hiller sur l'exploit d'un commando britannique en 1942 (20 h 30).

mardi 13 juin

T.f. 1

« La Fille de Stepan » féerie soviétique : un ouvrier de l'Oural rencontre une fée... (20 h 30).

Contes à vivre debout : découverte de deux villages du Rouergue, auxquels le tourisme donne un second souffle (21 h 50).

A. 2

« Faut-il laisser mourir Karen ? », film inspiré par l'interminable coma d'une jeune Américaine, sera suivi d'un débat sur l'euthanasie (20 h 45).

F.r. 3

« Dix Hommes à abattre » : querelle entre deux seigneurs du bétail, quelque part dans l'Ouest (20 h 30).

mercredi 14 juin

A. 2

« Moi, Claude, empereur » : suite du feuilleton anglo-romain (21 h 15).

Question de temps, magazine d'actualité (22 h 25).

F.r. 3

« Au-delà du miroir », film de Bernard d'Abrigeon : un marginal s'évade dans l'autre monde (20 h 30).

jeudi 15 juin

T.f. 1

« Le Mutant », feuilleton de science-fiction à faire rougir un Martien (20 h 30).

L'Evénement, magazine d'actualité (21 h 35).

A. 2

« Lulu », fin du drame réalisé par Marcel Bluwal. Jack l'Eventreur poignarde la petite sorcière (20 h 45).

Les légendaires : dans l'Orne, une femme expie sa réputation de jeteuse de sorts (22 h 25).

F.r. 3

« Détective privé » : Laureen Bacall charge Paul Newman de retrouver son mari kidnappé. Un bon thriller américain (20 h 30).



festivals

*** Festival international de poésie de Paris (jusqu'au 21 juin).**

Journée de la poésie féminine, le 9. Hommage à Jacques Prévert et Boris Vian, au Bal du Moulin Rouge (82, boulevard de Clichy, 18e), le 10. La nuit de la poésie québécoise, le 13. Hommage à Pierre Mac Orlan, le 14.

*** Festival d'Etampes (jusqu'au 18 juin).**

Musique populaire et musique de cour à l'époque de Cervantès, le 10.

*** Festival de Saint-Denis (jusqu'au 29 juin).**

Maurice André, le 13. Orchestre de chambre de Heilbronn, le 14.

*** Festival de la vallée de l'Orge (jusqu'au 21 juin).**

Le Théâtre à Bretelles, le 17. Alan Stivell, Christian Dente et Claude Reva, le 17 également.

*** Fête du P.s.u., au parc paysager de La Courneuve (les 10 et 11 juin).**

Le 10 : Michel Ripoche, Djurdjura, Alain Bert, Malicorne, Bernard Lubat, Jean Sommer, Michèle Bernard, Jacques Bertin, Font et Val, René Verneer, Daniel Viglietti. Le 11 : Roger Mason, Mama Béa Tékielski, Claude Nougaro, France Léa, Jean-Yves Luley, Guy Bedos, Karaxu, Tiempo Argentino.

*** Festival de Lyon (jusqu'au 8 juillet).**

« Solinger » par le Novothéâtre de Bruno Boeglin, les 9 et 10. Concours international d'improvisation (orgue, piano classique et piano jazz), le 12.

*** Festival de Strasbourg (jusqu'au 18 juin).**

« War Requiem », de Brittey, avec Montserrat Caballe, le 11. Jessye Norman, le 13. La Grande Ecurie et la Chambre du Roy, le 15.

• Festival de Provins (jusqu'au 25 juin).

Récital Georgy Cziffra. Renseignement au 400-06-82.

*** Fête de Nohant (du 16 au 25 juin).**

Récitals dans la grange du château de George Sand : Aldo Ciccolini, Jean-Pierre Wallez et Jessye Norman.

*** Festival Bach de Mulhouse (jusqu'au 24 juin).**

Concert Marie-Claire Alain. Renseignements au (89) 45-68-31.

*** Festival de Versailles (jusqu'au 20 juin).**

« Hippolyte et Aricie », de Rameau. « Rinaldo », de Haendel. Renseignements au 950-71-18.

*** Festival du Marais (du 12 juin au 13 juillet).**

Pro Arte de Munich, The Stars of Faith, l'Ensemble 2e2m, « Phèdre » de Racine, etc., dans les vieux hôtels du cœur de Paris. Renseignements au 887-74-31.

*** Week-end du Théâtre amateur, au Théâtre de l'Est parisien (les 10 et 11 juin).**

Des pièces de Molière, Marguerite Yourcenar, Roland Dubillard, Arrabal, Michel Garneau, René de Obaldia et Jean-Paul Sartre. Renseignements au 797-94-58.

Petites annonces

Pour Languedoc . Soc. ind. rech. agent technico-commercial. Formation assurée. Voiture fournie. Tous frais payés. Fixe et commissions. Ecrire : S.a. General Safety, B.p. 52, 94100 Saint-Maur.

Pour secteur Angoulême-Poitiers. Soc. ind. recherche agent technico-commercial. Formation assurée. Voiture fournie. Tous frais payés. Fixe et commissions.

Ecrire : S.a. General Safety, B.p. 52, 94100 Saint-Maur.

Ingénieur subdivisionnaire (architecte urbaniste), dans une ville de 65 000 habitants, responsable B.e., travaux neufs, permis de construire, cherche poste équivalent par voie de mutation dans une autre commune (Ile-de-France).

S'adresser : Denis Plain, 16 rue Thiers, 92500 Rueil-Malmaison. Tél. : 749-34-83.

LA BEAUTE DE LA NATURE A L'AUTOMNE FAVORISE LES RENCONTRES DU TROISIEME AGE.

Après les chaleurs de l'été, vous aurez sûrement envie d'aller goûter ailleurs d'autres joies, d'autres plaisirs, de retrouver le calme et les couleurs de l'automne au milieu de la nature.

Découvrir une région qui cherche sa vocation, qui connaît déjà quelques excès au niveau architectural, mais qui a su garder aussi toute la valeur du passé, est quelque chose de passionnant, de différent tous les jours.

Certains départements ne laissent plus cette possibilité, mais d'autres, tels que les Hautes-Alpes, vous l'offrent : chaque vallée est différente, chaque montagne est différente, chaque habitant est différent, mais, de par l'animation que nous pourrons mettre en place (excursions en autocar, en journée ou demi-journée, veillées sur la flore ou la faune du Parc national des Ecrins, rencontre avec les bergers, les paysans, les montagnards, au coin d'un feu de bois), toutes ces découvertes ou « redécouvertes ») sont encore possibles dans un village de vacances confortable, nanti d'un atelier « labo photos » ou « tissage » qui vous permettront de réaliser l'objet dont vous rêvez depuis longtemps.

Pour le mois de septembre, des inscriptions sont possibles, soit en groupes, soit à titre individuel, au prix de 50 F par jour et par personne.

Pour tous renseignements et documentation gratuite, s'adresser au : Village de vacances « le Pigneroux », 05160 Savines-le-Lac. Tél. : (92) 44-22-39.

Fédération nationale laïque des centres de loisirs éducatifs pour l'enfance et l'adolescence. Mouvement Francs et Franches Camarades. Union régionale. Académie de Grenoble. Service régional du personnel, 2, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble.

Jury de recrutement : animateur permanent, directeur maison de l'enfance au niveau d'une commune.

Le jury de recrutement de l'Union régionale des Francs et Franches Camarades se déroulera **le 23 juin 1978 à Grenoble.** Sélection des dossiers : le dépôt des candidatures sera clos **le 14 juin à 16 heures.**

Les candidatures sont à envoyer à l'adresse ci-dessus. Conditions :

Age minimum : vingt-cinq ans, dégagé des obligations militaires.

Expérience : avoir une expérience d'animation soit professionnelle, soit militante, soit bénévole, technique, pédagogique.

Formation : qualification technique et pédagogique (justification de stages). Références universitaires (ou assimilées) ou stage de longue durée organisé par les F.f.c. ou un organisme similaire.

Dossier : fournir un curriculum vitae et les pièces justificatives et une photo, un exposé des motivations.

Profil de poste : directeur de maison de l'enfance ou directeur d'activités enfance au niveau d'une commune.

Cadre 30 ans, expérience vente, administration des ventes, anglais courant. Etudierait toutes propositions.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

LA BRETAGNE A GAGNY

Samedi 17 juin, à 21 heures :

Théâtre André-Malraux, 1, rue Guillemeteau : Jean-Luc Salmon, Maripol, Glenmor, Gilles Servat.

Prix des places à partir de 15 F.

Dimanche 18 juin, à partir de 15 heures :

Stade de l'Est (si beau temps).

Salle des fêtes, place Foch (si pluie).

Le groupe War L'Hoaz.

Les bénéfices seront versés aux travailleurs de la mer sinistrés.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron, 21. av. F.-Drouet

02310 Charly-sur-Marne

De 20 à 24 FT.T.C. départ

Prix pour comités et collectivités

Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97.

Entreprise Générale ABAM 92200 Neuilly

l'intégrale

Agencement — Menuiserie
Rénovation — Peinture
Bureaux — Maçonnerie
Appartements — Rev. des sols
Magasins — Plomberie
Electricité

Bureau d'études : plans, maquettes

745-03-34

11, rue Paul-Chatrousse

20 ans d'expérience et de renommée

ÉCOLE ET SOCIALISME

SOMMAIRES DES NUMEROS « D'ECOLE ET SOCIALISME » DEJA PARUS

No 1 - DECEMBRE 1975

Savoir et liberté.
Cinq ans après des étudiants parlent.
Le plaisir d'enseigner.
Quand les Jésuites inventaient le lycée.
D'où vient le livre pour enfant ?

No 2 - MARS 1976

Le langage du petit enfant.
Un homme à l'école maternelle.
Les grandes Ecoles.
Les imagiers.
L'école primaire avant Jules Ferry.

No 3 - MAI 1976

Enseignement du français et sélection sociale.
Les objectifs de l'enseignement.
La formation des enseignants.
Le Front Populaire et l'éducation.
Le goût et les plaisirs de la lecture chez les enfants.

No 4 - OCTOBRE 1976

Socialisation de l'éducation ou éducation socialisée.
Les groupes de niveau : une réalité... un mythe.
Ecole rurale, école oubliée.
Jules Ferry et la formation de l'esprit laïque.

No 5 - JANVIER 1977

La réforme Haby : une politique libérale avancée.
Interview de Louis Mexandeau, délégué du Parti Socialiste à l'Education Nationale.
Réflexion sur un projet socialiste d'éducation.
Il y a trente ans le plan Langevin-Wallon.
La littérature enfantine est-elle moralisatrice ?

No 6 - AVRIL 1977

Interview de G. Georges, Secrétaire Général du SNI-PEGC.
L'audio-visuel et l'éducation.
La liberté de la presse aujourd'hui.
La réforme Billières ou les ambiguïtés de la « défense du second degré ».
Les contes de fées sont-ils pour les enfants ?

No 7 - JUILLET 1977

Où en est la réforme Haby ?
Histoire de la politique culturelle en France.
Les colonies de vacances.
La réalisation pratique de la première laïcisation de l'enseignement 1882-1914.
Dans la littérature enfantine : le retour à la poésie.

No 8 - OCTOBRE 1977

Où va l'enseignement technique.
Historique de la démarche technologique dans l'enseignement français.
Que peut attendre l'enseignant de base de la recherche de haut niveau ?

No 9 - FEVRIER 1978

Numéro spécial (56 pages).
« Comparaison des projets éducatifs de la gauche ».

No 10 - MAI 1978

L'échec scolaire.
L'armée : institution éducative ?
Vers l'école ouverte.
Croquis : Quand la discipline marche « au canon » ?
Approche de la littérature enfantine italienne.
L'alphabétisation des Français de Calvin à J. Ferry.

ABONNEMENT D'UN AN : 40 FRANCS

NOM : .....

ADRESSE : .....

.....

☐ C.C.P. « Ecole et Socialisme » - 34-775-85 LA SOURCE

☐ Chèque bancaire à l'ordre de « Ecole et Socialisme »

A envoyer à : **Ecole et Socialisme**
41, rue de Chabrol
75010 PARIS

REVUE

TRIMESTRIELLE

Col. Jaurès

REFLEX 24x36 A CELLULE INCORPOREE, PRESELECTION AUTOMATIQUE, OBJECTIF 6 LENTILLES 2/58



Coll. Fondation Photographique

ZENIT EM.

PRIX - QUALITE - PERFORMANCES